adf
AFRICA DEFENSE FORUM

Professionnels, avec fierté

Une culture militaire qui forge le caractère des soldats

Le colonel ghanéen Emmanuel Kotia sur l'éthique dans le maintien de la paix

La tradition de la stabilité de la Force de défense du Botswana

RETROUVEZ-NOUS SUR INTERNET : ADF-MAGAZINE.COM

TABLE DES MATIÈRES

VOLUME 8 | 4E TRIMESTRE

articles

8 La profession des armes
Édification d'une culture militaire qui façonne des dirigeants éthiques.

14 Le professionnalisme dans le maintien de la paix
Dans les missions multinationales, la préparation et la discipline sont essentielles.

20 Une tradition de service
Conversation avec l'ancien commandant de la Force de défense du Botswana.

24 Les soldats s'entraînent à l'ombre d'une menace réelle
Flintlock 2015 aide la région du lac Tchad à s'unifier pour combattre Boko Haram.

30 Interview avec le général de brigade tchadien Zakaria Ngobongue
Le directeur de Flintlock 2015 parle de la conduite d'un exercice militaire réunissant de nombreuses armées et des technologies modernes.

34 L'armée adapte la formation aux changements
La Conférence africaine des Commandants encourage les armées à apprendre les unes des autres.

38 Vrai ou faux ?
Les technologies de l'information et de la communication dissipent les rumeurs dans le delta instable du Tana au Kenya.

44 C'est le moment de se parler
Repenser le dialogue civilo-militaire au Nigeria.

48 Mise en place d'une police professionnelle
La qualité des formations et des institutions prévaut sur la quantité.

52 Se repérer sur le terrain humain
Pour les soldats, le succès doit inclure l'éducation en plus de la formation militaire de base.

rubriques

4 Point de vue

5 Perspective africaine

6 L'Afrique aujourd'hui

32 Battement du cœur de l'Afrique

56 Culture et sports

58 Point de vue mondial

60 Défense et sécurité

62 Chemins de l'espoir

64 Croissance et progrès

66 Image du passé

67 Où suis-je ?

***Africa Defense Forum* est à présent disponible en ligne.**

Veuillez nous rendre visite sur le site adf-magazine.com

REUTERS

EN COUVERTURE : Des aviateurs kényans défilent durant la Fête nationale en commémoration du Jamhuri Day, au Stade Nyayo de Nairobi.

POINT DE VUE

Dans le monde entier, les armées les plus performantes ont en commun certains éléments. Elles ont des normes exigeantes, elles cherchent constamment des manières de s'améliorer et elles placent l'éthique au cœur de toutes les missions. En un mot, elles sont professionnelles.

Le défi à relever est de favoriser un environnement de professionnalisme militaire. Cet objectif est compliqué par le fait que l'histoire de nombreux pays est marquée par les soubresauts politiques, les conflits ethniques et la corruption.

Les armées africaines se montrent à la hauteur de l'exigence d'inculquer le professionnalisme à tous ses échelons. Les exemples suivants illustrent ces accomplissements :

- **Investissement dans les écoles d'état-major et les centres d'excellence :** le nombre des écoles d'état-major en Afrique s'est régulièrement accru depuis 2000, notamment avec leur mise en place au Botswana, au Rwanda, en Tanzanie et en Ouganda. La Conférence africaine des Commandants, créée en 2007, a montré la voie à suivre en matière d'harmonisation de la formation et de promotion des échanges d'informations entre les écoles d'état-major.
- **Promotion basée sur le mérite :** de nombreuses armées africaines s'efforcent de mettre fin à la pratique corrosive consistant à réserver largement les échelons supérieurs aux membres d'un seul groupe ethnique. Avec la diversité, les armées se consolident et renforcent leur crédibilité auprès du public.
- **Adhésion au principe de la surveillance :** la Force de défense nationale sud-africaine a ouvert la voie en nommant un médiateur militaire. Cette personne, extérieure à la chaîne de commandement, est chargée d'enquêter sur toutes les plaintes déposées à l'encontre des forces armées.
- **Mettre fin à la corruption :** un comportement contraire à l'éthique peut ébranler la confiance des civils et absorber des ressources nécessaires à la défense du pays en matière de sécurité. Les initiatives permettant aux citoyens de signaler les cas de corruption, et un système de justice militaire sanctionnant promptement ceux qui sont reconnus coupables contribuent à renforcer le professionnalisme à tous les niveaux.

Ces mesures, parmi d'autres, favorisent l'enracinement d'une culture d'excellence professionnelle au sein des forces de sécurité. Une impulsion déterminée, adaptative et persévérante de la part des responsables aux échelons les plus élevés est également une condition nécessaire au développement de l'excellence professionnelle et à son maintien dans la durée. Le renforcement des effectifs des forces de sécurité professionnelles africaines est nécessaire pour instaurer la paix et la sécurité sur le continent.

Personnel de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique

Des soldats défilent à l'école militaire Gashandhiga à Mogadiscio durant la célébration du 55e anniversaire de la création des Forces armées somaliennes. AFP/GETTY IMAGES

Le professionnalisme

Volume 8, 4e trimestre

L'ÉTAT MAJOR UNIFIÉ DES ÉTATS UNIS POUR L'AFRIQUE

POUR NOUS CONTACTER

U.S. AFRICA COMMAND
Attn: J3/Africa Defense Forum
Unit 29951
APO-AE 09751 U.S.A.
ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com

HEADQUARTERS
U.S. AFRICA COMMAND
ATTN: J3/AFRICA DEFENSE FORUM
GEB 3315, ZIMMER 53
PLIENINGER STRASSE 289
70567 STUTTGART
GERMANY

ADF est un magazine militaire professionnel trimestriel publié par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique qui permet au personnel militaire africain de bénéficier d'un cadre international propice aux échanges. Les opinions exprimées dans ce magazine ne reflètent pas nécessairement les principes ou points de vue de cette organisation ni d'aucune autre agence du gouvernement des États-Unis. Certains articles sont écrits par l'équipe d'*ADF*, tout autre contenu est noté avec la source d'origine. Le Secrétaire de la Défense a déterminé que la publication de ce magazine est nécessaire à la conduite des affaires publiques, conformément aux obligations légales du Département de la Défense.

Les chefs militaires doivent adhérer *au principe de sécurité humaine*

Le général en retraite Joyce Ng'wane Puta *de la Force de défense zambienne, s'est adressée à un panel de fonctionnaires internationaux au Centre d'études stratégiques de l'Afrique, lors du 16e séminaire des hauts responsables le 9 juin 2014 à Washington. Son discours a été résumé pour des raisons d'espace.*

Le leadership est le fait d'exercer une influence sociale pour inspirer les autres et obtenir leur soutien pour réaliser un objectif commun. Le leadership stratégique donne une orientation durable à la croissance et au succès d'une organisation, tout en répondant aux aspirations des subordonnés et en gérant effectivement le changement vers l'avenir souhaité.

Les chefs militaires ne doivent pas uniquement se fixer sur les menaces qui demandent une intervention hégémonique, parce que les menaces ne sont plus centrées sur les États, mais sur les hommes. En tant que tel, un chef militaire ne doit pas être considéré uniquement comme un spécialiste de la violence.

Un chef militaire doit être considéré comme un partenaire de développement durable, mais sans compromettre la disponibilité opérationnelle. Et l'implication de l'armée dans des missions de développement ne doit pas être perçue comme une menace par le secteur civil.

Les responsables de la sécurité stratégique en Afrique peuvent jouer un rôle crucial dans ce changement de paradigme. Nous devons essayer d'oublier les bombes, les balles et la balistique et considérer les choses dans leur ensemble. Tout chef militaire africain doit considérer la sécurité par rapport aux gens – pour la stabilité nationale, régionale et mondiale.

Ceci implique de réfléchir à la sécurité sanitaire. Comment ces tendances, notamment les tendances sanitaires, vont-elles affecter non seulement la sécurité de mes troupes, mais aussi celle du reste de la population ?

Prenons la sécurité alimentaire. En tant que militaire, que pouvez-vous faire pour assurer la sécurité alimentaire non seulement de vos hommes, mais aussi du reste des habitants de votre pays ?

La sécurité environnementale. Vous pourriez dire : « Nous sommes en Afrique et nos émissions ne sont pas aussi importantes que celles des pays occidentaux ». Mais lorsque les émissions sont rejetées, elles ne connaissent pas de frontières. Qu'allez-vous faire pour assurer la protection de l'environnement ?

La sécurité économique. Compte tenu des richesses de l'Afrique, il y a énormément d'opportunités économiques qui peuvent permettre aux chefs militaires africains d'exploiter des ressources.

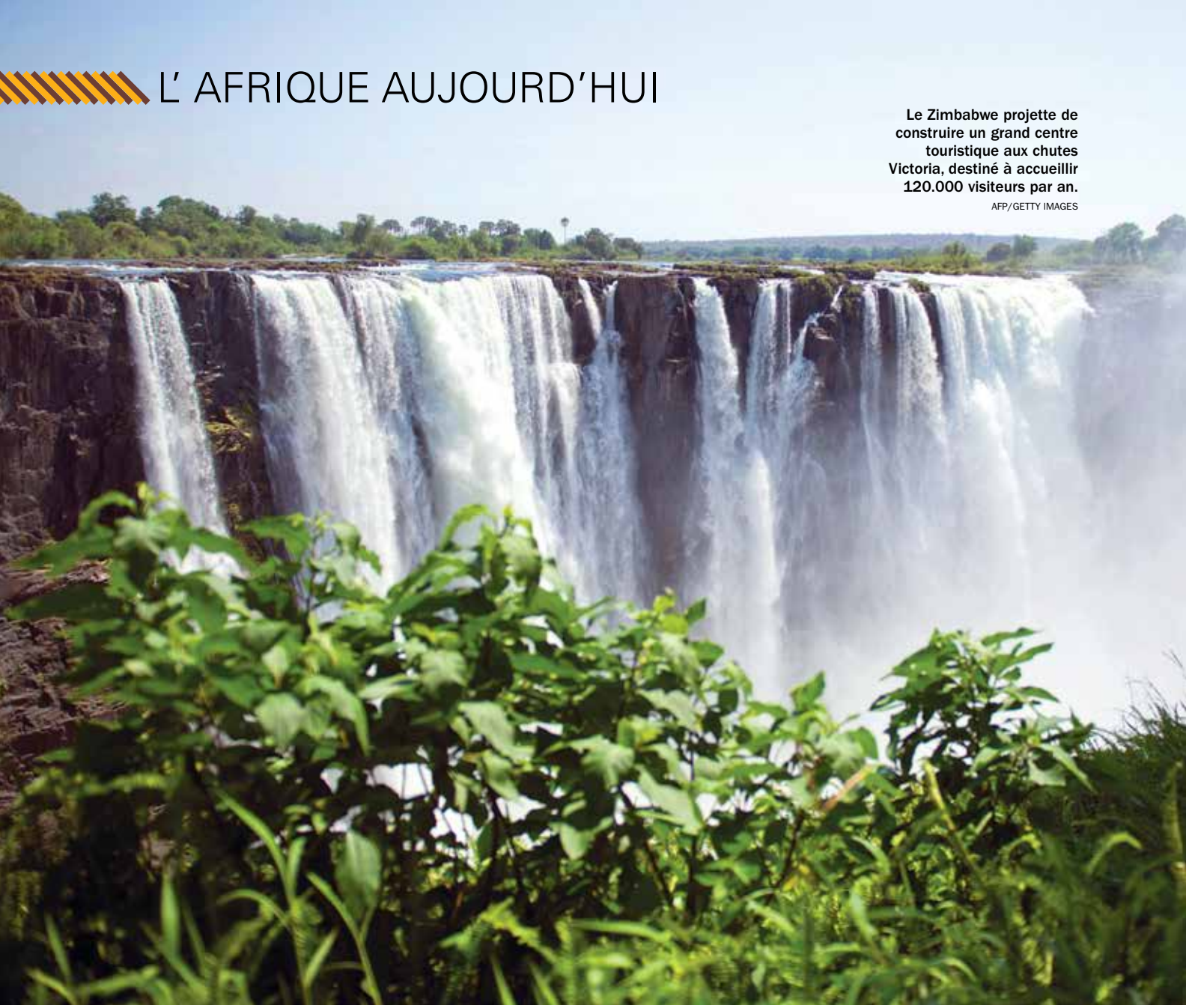
Le secteur de la sécurité doit compendre le paradigme humain et y adhérer. Le leadership du secteur de la sécurité est le plus fort et le plus efficace lorsqu'il se rapproche de l'idéal professionnel d'un chef militaire. Et il est le plus faible et le plus inefficace lorsqu'il s'en éloigne.

La participation de l'armée dans des projets de développement de l'infrastructure permettra de redéfinir son rôle en donnant une nouvelle image du service public. Au Botswana, l'armée collabore à la préservation de la faune sauvage. En Zambie nous avons le Zambia National Service, qui s'occupe de la production alimentaire. Le Sénégal est aussi impliqué dans un grand nombre de projets civils et de développement.

Les chefs militaires stratégiques africains doivent s'adapter à ces nouveaux défis. Ils doivent s'efforcer d'établir une bonne relation civilo-militaire lorsqu'ils sont engagés dans des activités de développement en temps de paix. Ils doivent être au courant des menaces à la sécurité humaine et faire preuve des connaissances adéquates, en particulier en ce qui concerne les compétences de base, et ils doivent être soumis au contrôle démocratique.

Un soldat nigérian discute avec des femmes et des enfants qui ont été libérés des extrémistes de Boko Haram en avril 2015. REUTERS

Nous ne devons pas oublier que tout chef militaire à un niveau stratégique n'est pas obligatoirement un chef stratégique. Il faut les former. Ils ne sont pas nés chefs stratégiques, mais le deviennent grâce à la formation et à l'entraînement. Il doit donc y avoir un plan de succession. Souvenez-vous que le succès ne survit pas sans successeur.



Le Zimbabwe projette de construire un grand centre touristique aux chutes Victoria, destiné à accueillir 120.000 visiteurs par an.
AFP/GETTY IMAGES

UN « VILLAGE AFRICAIN » POUR TOURISTES AUX CHUTES VICTORIA

AGENCE FRANCE-PRESSE

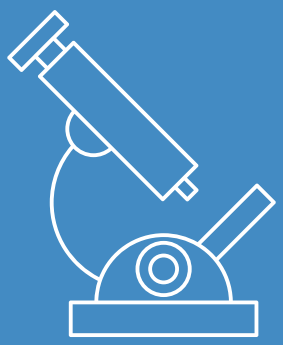
Le Zimbabwe pourrait bientôt donner son accord pour la construction d'un grand centre touristique à Victoria, qui accueillera 120.000 visiteurs par an, ont déclaré des responsables en juin 2015.

Le parc, d'un coût de 18 millions de dollars, près du site du patrimoine mondial de l'UNESCO, abritera une réplique d'un village africain et exposera des objets racontant l'histoire des chutes, connues localement sous le nom de « Mosi-oa-Tunya », qui signifie « la fumée qui gronde ».

« Ce sera un village géant, au design africain et exposant des scènes villageoises, les traditions et l'histoire », a précisé Dave Glynn, président du groupe de promoteurs Africa Albida Tourism. « Ce n'est pas un parc à thème. Il racontera exclusivement l'histoire des chutes Victoria ».

Le parc de 32 hectares, à vocation historique, culturelle et animalière, ouvrira ses portes en 2017 et fournira un emploi à 150 personnes. Après une étude d'impact sur l'environnement, le projet est en attente de l'autorisation définitive.

La majestueuse cascade, de plus de 2 kilomètres de large, à la frontière entre le Zimbabwe et la Zambie, est formée par la chute du Zambèze dans une suite de gorges et soulève une brume qui peut-être vue à 20 kilomètres.



LE KENYA
SE DOTE D'UN LABORATOIRE MÉDICO-LÉGAL

pour lutter contre le braconnage

AGENCE FRANCE-PRESSE

En mai 2015, le Kenya a ouvert un nouveau laboratoire médico-légal, financé par des donateurs étrangers, afin d'améliorer les résultats des poursuites judiciaires contre les braconniers.

Les scientifiques de ce laboratoire médico-légal et de génétique, situé à Nairobi au siège du Kenya Wildlife Service (KWS - service kényan de la faune), seront capables d'analyser et de tracer génétiquement les pièces saisies afin de rassembler des preuves du braconnage et de construire des dossiers plus solides devant la justice.

La construction a duré près de trois ans, pour un coût de 60 millions de shillings (623.000 dollars). La Tanzanie avait ouvert un laboratoire similaire en 2013 à l'université de Moshi, afin de former les étudiants à la science médico-légale.

« La mise en place de ce laboratoire est cruciale pour obtenir des condamnations devant les tribunaux et décourager ainsi les atteintes à la faune », a relevé KWS dans un communiqué. Il a admis que, dans les affaires de braconnage, « les poursuites et les condamnations sont rares », principalement en raison du manque de preuves.

Les éléphants et les rhinocéros constituent une cible pour les braconniers, dont les activités sont poussées par la forte demande en Asie. Des recherches ont montré que le port kényan de Mombasa était le point de sortie favori des braconniers. Le cas de braconnage qui a le plus fait parler de lui au Kenya est celui de Feisal Mohamed Ali, chef d'un réseau de trafic d'ivoire présumé, recherché par Interpol et arrêté en décembre 2014 en Tanzanie.

Les poursuites contre lui sont en cours. En août 2015, le quotidien kényan *Daily Nation* a rapporté qu'Ali avait été libéré contre une caution de 10 millions de shillings.

Le Burkina Faso et le Niger règlent leur litige frontalier par l'échange de communes

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le Burkina Faso et le Niger vont échanger 18 communes pour mettre fin à un conflit frontalier de longue date. Selon Kouara Apiou Kaboré, de la commission nationale des frontières du Burkina Faso, le Burkina Faso gagnera 14 villages et le Niger en recevra quatre, entre mai 2015 et la fin 2016, lorsque le tracé de la frontière sera achevé.

Colonies françaises avant l'indépendance en 1960, le Niger et le Burkina Faso partagent une frontière de près de 1.000 kilomètres, dont un tiers a été borné. Le reste du tracé, contesté par les deux parties, a été redéfini dans un arrêt, rendu le 16 avril 2013, par la Cour internationale de justice de La Haye.

La décision, que les pays sont convenus d'appliquer en 2015, a ordonné l'échange de vastes étendues de territoire, attribuant 786 kilomètres carrés au Burkina Faso et 277 kilomètres carrés au Niger.

Au terme de l'opération, il y aura un recensement des populations des localités concernées, qui auront le droit de choisir leur nationalité, a assuré Mme Apiou. « Elles disposeront de cinq ans pour le faire », a-t-elle poursuivi.

Marou Amadou, ministre de la Justice du Niger et porte-parole du gouvernement, a rappelé que les frontières dataient de 1926. « Les frontières ont été tracées par des non-Africains. Maintenant, nous avons réglé cela », a-t-il affirmé.

Le Burkina Faso dispose de plus de 3.000 kilomètres de frontière avec le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Mali, le Niger et le Togo, dont un tiers reste encore à délimiter, selon les autorités. Mme Apiou a indiqué que des discussions ont été ouvertes avec la Côte d'Ivoire pour déterminer une nouvelle frontière commune.

Des bergers nomades rentrent chez eux après avoir vendu du bétail au marché de Dori, dans l'est du Burkina Faso.
REUTERS

KENYA AIR FORCE

La PROFESSION des ARMES

L'ÉDIFICATION D'UNE CULTURE MILITAIRE QUI FAÇONNE DES DIRIGEANTS ÉTHIQUES

PERSONNEL D'*ADF*

À l'occasion d'un discours de remise de diplôme aux élèves de l'École de l'armée de l'air, Nosiviwe Mapisa-Nqakula, la ministre sud-africaine de la Défense, a rappelé aux jeunes diplômés qu'ils étaient sur le point d'entamer une carrière à nulle autre pareille. « Vous avez répondu à la forme la plus élevée de l'appel du devoir à laquelle tout citoyen puisse aspirer », a-t-elle déclaré en juin 2015. « Au moment où vous achevez vos études aujourd'hui, vous rejoignez un groupe de Sud-Africains qui, au lieu de choisir un emploi normal, ont fait le choix de servir pour défendre votre pays, son peuple et ses ressources ».

Elle a toutefois ajouté que la véritable nature d'un militaire professionnel ne peut être révélée que lorsqu'il est mis à l'épreuve, surmonte les difficultés quotidiennes et satisfait aux exigences éthiques du service. « Vous avez été imprégnés de ces valeurs d'honneur, de discipline et de patriotisme », a-t-elle déclaré aux diplômés. « Mais que signifieront véritablement ces valeurs pour vous lorsque vous retournerez dans votre environnement, sur le terrain ? »

Que signifie être un professionnel ? Ce n'est pas une question simple. Dans le civil, un professionnel est quelqu'un qui est formé dans un domaine et payé pour faire un travail spécifique. Un charpentier professionnel, par exemple, est différent de quelqu'un qui fait un peu de menuiserie chez lui.

En revanche, le terme « militaire professionnel » a une signification plus variée. Le professionnalisme commence avec la formation et l'expertise tactique, mais les soldats disent que cela va au-delà. Il exige également de la discipline et une aptitude à subir de dures épreuves sans craquer. Certains mettent l'accent sur un engagement en matière d'éthique, et d'autres font ressortir l'honneur, les capacités à diriger et un désir constant de s'améliorer. Ces attributs et bien d'autres font partie de ce riche ensemble de qualités qui font un soldat professionnel.

Il n'y a pas de formule simple pour modeler un militaire professionnel, mais en parcourant les publications portant sur la formation militaire et en observant à travers le monde quelques-unes des forces combattantes les plus globalement respectées, certains points communs se profilent.

UN PROCESSUS DE SÉLECTION SUPÉRIEUR

Dans leur essai intitulé « Military Leadership Development: A Model for the South African National Defence Force » (Développement des capacités de commandement : un modèle pour les Forces de défense nationale sud-africaines), Willem Erasmus et Frederik Uys, de l'Université Stellenbosch, font valoir que pour produire de grands leaders, leur pays doit commencer par mettre résolument l'accent sur la sélection des candidats à la fonction d'officier. Les chercheurs font remarquer que les candidats à l'Académie Royale Militaire de Sandhurst au Royaume-Uni passent au moins huit jours à subir une série de tests psychologiques, d'aptitudes et d'endurance pour décider s'ils vont être acceptés. Le Royaume-Uni a une organisation dédiée, le Conseil de sélection des officiers de l'armée, dont la mission essentielle est de trouver les candidats les mieux qualifiés à partir d'un large pool de candidatures. Comme les taux d'abandon ou d'expulsion sont faibles dans les écoles militaires, il est d'importance cruciale de mettre en place un processus

Des aviateurs kényans défilent durant le jour de Jamhuri, la Fête de l'Indépendance du Kenya, en 2014. REUTERS

de sélection efficace dès le début.

« Le processus vise à ne sélectionner que les candidats dont l'intellect satisfait aux normes exigées, et, plus important encore, dont le comportement et les aptitudes à la prise de décision résistent aux conditions de stress », expliquent ces chercheurs.

MENTORAT

Une partie du perfectionnement professionnel consiste à suivre l'exemple des autres. Dans le cadre d'une enquête portant sur des officiers américains de haut rang, réalisée par le Center for Creative Leadership, le tout premier facteur de perfectionnement était le fait d'avoir « des exemples à suivre positifs », mentionné par 37 pour cent des sondés.

Le *U.S. Army Leadership Handbook* (Guide du commandement dans l'armée américaine) insiste sur l'importance de forger des relations de mentorat. Ce guide explique qu'il n'est pas nécessaire que ce soit des relations de supérieur à subordonné, et que le mentorat se développe souvent entre homologues ou entre sous-officiers supérieurs et officiers subalternes. Le guide encourage les jeunes soldats à rechercher des mentors et à cultiver cette relation tout au long de leur carrière.

« Pour les soldats, la pratique consistant à rechercher des retours d'information dans le but de bien orienter leur perfectionnement, conjuguée à la recherche de mentors dévoués et bien informés, sera le socle permettant d'intégrer les concepts d'un apprentissage permanent, du développement personnel et de l'adaptabilité à la culture de l'armée », indique le guide.

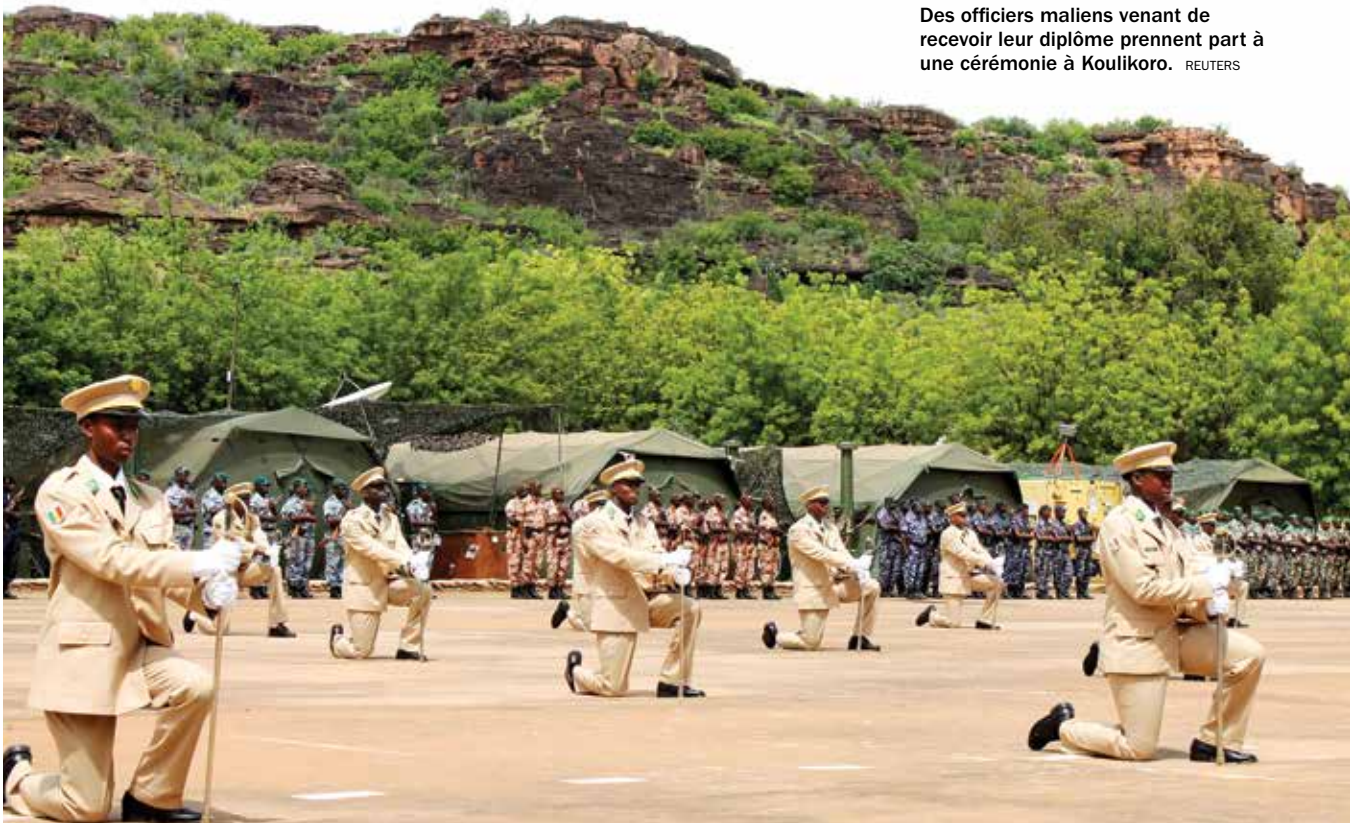
FORMATION CONTINUE EN MATIÈRE D'ÉTHIQUE

La formation au professionnalisme et à l'éthique assurée en salle de classe trouve nécessairement ses limites. Les commandants d'unités ont estimé qu'il était important de reproduire le stress des scénarios du monde réel lorsqu'ils préparent les soldats à rencontrer des difficultés d'ordre éthique.

Dans son essai intitulé « L'étude de l'éthique militaire : de la théorie à la pratique », le général français Benoît Royal affirme qu'il ne doit pas exister un seul exercice de terrain sans qu'au moins un cas pratique éthique soit inséré dans l'exercice. « Il s'agit ainsi d'habituer les soldats à intégrer en permanence ces réflexions à l'exécution des actes tactiques de terrain, dans la difficulté, sous la pression du temps, de la météo et dans un vrai niveau de stress », explique-t-il. « Il faut faire comprendre que le comportement d'un soldat au combat doit être en permanence irrigué par l'esprit et les valeurs enseignées ».

Reconnaissant cela, les instructeurs de la Mission de formation de l'Union européenne au Mali en 2015 ont insisté sur la nécessité de reproduire les scénarios éthiques et humanitaires du monde réel lors de la formation des soldats maliens. Ceci comportait des simulations de postes de contrôle, des décisions de commandement sur la protection des écoles et des hôpitaux, ainsi que des exercices d'intervention en cas de violences à l'égard des femmes. Cette insistance était une réponse aux critiques selon lesquelles l'insuffisance de formation éthique au sein des Forces armées maliennes avait conduit à un effondrement de la discipline pendant la crise de 2012 au Mali.

La formation ne peut pas être achevée avec la



Des officiers maliens venant de recevoir leur diplôme prennent part à une cérémonie à Koulikoro. REUTERS

Des soldats participent à un défilé célébrant le 54e Jour de l'Indépendance de la Côte d'Ivoire en 2014. REUTERS

remise des diplômes par une école militaire ou après une formation de base. Il est largement reconnu que les compétences se dégradent à la longue si elles ne sont pas renforcées et actualisées. Selon l'Institut de recherche de l'Armée américaine pour les sciences comportementales et sociales, les soldats perdent environ 60 pour cent de leur maîtrise des compétences après seulement 180 jours sans pratique ou formation renouvelée. « La formation militaire est un processus permanent qui inclut non seulement l'apprentissage ou l'acquisition des compétences initiales… mais aussi des répétitions et une pratique fréquentes », observe Abel Esterhuyse de l'Université Stellenbosch. « La vie quotidienne des soldats, aviateurs et marins est elle-même un processus de formation dans lequel ils accomplissent leurs tâches tout en poursuivant leur apprentissage pour améliorer leur performance ».

PARTAGE DES CONNAISSANCES

Quel que soit le terrain, les professionnels ont la possibilité de faire bénéficier les autres de l'apport de leurs propres connaissances. Ceci peut être réalisé en organisant des sessions d'études pour les collègues, en écrivant des articles pour des revues professionnelles ou en enseignant dans une école d'état-major ou dans un autre établissement. Cette « boucle de rétroaction » est une manière pour les membres de l'encadrement de partager les meilleures pratiques apprises sur le terrain.

Le Nigeria, par exemple, s'est fixé comme priorité d'identifier les élèves exemplaires auxquels il est demandé de retourner à leur école de commandement ou d'état-major à titre d'instructeur ou de « personnel d'encadrement ». Les candidats sont évalués sur la base de leurs notes, caractère, charisme et force mentale et physique. Le général de division aérienne John Ifemeje, de l'armée de l'air nigériane, estime que ce processus rigoureux est la meilleure façon pour le système de se régénérer et de modeler de futurs leaders.

SURVEILLANCE

Pour garantir la responsabilisation, de nombreuses armées créent une fonction de surveillance exercée par un médiateur militaire. Cette personne, extérieure à la chaîne de commandement, est chargée d'enquêter sur des problèmes institutionnels ou individuels survenant au sein des forces armées et de proposer des solutions. Des civils ou des soldats peuvent déposer des plaintes auprès du médiateur sans crainte de représailles.

En 2012, l'Afrique du Sud a créé le bureau du médiateur pour les Forces de défense nationale sud-africaines (SANDF), lequel a traité 500 plaintes dans ses deux premières années de fonctionnement. « Mon bureau est un observateur critique indépendant et impartial demandant des comptes aux SANDF, d'une manière très semblable au rôle que jouent les médias auprès des gouvernements », explique le médiateur Temba Matanzima, un général de corps d'armée à la retraite. « C'est un tiers indépendant et impartial qui mène l'enquête d'une manière équitable et objective pour veiller à la responsabilisation et à la transparence des pouvoirs publics ».

Le colonel à la retraite Émile Ouedraogo, du Burkina Faso, un expert du professionnalisme militaire, observe que le meilleur type de surveillance est toujours celui d'un commandant d'unité envers ses troupes. Lorsque les commandants sont séparés par la distance ou ne supervisent pas étroitement leurs subordonnés, cela mène à un effondrement de la discipline. On appelle ce phénomène une « lacune dans la chaîne de commandement ».

« Une chaîne de commandement fonctionnelle est une condition préalable à toute institution militaire », explique le colonel Ouedraogo. « Elle reflète un bon exercice de l'autorité et une bonne discipline, et elle favorise la responsabilisation ».

PROMOTION BASÉE SUR LE MÉRITE

Au sein de certaines armées, les critères d'attribution des promotions font régulièrement l'objet de plaintes, du fait que celle-ci peut être fondée sur des liens du sang et sur des alliances personnelles plutôt que sur le mérite. Il y a de très nombreux exemples, mais Émile Ouedraogo observe que plusieurs armées africaines de premier plan comptent en leur sein de nombreux membres d'un seul groupe ethnique, ou d'une seule religion ou affiliation régionale.

« Les officiers placés sous une telle chaîne de commandement sont plus loyaux à l'égard du président que de la constitution », précise-t-il. « Cette pratique compromet les normes professionnelles des forces armées tout en les dressant les unes contre les autres en fonction de l'ethnicité ».

Toutefois, le problème ne se limite pas à un parti pris ethnique. Dans de nombreuses armées du monde entier, la promotion est fondée sur l'ancienneté plutôt que sur les accomplissements. Ceci élimine l'incitation à exceller et peut effectivement conduire certains officiers très performants à démissionner par frustration de ne pas être reconnus à leur juste valeur.

Les armées professionnelles ont tendance à préconiser des directives claires présentant les critères de promotion et les règles concernant les soldes, les plans de carrière et les affectations de ressources, selon Natasha Ezrow et Erica Frantz, auteurs de l'ouvrage *Failed States and Institutional Decay* (États en déroute et délitement des institutions). Ces normes contribuent à établir les liens de confiance entre les soldats eux-mêmes et entre les soldats et l'institution militaire.

DOCUMENTS ÉTHIQUES

Les armées professionnelles s'appuient généralement sur un socle solide de théorie éthique consacrée par des documents préconisant aux soldats les meilleurs modes de comportement. À titre d'exemple, citons le Military Covenant (Engagement militaire) dans les Forces armées britanniques et le Innere Fuhrung (Auto-dirigé) en Allemagne. Pour les simples soldats, le général Royal estime qu'il est utile de disposer d'un code d'honneur facile à se rappeler et pouvant faire la synthèse de messages plus complexes. Par exemple, le « Soldier's Creed » (Convictions du soldat) de l'Armée américaine ne comporte que 121 mots, mais il inclut des références au professionnalisme et à la loyauté à l'égard du pays et des compagnons d'armes. La répétition de telles convictions peut

Des officiers saluent au cours d'un défilé commémorant le 150e anniversaire de l'Armée nigériane.
REUTERS

renforcer l'importance des valeurs fondamentales dans l'esprit d'un soldat.

« Cette approche consistant à inculquer des valeurs morales est souvent rituelle, mais aussi directement compréhensible au plus bas échelon, par des soldats qui, sur le terrain, sont confrontés à la complexité de l'action au combat », explique Benoît Royal. Les convictions permettent à une « organisation militaire de mettre en exergue ce qui est considéré comme une « vérité du terrain » essentielle ».

De nombreuses armées, y compris les SANDF, font obligation aux officiers de signer un code de conduite dans lequel ils font serment de rejeter la corruption, de demeurer loyaux envers leur pays et d'éviter résolument de faire de la politique.

UNE RÉMUNÉRATION ÉQUITABLE

Cela peut paraître évident, mais, pour les soldats, l'une des principales incitations à la corruption et au comportement non professionnel est l'insuffisance de la solde et son versement irrégulier. Les soldats qui ne peuvent pas subvenir à leurs besoins avec leur solde ou qui constatent que les hauts gradés s'enrichissent sont davantage susceptibles de recourir à des comportements non éthiques.

Dan Henk, un chercheur dans le domaine militaire, qui a étudié la Force de défense du Botswana (BDF), a noté que les pratiques de rémunération équitable en vigueur au sein de la BDF incitent peu les soldats à violer les règles. « Les membres du personnel de la BDF sont bien et régulièrement payés, ce qui assure aux officiers un niveau de vie de classe moyenne et un confort relatif dans les rangs subalternes », explique Dan Henk. « Les membres du personnel de la BDF peuvent prendre leur retraite après vingt ans de service en touchant une retraite raisonnable. La régularité et le caractère adéquat de la rémunération réduisent sensiblement l'incitation au trafic d'influence qui a sévi dans de nombreuses autres armées africaines ».

AUTORITÉ CIVILE

Une des caractéristiques d'une armée professionnelle est le refus de la politisation. En Afrique, la tradition de l'ingérence de l'armée dans la politique est établie de longue date et est préjudiciable. D'après Émile Ouedraogo, 65 pour cent des pays subsahariens ont vécu un coup d'État. Pire encore, une fois que le premier coup d'État se produit, il y a de plus fortes chances qu'il soit suivi par un deuxième voire un troisième coup d'État.

Non seulement les coups d'État compromettent la gouvernance et le processus démocratique dans ces pays, mais ils sont également dommageables à l'économie. Les pays connaissant des coups d'État militaires ont un taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) inférieur à celui des autres pays. Par exemple, la Guinée, le Mali, la Mauritanie et le Nigeria ont chacun vu leur PIB réel diminuer de 4,5 pour cent ou davantage à la suite de coups d'État.

« La gouvernance sous la direction de l'armée a de fortes chances d'être ruineuse pour l'économie d'un pays », observe Émile Ouedraogo. « L'instabilité dissuade les investisseurs et nuit au développement. Au contraire, les États non riches en ressources qui ont atteint les plus hauts niveaux de croissance durable sont presque uniformément ceux qui n'ont connu que peu de coups d'État voire aucun ».

Le politologue Samuel Huntington a écrit que le professionnalisme est le facteur principal empêchant l'armée d'intervenir dans la politique. Dans son ouvrage *The Soldier and the State* (Le soldat et l'État), il fait valoir qu'une armée fonctionnant bien doit être autorisée à développer une expertise exempte d'ingérences extérieures ou de considérations politiques. D'après lui, ceci entraînera une plus grande autonomie, une soumission plus nette au pouvoir civil et un professionnalisme affirmé.

Abel Esterhuyse estime qu'une force combattante professionnelle ne devrait jamais s'impliquer dans la politique, quelle que soit la tentation de le faire. « Les forces armées sont souvent considérées, et se considèrent elles-mêmes, comme étant au-dessus de la politique — apolitiques de nature — étant donné qu'elles sont le dépositaire de l'intérêt national », note-t-il. « Elles garantissent la sécurité et l'intégrité de l'État, pas celles du gouvernement du moment ». ❑

LE PROFESSIONNALISME DANS LE MAINTIEN DE LA PAIX

Dans les missions multinationales, la préparation et la discipline sont essentielles

LE COLONEL EMMANUEL KOTIA,
INSTRUCTEUR EN CHEF AU CENTRE INTERNATIONAL KOFI ANNAN DE FORMATION AU MAINTIEN DE LA PAIX À ACCRA, AU GHANA

Comme le cite Samuel Huntington, dans son livre *The Soldier and the State* (Le soldat et l'État), le professionnalisme militaire a trois caractéristiques : la responsabilité, l'unité institutionnelle et l'expertise. Celles-ci devraient être au centre de toutes les fonctions militaires. Leur importance dans le maintien de la paix remonte à 1948, alors que l'armée jouait un rôle primordial dans l'Organisme des Nations Unies, chargé de la surveillance de la trêve au Moyen-Orient, la première mission de maintien de la paix moderne. Aujourd'hui l'ONU mène 16 missions de maintien de la paix dans le monde entier. Elles dépendent toutes de l'engagement de soldats professionnels.

L'armée est généralement déployée comme force de stabilisation immédiate dans les zones de conflit pour que soit entamé le processus de paix. Pour accomplir sa mission, la composante militaire dépend des commandants, de l'expertise individuelle et de l'unité de la force.

On a beaucoup écrit sur le professionnalisme dans les armées nationales, mais relativement peu sur le professionnalisme dans le maintien de la paix. C'est une question d'importance cruciale, car un acte contraire à l'éthique ou un manque à la discipline de la part d'un soldat de la paix peut porter préjudice à la mission tout entière.

Le Liberia et le Liban : enseignements tirés sur le terrain

Les deux missions de maintien de la paix que je connais le mieux sont la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), dans laquelle j'ai servi en tant que commandant du bataillon ghanéen de 2006 à 2007, et la mission de la force d'interposition de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (ECOMOG) au Liberia, dans laquelle j'ai servi en 1990. La FINUL a été créée en 1978 pour assurer le retrait des forces israéliennes du territoire libanais. En 2006, les combats reprirent au Liban, entraînant une guerre de 33 jours. Le conseil de sécurité a voté la résolution 1701 pour renforcer le mandat de la FINUL avec des troupes supplémentaires et des règles d'engagement fermes.

Le Liberia a, lui, sombré dans une guerre civile sanglante, après que Charles Taylor a envahi le pays à la tête du Front patriotique national du Liberia en décembre 1989. Plusieurs pays africains ont joué un rôle dans le conflit et, en l'absence d'intervention de l'ONU, la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) est intervenue en août 1990 avec l'ECOMOG. En raison de la mauvaise gouvernance de Taylor et d'accords d'après conflit inadéquats, le pays est retombé dans la guerre civile après des élections organisées par la CEDEAO. En conséquence, la mission de l'ONU au Liberia a été établie en 2003 pour maintenir la paix. Selon l'ONU, près de 150.000 personnes ont péri dans la guerre civile.

Les chefs militaires ont tiré un certain nombre d'enseignements sur le professionnalisme et sur les opérations résultant du déploiement de troupes dans ces deux pays, dans le cadre de diverses initiatives de paix.

La planification est essentielle : Une mauvaise planification peut porter un grave préjudice au professionnalisme des soldats de la paix. C'était le

Un soldat de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban participe à une cérémonie marquant la Journée internationale de la Paix au quartier général de la mission à Naqoura.

AFP/GETTY IMAGES

AFP/GETTY IMAGES

Les forces de maintien de la paix du Groupe de supervision de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (ECOMOG) atterrissent à Freetown, en Sierra Leone, en 1999.

AFP/GETTY IMAGES

Les soldats de l'ECOMOG atterrissent en Sierra Leone, en 1999, pour renforcer les troupes nigérianes qui avaient essayé de regagner du terrain sur les rebelles.

cas au Liberia, ou en raison d'un déploiement à la hâte, les officiers et les soldats ne disposaient pas des renseignements sur les belligérants nécessaires à la préparation de la mission. Lorsque l'opération de la CEDEAO a été transformée en mission de maintien de la paix, les soldats n'étaient pas préparés psychologiquement à affronter des factions rebelles. Ils n'avaient aucune idée de la capacité, du matériel et de la force des rebelles au Liberia. Beaucoup d'entre eux ne connaissaient pas les facteurs ethniques, économiques et politiques qui alimentaient le conflit. Étant moi-même combattant, j'ai constaté que les soldats étaient mal équipés pour remplir leur nouveau rôle de maintien de la paix. Cela a causé des pertes dans les premiers stades du déploiement et a presque ébranlé le fondement professionnel de la force multinationale. L'enseignement à en tirer est qu'une connaissance approfondie des tenants et des aboutissants du conflit peut aider à préparer psychologiquement les soldats aux opérations de paix.

La discipline doit être appliquée : Certains contingents de forces multinationales ont carrément refusé d'obéir aux ordres de mener des opérations jusqu'à ce qu'ils aient reçu le feu vert de leur propre gouvernement. Un tel manquement au devoir a été observé au Liban et au Liberia, bien que les opérations aient été placées sous un commandement international unifié. Au Liberia, certains soldats ont refusé de participer à des opérations parce qu'ils avaient peur. Bien qu'ils aient été sévèrement punis par leurs divers contingents, la leçon à retenir ici est que les troupes doivent être préparées psychologiquement à opérer dans n'importe quelle circonstance et que le professionnalisme militaire est fondé sur l'obéissance aux ordres et sur une stricte discipline. Ce problème semble prendre de l'ampleur avec chaque nouvelle génération de personnel militaire et de soldats de la paix. Certains soldats sont moins enclins à subir des désagréments personnels et sont plus intéressés par leur solde que par les valeurs de leur profession. Cela porte les soldats à penser que ce qu'ils font est un métier comme un autre et non une carrière à vie. De plus en plus de cas de manque de professionnalisme ont été rapportés, poussant les commandants à isoler et à punir les individus concernés.

Respect de la culture locale : Une faute grave ou un manque de compréhension des pratiques culturelles a des conséquences fâcheuses pour les soldats de la paix. Au Liban, par exemple, pour des raisons de sensibilité religieuse, les hommes ne doivent avoir aucun contact direct avec les femmes en public. Dans cette partie du monde, les femmes sont hautement respectées. De même, selon la tradition islamique, il est interdit de boire en public ou de vendre de l'alcool dans le sud du Liban. Des incidents isolés se sont produits au Liban, au cours desquels des Casques bleus ont violé ces pratiques culturelles et ont été victimes de représailles ou d'attaques de la part de milices. Bien que quelques-unes de ces situations aient été résolues par le dialogue et les négociations, c'est un domaine potentiellement explosif qui peut limiter les opérations des soldats de la paix et porter préjudice au professionnalisme et à la discipline. La solution est d'inculquer aux soldats de la paix les normes et les pratiques culturelles avant leur déploiement. Le non-respect des pratiques culturelles sera source d'hostilité. Dans le maintien de la paix, la compréhension et l'attitude à l'égard des sensibilités devraient être un élément essentiel d'évaluation du professionnalisme des soldats de la paix.

Le matériel doit correspondre au mandat : Un enseignement majeur tiré de l'opération de la CEDEAO au Liberia provient de ce qu'elle a été

déplacée, à divers moments, pour faire face à la menace des forces belligérantes. Une série d'attaques menées par les rebelles en 1990, y compris deux assauts sur le quartier général de l'ECOMOG et la détention d'un peloton de Casques bleus par un groupe de rebelles, a poussé l'ECOMOG à passer d'opérations de maintien de la paix à l'imposition de la paix. La force multinationale ne disposait pas des effectifs ni du matériel nécessaire pour combattre les rebelles. C'est grâce à l'arrivée rapide de renforts du Nigeria et du Ghana que la situation a pu être sauvée. Le Nigeria a augmenté la puissance de tir de la force avec des bataillons mécanisés et des régiments blindés et d'artillerie. De même, au Liban, seulement deux bataillons disposant d'un équipement léger (Ghana et Inde) avec des unités de combat et de soutien d'autres forces multinationales ont été déployés dans les secteurs opérationnels, lorsqu'a éclaté la guerre de 33 jours, en juillet 2006. En conséquence, la FINUL a été incapable de prévenir des incursions et des attaques des deux côtés, bien que la force ait été responsable des patrouilles dans le sud du Liban. Sur le plan professionnel, la FINUL était inefficace au cœur de la confrontation, sauf pour apporter son aide aux actions humanitaires. Pour remédier à la situation, le conseil de sécurité a rapidement voté la Résolution 1701 pour faire cesser les hostilités et a augmenté la taille de la force en la dotant d'un mandat solide. En conséquence, des forces supplémentaires bien équipées ont été déployées. Il ressort des deux scénarios que les soldats de la paix doivent être bien équipés dès le départ pour remplir leur mandat de manière professionnelle. Sans le nombre requis d'effectifs et de matériel, ils connaîtront de graves problèmes.

Principes directeurs

Les opérations de paix modernes demandent un haut niveau de

LA DISCIPLINE MILITAIRE S'OBTIENT PAR L'ENTRAÎNEMENT QUI DÉVELOPPE LA MAÎTRISE DE SOI, UN CARACTÈRE SOLIDE ET L'EFFICACITÉ CHEZ CHACUN DES MEMBRES DE L'UNITÉ

AFP/GETTY IMAGES

Un soldat ghanéen, servant dans la Force intérimaire des Nations Unies au Liban, assiste à une cérémonie marquant la Journée des Nations Unies.

AFP/GETTY IMAGES

Des Casques bleus de divers pays, servant dans la Force intérimaire des Nations Unies au Liban, commémorent la Journée des Nations Unies.

discipline, un comportement professionnel et éthique. En l'absence de ces principes directeurs, la plupart des opérations de paix connaîtront d'importants revers et ne pourront pas remplir les mandats de la mission. La discipline militaire s'obtient par l'entraînement qui développe la maîtrise de soi, un caractère solide et l'efficacité chez chacun des membres de l'unité. Des soldats bien entraînés comprennent l'importance d'être soumis à un contrôle pour le bien du groupe. La discipline est ce qui différencie les forces rebelles d'une armée régulière et on ne soulignera jamais assez son importance. C'est un comportement qui doit être acquis par une formation adéquate pour garantir que les individus ou groupes observeront les règles et pour créer une armée solidaire, capable de mener des opérations de paix modernes.

Pour assurer une discipline efficace et un comportement professionnel et éthique lors d'opérations de paix modernes, les chefs militaires peuvent suivre quelques principes de base.

- Être cohérent et juste. Le personnel doit être conscient que les récompenses ou les punitions sont dues à leur comportement et non au favoritisme, à l'humeur ou aux préférences de leurs supérieurs.
- Les chefs doivent être loyaux envers leurs hommes et femmes et mériter leur loyauté en retour. Ils doivent s'intéresser à eux et faire en sorte qu'ils bénéficient de leurs droits et privilèges sur le théâtre d'opérations.
- Les supérieurs doivent apprendre à féliciter en public et à réprimander et punir en privé pour garantir la discipline et la loyauté.
- Les supérieurs doivent donner l'exemple. La confiance est encouragée par la réalisation des objectifs de la mission que le supérieur doit expliquer clairement. Les chefs, à tous les niveaux, peuvent mener des patrouilles et d'autres opérations majeures pour démontrer ces caractéristiques de leadership.

Conclusion : Le maintien du professionnalisme militaire dans les opérations de paix

Il est important d'inculquer aux soldats de la paix que les mauvais agissements et attitudes peuvent affecter

les opérations de paix. Certains contingents renvoient chez eux les soldats de la paix qui ont enfreint les règles pour qu'ils subissent des sanctions **disciplinaires**. Ces personnels peuvent être traduits devant des conseils de discipline dans la zone de mission et, s'ils sont jugés coupables, être rapatriés immédiatement pour purger leur peine chez eux. Cette mesure dissuade les autres d'enfreindre les règles. Les bataillons ghanéens déployés dans des missions à travers le monde ont adopté de telles mesures pour maintenir la discipline et le professionnalisme parmi les soldats de la paix. Lorsque j'étais commandant au sein de la FINUL, j'ai été confronté à ce genre de problèmes et mon bataillon a adopté cette stratégie. Maîtriser l'indiscipline aidera à élever le niveau de professionnalisme au sein des opérations de paix modernes.

Il est essentiel que les politiques et les chefs militaires connaissent **l'historique** des conflits avant de déployer les contingents de Casques bleus, afin d'éviter les problèmes. Il peut être demandé à l'ONU, et aux organisations continentales et régionales, d'adopter des mesures pour que les politiques et les commandants des pays contributeurs fassent un sérieux effort pour comprendre l'historique et le contexte des conflits avant de déployer des contingents. Sans une bonne compréhension, il ne peut pas y avoir de préparation adéquate des forces d'intervention dans une opération de maintien de la paix. Lorsque les troupes sont mal préparées et ne disposent pas du **matériel** nécessaire pour affronter les parties au conflit, cela peut nuire à leur professionnalisme. Une analyse approfondie du concept des opérations par les responsables politiques permettra d'évaluer quel doit être le type de force et de matériel requis.

Il est essentiel de coordonner la formation des Casques bleus afin de maintenir et d'améliorer le professionnalisme au sein des forces multinationales. Le maintien de la paix moderne a adopté une approche multidimensionnelle qui a rendu les opérations plus complexes. Pour maintenir un degré élevé de professionnalisme, il est nécessaire de former les personnels à l'approche multidimensionnelle avant de les déployer. Cette formation doit inclure une orientation sur les aspects culturels, l'engagement civilo-militaire et une préparation psychologique à l'environnement du maintien de la paix. La formation aux missions de paix intégrées est censée être effectuée par le Service intégré de formation (SIF) de l'ONU. Cependant, beaucoup d'autres institutions, non reconnues par le SIF, sont apparues et elles utilisent différentes méthodes et enseignent différentes doctrines. Il en résulte une grande disparité de formation et de capacité de réaction parmi les forces multinationales. Une formation aux opérations de maintien de la paix modernes mieux coordonnée et reconnue par le SIF permettrait d'impulser et de maintenir le professionnalisme.

Le professionnalisme du personnel militaire déployé pour des opérations de maintien de la paix modernes joue un rôle essentiel dans le succès de telles missions. Il doit reposer sur un bon leadership qui assure le maintien de la discipline au plus haut niveau pour permettre aux soldats de la paix d'assurer leur mission de manière optimale. La discipline est le fondement de la profession militaire. La formation est aussi un élément important. Sans la formation adéquate, complétée par la logistique requise, les Casques bleus ne disposent pas des outils nécessaires à l'accomplissement de leur mission. Étudier les enseignements tirés de missions précédentes peut permettre aux forces de maintien de la paix d'atteindre, dans l'avenir, un niveau plus élevé de professionnalisme. ❑

De 2006 à 2007, le colonel Emmanuel Kotia, des forces armées du Ghana, a commandé le bataillon ghanéen de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban. Il a aussi servi dans des missions de maintien de la paix au Cambodge, en République démocratique du Congo, au Liberia, au Rwanda et au Sahara occidental. Il est coordinateur des programmes de formation et instructeur en chef au Centre international Kofi Annan de formation au maintien de la paix, à Accra. Il enseigne à l'école d'état-major et de commandement des forces armées du Ghana le programme de Master de défense et de politique internationale et est professeur invité à l'université d'État de Kennesaw, aux États-Unis et à l'université du Bedfordshire, au Royaume-Uni. Son livre *Ghana Armed Forces in Lebanon and Liberia Peace Operations*, a été publié en avril 2015 chez Lexington Books.

Une tradition de SERVICE

Le professionnalisme est au cœur de l'une des plus jeunes armées d'Afrique, la force de defense du Botswana.

GÉNÉRAL TEBOGO MASIRE

PERSONNEL D'*ADF*

Le général de corps d'armée aérien Tebogo Masire a commandé la Force de Défense du Botswana (BDF) jusqu'à son départ à la retraite, en 2012. Pendant ses 35 années de carrière, il a occupé plusieurs postes de commandement, dont celui de commandant de la force aérienne de 1989 à 2006. Pilote, avec plus de 4.000 heures de vol à son actif, il a transporté les quatre présidents du Botswana vers des destinations dans 30 pays. À l'heure de sa retraite, il était le dernier membre du premier contingent de recrues militaires du Botswana à être encore en service actif. Il s'est entretenu avec *ADF* par téléphone depuis Gabarone, en juin 2015. Ses propos ont été résumés pour des raisons d'espace.

ADF : Vous avez participé à la création de la BDF, en 1977. Comment était-ce ?

GÉNÉRAL MASIRE : J'étais l'un des premiers élèves officiers de la force de défense ce qui, en soi, rend déjà la carrière très passionnante. Nous étions vraiment des bleus. Tout était très rudimentaire et cela ne nous a pas facilité la tâche. Après la formation d'élève officier, nous avons commencé l'entraînement aérien, ce qui était intéressant, parce que nous étions les premiers autochtones à le faire. La BDF partait de rien. Le premier entraînement était fait par des pilotes civils sur des avions civils.

ADF : Quel a été votre parcours avant d'entrer dans la BDF ?

GÉNÉRAL MASIRE : J'étais contrôleur aérien dans l'aviation civile. C'est ce qui m'a poussé à choisir l'armée de l'air dans la force de défense. À partir de là, je suis monté en grade. Lieutenant, commandant, major, et chaque nouveau grade apportait de plus grandes responsabilités, beaucoup plus grandes que celles d'un commandant normal. Nous étions les premiers, alors nous étions à la fois chefs et apprentis. Mais, apparemment, nous étions excellents, car on continuait à nous apprécier et à nous promouvoir.

ADF : Après l'indépendance, en 1966, le Botswana n'a pas créé une armée tout de suite. Il a confié la sécurité à la police nationale. La BDF n'a été créée qu'en 1977. Pourquoi la décision de créer la BDF a-t-elle été prise et qu'est-ce qui a été fait structurellement pour faire en sorte qu'elle soit une force de combat professionnelle et éthique ?

GÉNÉRAL MASIRE : La situation dans la région se détériorait. La sécurité était menacée. Nous étions attaqués du côté sud-africain, du côté rhodésien et du côté namibien. Nous en sommes arrivés à un point où le gouvernement a dit : « Ça ne sert à

rien de parler avec ces gens. Ce qu'il nous faut, c'est notre propre armée qui puisse défendre notre pays ». Alors elle a été constituée dans la hâte. Nous n'avions pas de matériel, nous n'avions pas d'argent et nous n'avions pas d'expérience. Nous avons mis en place la force de défense avec la police paramilitaire et nous avons fait venir des gens pour l'entraînement aérien. Pour l'armée de l'air, nous avons engagé deux anciens pilotes de la Royal Air Force. Il y avait un ou deux anciens militaires nigérians. Mais l'aide la plus importante pour mettre l'armée en place a été apportée par l'armée indienne.

ADF : Selon un sondage de Gallup, qui a évalué plusieurs pays d'Afrique, 86 pour cent du public au Botswana a confiance dans l'armée et la considère comme une institution respectable. Ce pourcentage était le plus élevé parmi les 19 pays africains évalués. Que fait tout particulièrement la BDF pour établir une relation civilo-militaire positive ?
GÉNÉRAL MASIRE : Parce que la BDF a été constituée à une époque de troubles dans la région, les gens l'ont accueillie comme leur sauveur et leur protecteur et c'est exactement ce qu'elle était. Pour vous donner un exemple de ce qui est très rare en Afrique, les gens se sentent plus en sécurité avec l'armée qu'avec la police. C'est parce que la force de défense tenait beaucoup à la défense nationale, la défense du peuple. À tel point qu'elle en faisait même trop pour aider les gens, même dans un contexte qui n'était pas vraiment militaire. Si des gens se trouvaient dans des zones opérationnelles, des zones frontalières où il y avait des problèmes dans le nord du Botswana, ils savaient que l'armée ne protégeait pas seulement les frontières, mais qu'elle les aidait aussi dans des tâches domestiques courantes. Nous étions considérés comme des parents, en quelque sorte. Je pense que cette attitude et cette perception ont pris de l'ampleur et les gens se sont sentis de plus en plus en sécurité et appréciaient l'aide qu'ils recevaient de l'armée.

ADF : Pouvez-vous nous donner des exemples d'un engagement civilo-militaire ?
GÉNÉRAL MASIRE : La réponse aux catastrophes. S'il y a des plaintes à propos d'une route détruite par les inondations, ils interviennent. Si le toit d'une école a été arraché par une tempête, ils aident à le réparer. S'ils rencontrent des villageois en train de construire un enclos pour le bétail, ils les aident. Tout cela ne fait pas vraiment partie de leur mission principale. S'ils sont dans le coin et qu'ils entendent parler d'un problème, ils se mettront en quatre pour aider.

ADF : Une autre chose qui fait l'unicité de la BDF, c'est qu'elle n'a jamais outrepassé ses compétences et ne s'est jamais engagée dans la politique. Il n'y a jamais eu de coup d'État militaire au Botswana. Cet aspect est-il inclus dans la formation que reçoivent les officiers ?
GÉNÉRAL MASIRE : En tant que chefs militaires, nous avons inculqué à nos officiers et aux autres rangs que nous sommes apolitiques. Nous sommes une force de défense dédiée au peuple et qui obéit au gouvernement du moment, quel qu'il soit. Mais nos dirigeants politiques ont aussi fait en sorte que les militants tiennent l'armée à l'écart de la politique. Il y avait donc réciprocité. L'armée voulait rester en dehors de la politique et les politiciens voulaient rester en dehors de l'armée.

ADF : Transparency International a classé le Botswana parmi les pays les moins corrompus d'Afrique. Il est même moins corrompu que beaucoup de pays européens. Des mesures ont-elles été prises pour éviter la corruption au sein de la BDF ?
GÉNÉRAL MASIRE : Les officiers généraux et les hommes de troupe ont toujours su qu'ils ne devaient pas dépasser les bornes. Vous ne pouvez pas magouiller lorsque vous gardez un poste de contrôle. Et ceci s'applique sur toute la ligne jusqu'à l'état-major. L'agent d'approvisionnement sait très bien qu'il doit y avoir des contrôles pour que les achats soient transparents. Tout est légal et

ÉTAPES IMPORTANTES DE LA FORCE DE DÉFENSE DU BOTSWANA

1966
Le Botswana obtient l'indépendance de la Grande-Bretagne.

1977
En raison de l'instabilité dans les pays voisins et des tensions aux frontières, le Parlement botswanais vote la création de la Force de défense du Botswana (BDF) sur la base de ce qui était auparavant l'Unité mobile de police du Botswana.

1988
Le Botswana continue d'agrandir ses forces terrestres, les divisant en deux brigades d'infanterie — l'une basée dans la capitale, Gaborone, et l'autre à Francistown, sur la frontière avec le Zimbabwe.

1992
La BDF participe à sa première mission extérieure avec un contingent, dans le cadre de l'Opération Rendre l'espoir menée par les États-Unis en Somalie.

1996
La base aérienne de Thebephatshwa est achevée à environ 50 kilomètres au nord-ouest de Gabarone, équipant la flotte aérienne de la BDF d'une installation moderne.

1998
La BDF participe à l'Opération Boleas, une intervention militaire de la Communauté de Développement de l'Afrique australe au Lesotho. La contribution de la BDF comprend la direction d'un programme de formation des troupes de la Force de défense du Lesotho.

2007
Les premiers officiers féminins sont admis au sein de la BDF.

2012
Le pays inaugure l'école d'état-major et de commandement de la défense du Botswana.

Sources: Dan Henk, www.gov.bw

BOTSWANA DAILY NEWS

Défilé de fin de classes des élèves officiers féminins à la caserne Sir Seretse Khama, à Gaborone, au Botswana.

les fournisseurs ne sollicitent aucun favoritisme ni pot de vin. Il y a donc toujours eu une culture où chacun sait qu'il a un rôle à jouer pour assurer la probité de l'armée.

ADF : Pourtant il peut être difficile de maintenir la transparence, parce que parfois l'armée souhaite garder des informations confidentielles sur ce qu'elle dépense en termes d'équipements pour des raisons de sécurité nationale. Y a-t-il déjà eu des tensions concernant la nécessité de garder le secret, mais aussi le besoin de contrôle ?

GÉNÉRAL MASIRE : Il y a confidentialité en ce sens que vous ne rendez pas publics les achats en matière d'armement. Mais il y a aussi un contrôle, parce que le ministère des Finances sait ce que vous achetez. C'est lui qui paye et c'est aussi lui qui, plus tard, effectuera un contrôle de ce que vous possédez. Alors vous savez qu'il y a toujours quelqu'un qui surveille.

ADF : En 2007, vous étiez au commandement lorsque les premiers officiers féminins ont été admis au sein de la BDF. Pourquoi était-il important d'inclure des femmes soldats au sein de la BDF, et comment ont-elles changé la BDF au fil des années ?

GÉNÉRAL MASIRE : Il y a deux raisons à cela. Tout d'abord, nous voulions briser le cliché selon lequel les femmes ne sont pas destinées à servir dans l'armée. Ensuite, nous voulions donner leur chance au reste des jeunes, parce que tout le monde soutient l'armée, mais les femmes demandaient : « Pourquoi ne pouvons-nous pas participer à cette organisation ? » Nous avons alors décidé qu'en tant que démocratie respectueuse de l'égalité des sexes, nous devions autoriser les femmes à entrer dans l'armée. Avant cela, il y a eu certains problèmes à résoudre concernant notamment la logistique et l'hébergement. Alors nous avons pensé : « D'accord, commençons par un petit groupe, juste des officiers, pour pouvoir propager la culture ». Et, effectivement, nous admettons maintenant des femmes à d'autres grades, ce qui prouve que cela fonctionne très bien. Nous avons commencé avec des officiers féminins qui commanderont d'autres femmes ; maintenant nous engageons des femmes à d'autres grades dans la force de défense pour compléter la transition.

ADF : Sont-elles réparties entre toutes les unités et tous les secteurs de l'armée ou sont-elles concentrées dans un domaine ?

GÉNÉRAL MASIRE : Non, elles sont dans toutes les unités de la force de défense.

ADF : S'il y a eu une résistance initiale, celle-ci a-t-elle disparu ? Les gens sont-ils majoritairement pour ?

Général MASIRE : Tous les secteurs de la communauté ont été très enthousiastes. Au sein de l'armée, bien sûr, certains se sont interrogés : « Sommes-nous prêts ? Cela va causer beaucoup d'incertitude ; comment la relation va-t-elle s'établir ? » Mais nous avons surmonté cela grâce à une large information du public. Il y a eu beaucoup de formations pour des officiers dans d'autres corps d'armée ; une équipe d'officiers de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique est même venue nous aider à mettre tout cela en place.

ADF : Un autre succès a été la création de l'école d'état-major et de commandement de la défense du Botswana qui a ouvert ses portes juste avant votre départ à la retraite, en 2012. Quelle était l'importance de cette école d'état-major et comment cela s'est-il déroulé ?
GÉNÉRAL MASIRE : Ce projet était prévu depuis longtemps, mais il n'y avait personne pour le faire passer. J'ai pensé que je devais m'en occuper. Comme vous le savez, pour professionnaliser l'armée il faut des officiers de métier. Pour avoir des officiers de métier, il faut les former au niveau le plus élevé qui est celui de l'école d'état-major. Si vous ne disposez pas de votre propre école, vous dépendez de la générosité de pays amis. À cette époque, les États-Unis, le Royaume-Uni, la Tanzanie, la Zambie et d'autres pays amis pouvaient nous proposer peut-être 20 places de stage de formation. Mais cela ne représentait qu'une partie des 120 officiers qui devaient être formés. J'ai dit : « Écoutez, il nous faut notre propre école pour pouvoir absorber tous ceux qui sont prêts pour la formation ». De cette manière, nous aurons un pool constant d'hommes et de femmes qui pourront transmettre leurs connaissances à d'autres. Alors j'ai décidé d'accélérer les choses et de faire en sorte que le projet décolle.
ADF : Combien d'officiers sortent diplômés de l'école d'état-major chaque année ?
GÉNÉRAL MASIRE : Entre 60 et 80 environ.

ADF : Depuis votre départ à la retraite, vous avez consacré beaucoup de votre temps à la fondation THC, que vous avez créée pour mettre un terme à la violence conjugale. Pouvez-vous décrire cette fondation, quelle est sa mission et pourquoi ce travail vous passionne-t-il ? (THC sont les initiales du général Masire, son nom complet étant Tebogo Horatious Carter Masire.)
GÉNÉRAL MASIRE : Vous savez, quand vous êtes commandant d'une force de défense, c'est comme si vous étiez chef de famille. Et il y a eu des cas où j'ai constaté que certaines épouses de militaires traversaient des périodes difficiles. Il y avait toujours des plaintes du genre : « J'ai été maltraitée ». Et, travaillant dans le domaine de la sécurité, nous voyions se produire tous ces cas de violences conjugales et de maltraitance des enfants et je me disais : « Certaines de ces personnes sont désemparées, parce qu'elles ne savent pas où aller et n'ont personne pour leur tenir la main. » Alors, quand j'ai pris ma retraite, j'ai voulu créer une organisation qui vienne en aide à ces gens qui ont perdu espoir ou ont renoncé à la vie. C'est pour cela que j'ai créé la fondation THC, un groupe de défense contre la violence conjugale et la maltraitance des enfants. Jusqu'à présent, nous avons proposé des cours de formation et des séminaires pour les étudiants, les agents de police et la société civile en général, pour sensibiliser le public à la violence sexiste. Ce qui est le plus important c'est que nous essayons de coordonner toutes les organisations s'occupant de violence conjugale pour s'unir et définir une stratégie commune. Parce que j'ai constaté que tout le monde faisait son travail dans son coin, mais que les résultats n'étaient pas satisfaisants. Je savais que si nous avions un groupe de défense fort et une approche solide, les résultats seraient meilleurs et l'impact substantiel.
ADF : Alors c'est vraiment une question de changement culturel et d'éducation ?
GÉNÉRAL MASIRE : Une autre raison pour laquelle je pensais que je pouvais être utile, c'est que lorsque les femmes voient qu'un homme défend leur cause, elles se rendent compte que les hommes comprennent leur situation de précarité et qu'il y en a qui sont prêts à s'engager pour les sortir de là. En agissant, vous déclenchez beaucoup de débats, d'activité et, avec un peu de chance, un changement de mentalité.

ADF : Qu'espérez-vous pour l'avenir de la BDF ?
GÉNÉRAL MASIRE : J'espère que la BDF continuera d'être une armée professionnelle, mais l'un des domaines sur lequel nos efforts doivent porter, et pour lequel j'espère que le gouvernement apportera son aide, c'est le matériel. Certains, dans le pays, pensent que beaucoup d'argent est gaspillé pour l'armée, mais, en réalité, la BDF utilise encore un matériel obsolète. Nous n'avons pas suivi les progrès technologiques. Comme nous sommes une petite armée, la technologie a un effet multiplicateur. Nous devons suivre le progrès et le mettre à profit. L'un des problèmes auxquels nous sommes confrontés est que, puisque nous ne sommes pas en guerre et que nous ne sommes pas confrontés au terrorisme ou à des troubles civils, nous ne sommes pas censés acheter des équipements militaires ni restructurer l'armée, et toutes ces choses qui vous permettent d'être prêts à toute éventualité. Les gens vous diront : « Allons, il n'y a pas de guerre, pourquoi avez-vous besoin de matériel, à quoi sert l'argent ? » Mais j'essaye toujours de leur expliquer que les guerres peuvent se déclencher d'un jour à l'autre. On ne vous prévient pas six mois à l'avance. Alors pour que l'armée serve à quelque chose pour le peuple, elle doit être sur le qui-vive et prête à intervenir à tout moment. ❑

LES SOLDATS S'ENTRAÎNENT À L'OMBRE D'UNE MENACE RÉELLE

FLINTLOCK 2015 AIDE LA RÉGION DU LAC TCHAD À S'UNIFIER POUR COMBATTRE BOKO HARAM

PERSONNEL D'*ADF*

Pendant près d'une décennie, les soldats des opérations spéciales se sont rassemblés dans le Sahel pour Flintlock, l'exercice annuel conçu pour édifier des partenariats et partager les tactiques nécessaires pour débarrasser la région des extrémistes et des trafiquants.

Flintlock 2015 a été différent. Il concernait une menace réelle et proche : le groupe extrémiste Boko Haram. En réalité, la cérémonie de clôture de Flintlock, près de N'Djamena, au Tchad, le 9 mars 2015, s'est déroulée pendant que des forces terrestres et aériennes du Niger et du Tchad lançaient une offensive dans le nord-est du Nigeria pour déloger le groupe terroriste de son bastion.

Depuis sa création, Flintlock n'a jamais été axé sur une menace envers la sécurité ou un groupe spécifique. Le dessein était de développer les capacités de sécurité, de renforcer le professionnalisme et de forger des liens durables entre les pays participants. L'exercice avait pour finalité de surmonter les barrières culturelles, professionnelles et techniques, qu'il s'agisse de la langue utilisée, de techniques de combat, de systèmes radio ou de coutumes.

En 2015, le plus important exercice Flintlock jamais déployé, au Tchad —pays hôte — a dû faire face à l'organisation terroriste Boko Haram en plus de l'entraînement programmé. La singularité de la situation n'a échappé à personne.

Des instructeurs expérimentés ont affirmé que l'état d'esprit pour Flintlock 2015 était différent de celui des années passées. Un observateur militaire a estimé que les autres exercices donnaient toujours l'impression que les soldats étaient entraînés à protéger leur propre pays. La perception que l'on a de Flintlock 2015 est celle d'un entraînement visant à protéger l'ensemble du continent et au-delà.

« Lorsque la maison de votre voisin brûle, vous devez l'éteindre, parce que si vous ne le faites pas, ce sera votre tour ensuite », a observé le lieutenant-colonel tchadien Brahim Mahanat, à propos de la menace que Boko Haram fait peser sur la région.

Durant l'un des derniers jours de Flintlock, Boko Haram a fait allégeance à l'État islamique d'Irak et de Syrie, le groupe extrémiste tristement célèbre qui occupe des parties de la Syrie, de la Libye et de l'Irak. Boko Haram s'appellerait désormais « la Province ouest-africaine de l'Organisation de l'État islamique ».

Une grande partie de l'entraînement a été mis sur pied à partir de postes militaires situés près de N'Djamena, la capitale du Tchad, à un peu plus de 50 kilomètres du territoire investi par Boko Haram au Nigeria. Avant le démarrage de Flintlock, le Cameroun, le Tchad et le Niger avaient déjà détaché des milliers de soldats au Nigeria pour affronter, selon les estimations, entre 4.000 et 6.000 insurgés. Les soldats ont repris 30 villes nigérianes contrôlées par les extrémistes.

La proximité d'une menace réelle n'était pas la seule raison pour laquelle le Tchad était un territoire particulièrement judicieux pour accueillir Flintlock. Les troupes tchadiennes ont renforcé leur réputation à l'échelle internationale en 2013 lorsqu'elles se sont jointes aux forces françaises dans le combat contre les rebelles liés à al-Qaida dans le nord du Mali. Toutefois, les instructeurs ont noté que de nombreux soldats tchadiens, comme de nombreux soldats d'autres pays africains, étaient jeunes et inexpérimentés. Ils avaient besoin d'être formés à des tâches fondamentales telles que le réglage du viseur de leur fusil et le nettoyage adéquat de leurs armes, une précaution importante.

Des soldats s'approchent prudemment d'une enceinte pendant une simulation de siège, durant une session d'entraînement de Flintlock 2015 près de Mao, au Tchad.
PERSONNEL D'ADF

Le général de brigade tchadien Zakaria Ngobongue, directeur de l'exercice Flintlock 2015, a indiqué que l'une des plus importantes parties de la formation était de mettre l'accent sur le renforcement des relations entre les pays africains. L'un des scénarios d'entraînement a fait intervenir un combat transfrontalier avec un groupe inspiré de Boko Haram. Dans le cadre d'un autre entraînement, l'accent a été mis sur l'importance de l'utilisation de soldats de plusieurs pays, travaillant en équipes et organisant le sauvetage d'un village ou d'une enceinte assiégée par des envahisseurs.

Les officiers ont insisté sur la nécessité pour leurs soldats de nouer aussi souvent que possible des contacts réciproques avec les civils. Le général Ngobongue a mentionné que les civils de son pays devraient être mieux informés des menaces envers la sécurité, afin de pouvoir mieux aider les soldats en leur donnant des renseignements sur les activités et les groupes suspects. Il ajoute que même des résidents de N'Djamena ne comprenaient pas la menace constituée par Boko Haram.

« Ils se sentent en sécurité de ce côté du fleuve », a-t-il précisé. « Nous avons besoin d'une campagne visant à leur faire prendre conscience du risque ».

VINGT-TROIS PAYS

Près de 1.300 personnes de 23 pays ont pris part à cet exercice qui a duré trois semaines, l'entraînement se déroulant au Tchad ainsi qu'au Cameroun, au Niger, au Nigeria et en Tunisie. Ce contingent comportait 700 soldats de pays africains et 365 soldats européens, avec la participation de membres de commandos américains. Des équipages de Belgique, du Canada, du Danemark, d'Allemagne, d'Italie, des Pays-Bas, d'Espagne, de Suède et du Royaume-Uni ont transporté les soldats et près de 230 tonnes de fret sur 113 vols. Chaque soldat de la mission a bénéficié de 150 heures de formation, et de nombreux soldats ont reçu un nouvel équipement militaire parallèlement à leur formation.

Les instructeurs de l'exercice ont attiré l'attention sur le fait que, par défaut, Flintlock concernait largement les tactiques et les approches à employer à l'avenir pour combattre les menaces asymétriques du type de celle présentée par Boko Haram. La formation a comporté des embuscades, des missions de sauvetage, la pratique du tir et des patrouilles. Il faisait chaud et l'air était poussiéreux dans l'environnement désolé du Sahel, qui constitue la bordure sud du Sahara. Des tempêtes de sable — typiques en février et mars — ont affaibli la visibilité. Certains vols ont été retenus au sol en raison de l'omniprésence de sable poudreux.

« Compte tenu de la nature austère de l'environnement, de l'insuffisance d'espace de vie ou de manœuvre précédemment établi, de sérieuses plaintes au niveau logistique et de la participation d'une grande diversité de pays, l'exercice est confronté à des difficultés considérables », a affirmé un commandant américain impliqué dans la logistique.

Les préparations ont commencé trois semaines avant l'exercice, les organisateurs arrivant dans des zones n'offrant guère mieux que des pistes et de vastes étendues de terrains sablonneux. Travaillant sous une chaleur intraitable et un soleil brûlant, ils ont acheminé des camions et des élévateurs pour dresser des clôtures et des tentes et établir des dépôts de matériel et d'approvisionnement. Des générateurs procuraient l'électricité et la climatisation.

Il faisait une telle chaleur que l'ombre parcimonieuse apportée par les quelques rares acacias épineux n'était jamais considérée comme acquise. Pendant les repas et autres moments de repos, les chaises en plastique s'agglutinaient sous les arbres squelettiques pour chercher quelque répit du soleil.

AIDE MÉDICALE

Pour continuer de renforcer les relations entre les civils et les militaires, le service de santé a apporté une assistance médicale aux résidents locaux dans le cadre de l'exercice d'entraînement. Les membres de ce personnel ont traité 1.800 personnes dans des dispensaires provisoires installés à proximité de Mao, Faya et Moussoro au Tchad et d'Agadez au Niger. Les membres du service de santé ont observé que pour de nombreux patients, les dispensaires étaient leur première rencontre avec des militaires de quelque catégorie que ce soit en temps de paix.

Le dispensaire de Mao était exemplaire à cet égard. Cette ville oasis d'environ 18.000 habitants est un endroit désolé et, malgré la présence d'un aéroport, isolé. Certains habitants présents lors de la journée de préparation et de formation à l'exercice médical avaient voyagé pendant plusieurs journées à dos d'âne et sur d'autres moyens de transport pour recevoir des soins. Des responsables de l'exercice de sept pays, travaillant avec l'UNICEF ainsi que des responsables locaux, ont coordonné les tests de dépistage, le traitement des maladies et de blessures et la distribution des médicaments.

Les patients ont bénéficié de divers services, dont des soins dentaires, des soins primaires, des soins ophtalmologiques et des soins de santé pour les femmes. Les auxiliaires de santé se sont particulièrement efforcés de respecter les protocoles villageois et culturels, y compris en se faisant aider par des femmes pour examiner les patientes. Dans certains cas, les patients étaient tellement malades qu'ils ont été envoyés vers le petit hôpital de Mao pour y recevoir des soins complémentaires.

Les soins dentaires étaient particulièrement en demande : les auxiliaires effectuaient des extractions dentaires, donnaient des consignes de base sur l'hygiène buccodentaire et distribuaient des fournitures dentaires, par exemple du dentifrice et des brosses à dents.

« Nous sommes préparés à procéder à quelques extractions, à des obturations dentaires mineures ainsi qu'à un nettoyage dentaire ponctuel », a indiqué aux personnels de Flintlock le capitaine Ross Cook de l'Armée américaine, l'un des dentistes. « Toutefois, ces missions sont réellement définies par ce que vous laissez derrière vous avec les auxiliaires locaux de soins de santé, en étant capable de comprendre ce que sont leurs besoins essentiels en matière de santé et de recommander des solutions basées sur les moyens dont ils disposent régulièrement ».

En ce qui concerne les animaux, une assistance vétérinaire a été apportée. Les auxiliaires ont offert des antibiotiques, fait des vaccinations et traité des blessures. Dans une

SERGENT TIMOTHY CLEGG/ ARMÉE AMÉRICAINE

SERGENT-CHEF AMBER MARTIN/ARMÉE AMÉRICAINE

ARMÉE AMÉRICAINE

Des soldats sénégalais défilent en chantant à N'Djamena, au Tchad, au cours de Flintlock 2015.

Un peloton tchadien pratique le débarquement de véhicule à Moussoro, au Tchad.

Au centre, un soldat de l'Armée américaine du 10e Groupe des Forces Spéciales (aéroportées) fait une démonstration des positions d'assaut aux soldats tchadiens à Moussoro.

MÉDIAS SOCIAUX

Flintlock 2015 a inclus une page Facebook dédiée à la diffusion de nouvelles sur l'exercice. Les organisateurs ont indiqué qu'elle était conçue comme un « service télégraphique » pour les événements survenant au cours de Flintlock, destinée à tous ceux qui ne participaient pas à l'exercice, par exemple les membres de la famille ou les personnes intéressées par cette actualité. Avant même la fin de l'exercice, la page Facebook avait été consultée par plus de 125.000 personnes. Les organisateurs ont estimé qu'il n'y avait pas de projets immédiats pour des incursions dans d'autres médias sociaux tels que Twitter.

Les Tchadiens ont également publié une page Facebook en français.

PRÉPARATIONS POUR EBOLA

Le Niger, l'un des pays hôtes des entraînements de Flintlock, a pris la précaution supplémentaire d'inclure la flambée épidémique d'Ebola en 2014 dans ses préparations. Même si le Niger n'était pas l'un des pays présentant des cas d'Ebola, il a élaboré des procédures destinées à affronter une flambée hypothétique. Des responsables nigériens ont mis au point un plan détaillé visant à l'établissement et à l'isolement de centres de soins d'urgence. Ce projet comprenait :

- Des entrées séparées pour les patients et le personnel.
- Des voies à sens unique à l'intérieur des centres de soins.
- Une sortie unique pour tout le monde dans les centres, pour les patients et pour le personnel.
- L'installation de tentes pour tous les types de patients : cas suspectés d'Ebola, cas probables et cas confirmés.
- L'installation de clôtures de sécurité avec un personnel de surveillance protégé.

région où les chèvres et les ânes sont une partie essentielle de la vie quotidienne, les auxiliaires vétérinaires ont pu faire un bilan médical des troupeaux et améliorer la santé des animaux.

SURMONTER LES MÉFIANCES

La partie militaire de Flintlock a englobé l'entraînement en petites unités avec des groupes de lutte antiterroriste. Traditionnellement, les armées de la région ne collaboraient pas efficacement, partiellement en raison de méfiances et de rivalités culturelles, mais également du fait de vastes différences du point de vue de l'état de préparation militaire et du matériel de communication.

L'objectif a été, comme auparavant, de renforcer les institutions et partenariats de sécurité, de favoriser l'échange d'informations et de renseignements, et d'améliorer l'interopérabilité entre les pays africains participants, dans le cadre du Partenariat transsaharien de lutte contre le terrorisme. Ce partenariat aide les gouvernements africains à contrôler leurs territoires et à éviter que des zones de la région ne deviennent un sanctuaire pour les extrémistes. Cette initiative regroupe 20 pays africains partenaires.

La plupart du temps, des représentants de chaque pays africain étaient associés à leurs homologues occidentaux pour l'entraînement tactique. L'entraînement de défense contre les embuscades a été particulièrement utile, compte tenu de la nature de Boko Haram. D'autres entraînements faisaient intervenir des manœuvres de patrouilles tactiques ainsi que l'extraction des blessés sous le feu ennemi. Le crépitement des armes à feu ponctuait la journée lorsque les soldats s'exerçaient au tir.

Les instructeurs étrangers ont été tout à fait étonnés de constater comment les soldats de la région, même avec le poids de l'équipement et la pratique de la course pendant les manœuvres tactiques, paraissaient insensibles à la chaleur.

COMMUNIQUER

Depuis que des pays collaborent dans le cadre d'exercices regroupant des militaires ou des policiers, il y a eu des problèmes de communication. Flintlock 2015 a cherché à combler certaines de ces lacunes.

Souvent, les communications entre les pays partenaires sont impossibles du fait des barrières linguistiques. Avec des milliers de dialectes locaux divisés en six « familles » linguistiques de base sur le continent, même les communications en face à face peuvent s'avérer un obstacle. Toutefois, il y a également le problème du matériel. Les années précédentes, les exercices militaires impliquant plusieurs pays, et même les opérations réelles, étaient entravés par l'incompatibilité entre les radios : des systèmes différents, des largeurs de bande différentes, des radios différentes.

Les responsables de Flintlock 2015 ont indiqué que les téléphones portables étaient désormais en train de révolutionner les communications militaires sur le terrain. Ces appareils permettent aux armées et aux forces de police de plusieurs pays de communiquer entre elles sans avoir besoin de systèmes radio volumineux. Cependant, d'autres technologies sont également en cours de développement.

Certaines de ces évolutions trouvent leurs origines dans deux catastrophes survenues aux États-Unis, les attentats terroristes du 11 septembre et l'ouragan Katrina, qui a dévasté une partie de la côte du golfe du Mexique dans ce pays. Dans les deux cas, les premiers intervenants ont été confrontés à des difficultés de communication, parce que les radios utilisées par différents organismes gouvernementaux employaient différentes largeurs de bande.

À partir de composants électroniques ordinaires, des ingénieurs américains ont mis au point un système permettant de faire communiquer sur un seul réseau deux largeurs de bande couramment utilisées, UHF et VHF, et les téléphones portables. Sur le terrain, l'opérateur de systèmes peut connecter tous les dispositifs pouvant envoyer et recevoir des transmissions afin qu'ils communiquent avec d'autres appareils, y compris les téléphones portables, les appareils SMS, les ordinateurs et les radios portatives. Les opérateurs ont indiqué que ce système donnera aux armées

Des soldats portant les drapeaux des pays participants défilent lors des cérémonies de clôture de Flintlock 2015, au Tchad. PERSONNEL D'ADF

connectées la possibilité de communiquer en temps réel, quel que soit le type d'équipement qu'elles utilisent.

Lors de Flintlock, les opérateurs ont formé les soldats à utiliser le système en trois étapes : en salle de classe, par un apprentissage concret et par des exercices pratiques. Les formateurs ont indiqué que pendant les instructions, les élèves ont maintes fois trouvé de nouvelles manières d'utiliser l'équipement sur le terrain.

Le dispositif lui-même a environ la taille d'une valise et a été conçu pour résister à des environnements difficiles, y compris les sables du Sahara. Le système a fait l'objet de tests en temps réel durant les tempêtes de sable persistantes au Tchad.

Le dispositif central peut faire penser à un moyeu de roue, et tous les appareils qui y sont connectés à des rayons. Le moyeu est dans une position centrale, laquelle peut être située à peu près n'importe où, les dispositifs « en rayons » étant éparpillés aux alentours, à des distances variées. Les opérateurs ont expliqué qu'un soldat pouvait envoyer une transmission radio au moyeu, qui peut la retransmettre vers un téléphone portable ou un autre dispositif qui aurait été sinon incompatible, sous forme de paquets de protocole Internet. Aucun des dispositifs en rayons ne nécessite une connexion Internet effective pour communiquer, ce qui donne au système une portée pratiquement mondiale.

Le système peut également recevoir et transmettre des SMS et des photos à partir de téléphones portables. D'après les opérateurs, à mesure que les connexions mobiles s'améliorent, le streaming vidéo en direct devrait devenir couramment utilisé.

La technologie Google, y compris Google Maps, joue un rôle essentiel en ce qui concerne la technologie employée. Un smartphone équipé de la technologie appropriée peut envoyer des coordonnées au moyeu, qui détermine la position du portable sur Google Maps. L'opérateur peut cliquer sur l'icône pour repérer cette position sur la carte et parler directement à l'utilisateur du téléphone portable.

Ce système est en voie de perfectionnement. Les testeurs indiquent qu'une version de la taille plus petite d'un sac à dos est en cours de mise au point. À la fin de Flintlock, il a été prévu que des spécialistes de la communication se réunissent pour évaluer la performance du matériel.

« Cette technologie permettra aux pays africains de travailler ensemble dans le cadre d'opérations combinées visant à établir des passerelles entre leurs réseaux tactiques et longue distance », a expliqué un adjudant travaillant sur le projet. « Non seulement cette solution rapprochera les communications internes, mais elle permettra également aux communications d'aller encore plus loin, en développant les capacités des forces de nations voisines de communiquer entre elles en temps réel, quel que soit le type de matériel qu'elles utilisent ».

Le général Ngobongue, même s'il est impressionné par les avancées réalisées lors de Flintlock 2015 en matière de technologie des communications, a toutefois ajouté : « En fin de compte, tout est lié au contact humain d'une certaine façon ».

« En tant qu'homme de terrain, je sais que lorsque nous butons sur un problème, il nous faut le résoudre avec les moyens dont nous disposons », explique-t-il à *ADF*. Il se souvient d'un exercice en 2014 en République du Congo, au cours duquel ses soldats ont eu des difficultés à communiquer.

« Nous avions des radios, nous avions des récepteurs, il y avait un problème. Nous avions des walkies-talkies. Cela n'a pas vraiment fonctionné ; alors nous nous sommes tournés vers les portables. Finalement, lorsqu'ils n'ont pas fonctionné, lorsqu'il y a eu une panne de réseau, nous avons fait ce que nous faisons toujours : nous avons envoyé un motard chargé de remettre un message d'information. Tous les moyens sont bons ».

« C'est comme cela que l'équipement fonctionne », a-t-il ajouté. « Lorsque les choses tombent en panne, il vous faut utiliser votre jugement pour trouver une solution quelconque. Tout équipement peut fonctionner de manière imprévue ». ❑

UNE INTERVIEW AVEC LE GÉNÉRAL DE BRIGADE ZAKARIA NGOBONGUE

LE DIRECTEUR DE FLINTLOCK 2015 PARLE DE LA CONDUITE D'UN EXERCICE MILITAIRE RÉUNISSANT DE NOMBREUSES ARMÉES ET DES TECHNOLOGIES MODERNES.

PERSONNEL D'*ADF*

Le général de brigade tchadien Zakaria Ngobongue était le directeur de l'exercice Flintlock 2015, dont le Tchad était le pays organisateur. Il commande les écoles militaires de son pays. Bien qu'il ait participé à plusieurs exercices militaires multinationaux, c'était son premier Flintlock. *Africa Defense Forum* a interviewé le général à deux reprises dans un camp près de N'Djamena, dans les derniers jours de l'exercice, en mars 2015. Cette interview s'est déroulée à l'origine en anglais avec l'aide d'un traducteur.

Q : IL EST INTÉRESSANT QUE BIEN QUE CE SOIT VOTRE PREMIER FLINTLOCK, VOUS SOYEZ AUX COMMANDES.

R : Oui, en tant que directeur principal de Flintlock 2015, je joue le rôle de coordinateur. C'est la première fois que je participe à Flintlock, mais j'ai déjà participé à de nombreux exercices multinationaux et multidimensionnels. En Angola, lors de l'exercice Kwanza en 2010, je commandais les forces multinationales. Dans le cadre de cet exercice, j'avais 4.000 hommes sous mes ordres. En 2014, j'ai assuré le commandement et le contrôle d'un exercice en Tanzanie. En 2014, j'ai également participé à un autre exercice, Loango, en République du Congo.

Tous ces différents exercices avaient des caractéristiques diverses. Flintlock est très orienté vers la communication et l'échange. C'est quelque chose qui ressort de cet exercice — être capable d'exploiter la haute technologie et le matériel de communication. Dans le cadre de beaucoup d'autres exercices, les équipements de communication ne sont pas interopérables entre les pays participants. Ceci crée toujours une difficulté en ce qui concerne le déroulement de l'exercice. Cet exercice est davantage axé sur l'interopérabilité. Mais en fin de compte, les manœuvres sont les manœuvres, elles sont les mêmes.

Pour le reste, il y a toujours des parachutes, des largages d'approvisionnement et de réapprovisionnement, des postes de contrôle et la sécurisation des zones. Tout cela se met en place pour constituer un exercice final et une démonstration. C'est la même chose dans le cadre de chaque exercice.

Q : DANS LE CADRE DES EXERCICES MILITAIRES DES ANNÉES PASSÉES, LA PRÉOCCUPATION CONSTANTE ÉTAIT QUE LES PAYS PARTICIPANTS DISPOSAIENT SOUVENT DE SYSTÈMES RADIO INCOMPATIBLES ENTRE EUX. CETTE ANNÉE, L'UTILISATION DES TÉLÉPHONES PORTABLES A-T-ELLE FAIT UNE DIFFÉRENCE ?

R : Regardez les réalités sur le théâtre de l'exercice. Nous avons effectivement des antennes et aussi différentes manières de transmettre les informations. Et assurément, le portable est désormais un outil tout à fait utile. Mais au bout du compte, c'est finalement, d'une certaine manière, une question de contact humain. En tant qu'homme de terrain, je sais que lorsque nous butons sur un problème, il nous faut le résoudre avec les moyens dont nous disposons.

Le général de brigade tchadien Zakaria Ngobongue rencontre des visiteurs lors de l'exercice Flintlock 2015. PERSONNEL D'ADF

Q : ON SAIT QUE LES COMBATTANTS DE BOKO HARAM SONT À PROXIMITÉ D'ICI. LA PRÉSENCE DE BOKO HARAM A-T-ELLE CHANGÉ L'EXERCICE D'UNE MANIÈRE OU D'UNE AUTRE ?

R : Non, cela n'a pas eu d'effet. L'exercice était planifié depuis longtemps. Les participants ont élaboré le concept des opérations que nous avons planifiées pour cet exercice. C'est donc une simple coïncidence.

Tous ces événements se sont produits entre février et mars. Traditionnellement, c'est la période à laquelle Flintlock est programmé. Le fait que c'est à ce moment-là que Boko Haram a commencé à se manifester à nouveau est une simple coïncidence. Cela n'a pas eu d'impact sur la façon dont nous avons conduit notre exercice. Sauf, naturellement, le fait que cet exercice se déroule dans un contexte plus particulier. Oui, nous avons le contexte d'une visibilité élevée de certaines actions menées par Boko Haram. Ils ont semé la terreur. Ils ont semé le désordre partout, en particulier dans la sous-région. Toutefois, cet exercice nous a encore donné une bonne occasion de nous réunir et de nous préparer ensemble.

Q : IL SEMBLE QUE L'ACCENT A RÉELLEMENT ÉTÉ MIS SUR LA COLLABORATION ENTRE LES PAYS PARTICIPANTS.

R : Flintlock nous a rassemblés, en nous faisant passer

du temps ensemble. Pourquoi est-ce important ? C'est un échauffement, dans le but de faire face à une réalité à laquelle nous devons faire face. L'exercice n'a pas changé, c'est le contexte de l'exercice qui a changé. C'était un échauffement idéal pour des opérations effectives, réelles.

Q : PAR « OPÉRATIONS RÉELLES », VOULEZ-VOUS DIRE FAIRE FACE AUX EXTRÉMISTES ?

R : Le terrorisme — il ne concerne pas un pays seul. Le terrorisme n'a pas de visage ; il n'a pas de territoire. Il n'a pas de frontières. Il n'a pas d'amis. Cette situation oblige tout le monde à partager les ressources. Il nous faut regrouper nos efforts. Nous pouvons combattre ceci ensemble. Seuls, nous ne pourrons jamais parvenir à la situation que nous souhaitons. Cela va nous obliger à travailler ensemble.

Il s'agit de notre mission fondamentale. La mission fondamentale d'un pays et de ses forces armées est de protéger les civils sur le long terme, d'instaurer un climat de sécurité. Elle est d'assurer la stabilité de nos frontières et de ce qui se passe à l'intérieur de ces frontières. Si Boko Haram, ou tout autre groupe, affecte l'intégrité de notre nation, de notre sécurité, comment pouvons-nous l'ignorer ? Si quelqu'un vient et attaque notre population, notre réaction sera proportionnée et appropriée à cette menace.

Q : EN 2013, VOTRE PAYS A ÉTÉ À LA UNE DE L'ACTUALITÉ DANS LE MONDE ENTIER EN ENVOYANT UN CONTINGENT AU MALI POUR AIDER À AFFRONTER LES COMBATTANTS LIÉS À AL-QAIDA. EST-CE LE GENRE DE COOPÉRATION INTERNATIONALE QUE VOUS ÉVOQUEZ ?

R : Notre but est de parvenir à la stabilité sur l'ensemble du continent africain. Il ne s'agit pas seulement du Tchad, mais de tout notre continent. Effectivement, nous sommes engagés à envoyer nos soldats pour aider nos frères. Qu'il s'agisse du Mali ou d'un autre pays, cela ne change pas les enjeux. Le terrorisme n'a pas de visage ; il n'a pas de frontières. Cette question n'est pas limitée à un seul pays. Nous ne sommes pas une superpuissance. Nous travaillons parmi nos frères.

Q : L'ENTRAÎNEMENT DE FLINTLOCK VISE-T-IL ESSENTIELLEMENT À SE PRÉPARER À LA GUERRE ASYMÉTRIQUE ?

R : Flintlock a des objectifs définis. Le premier est de partager mutuellement les ressources et de parvenir ensemble à une synergie. Ces ressources mutuelles avaient pour but d'activer, de mettre en œuvre, d'améliorer et de renforcer l'interopérabilité. Comme vous le savez, lorsque vous rassemblez un aussi grand nombre de participants, ils viennent tous avec différentes perspectives et différentes expériences. Et vous les faites travailler ensemble dans le partage mutuel des ressources. Ce sont ces différences, principes et valeurs dont nous disposons, notre savoir-faire, notre culture et notre identité, tous ces éléments sont regroupés. Et il faut bien se rappeler que nous avons évoqué des éléments de cet exercice, mais il y a un autre aspect de Flintlock que l'on ne peut pas oublier : l'élément humanitaire et médical, les interactions entre civils et militaires. C'était un autre aspect sur lequel nous avons concentré nos efforts.

Nous sommes donc responsables de la protection de nos citoyens, et à cet égard ce qui est important c'est également de renforcer la connexion et les liens existant entre nous et les civils. Il faut que les civils sachent pourquoi nous sommes ici et qu'ils soient rassurés au sujet de la nature réelle de notre rôle.

Q : PARMI LES THÈMES DE L'EXERCICE FLINTLOCK DE CETTE ANNÉE, IL SEMBLE Y AVOIR LA PRATIQUE, COMME L'ENTRAÎNEMENT AU TIR, ET L'ADAPTABILITÉ, AVEC PAR EXEMPLE LES NOUVELLES TECHNOLOGIES DE COMMUNICATION.

R : Les soldats ont constamment besoin de s'exercer. C'est une exigence quotidienne. Flintlock constitue un remarquable cadre pour notre entraînement, pour que nous puissions nous rassembler, pour adapter de nouvelles techniques. La technologie progresse rapidement. Les terroristes modifient constamment leurs modes d'action. Il nous faut avoir de nouvelles actions opérationnelles. Cela devrait intéresser et impliquer l'ensemble des forces armées.

Q : POUVEZ-VOUS NOUS PARLER DU TYPE D'EXTRÉMISTES QUE VOUS UTILISEZ DANS VOS SCÉNARIOS D'ENTRAÎNEMENT ?

R : Il s'agit de Boko Haram et d'autres terroristes. Leur source de recrutement est la population. De quelle sorte de population parlons-nous ? Les démunis. Les mineurs. Les gens qui ont eu une vie difficile. Oui, ce sont les gens qu'ils ciblent. Ils ont également tendance à rechercher des personnes d'une certaine tranche d'âge — toujours des jeunes. Pour quelle raison ? C'est une question de moyens financiers. Ces jeunes gens ne comprennent pas les enjeux. Ils ne comprennent pas les dangers. Tout ce qu'ils recherchent est devant leur nez dans des voies faciles.

Q : PENSEZ-VOUS QUE LES ENSEIGNEMENTS TIRÉS LORS DE FLINTLOCK AMÉLIORERONT L'ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS DANS LA RÉGION ?

R : L'échange d'informations est en effet fondamental dans la lutte contre le terrorisme. C'est un élément essentiel. Si nous n'échangeons pas les informations, nous ne parviendrons jamais à atteindre notre phase finale. Flintlock est exactement ce dont nous avions besoin, à la fois au bon moment et au bon endroit. Nous échangeons les informations et nous mettons en pratique cet aspect de notre engagement. Comme vous l'avez remarqué, Boko Haram se trouve dans cette sous-région, et si nous devons combattre contre cette entité, le type d'exercice que nous venons juste de terminer est un exemple concret et parfait des domaines dans lesquels nous devons intensifier nos efforts.

Si vous considérez, dans le cadre de cet exercice, comment les choses se passent dans le centre de coordination, il y avait deux cellules : la cellule visant à faire face à Boko Haram, et celle axée sur al-Qaida au Maghreb islamique. Pour leurs tâches, ces deux cellules communiquent entre elles, mais pas uniquement. Il y avait également une connexion directe avec les centres nationaux de coordination, par exemple au Niger, en Tunisie et au Cameroun. Dans le cadre de l'exercice, la communication a été pratiquée, et concrètement. En même temps, elle était parfois exploitée pour la réalité de ce qui se produisait dans la sous-région. Pour vous donner un exemple concret, concernant les événements que vous avez vus à la télévision à propos de Dikwa au Nigeria [les forces nigérianes et tchadiennes ont repris la ville à Boko Haram], l'échange d'informations s'est produit en temps réel au cours de l'exercice lui-même. ❑

BATTEMENT DU CŒUR DE L' AFRIQUE

Un jeune homme mélange le thé dans la ville d'Agadez, au centre du Niger. AFP/GETTY IMAGES

L'ÉTERNEL RITUEL DU THÉ AU SAHARA

PERSONNEL D'*ADF*

La cité historique d'Agadez, au Niger, est située le long de la bordure méridionale du Sahara, où presque tout paraît prendre la teinte havane du sable poudreux omniprésent.

La ville, que l'on surnomme la porte du désert, a commencé à se développer aux 15e et 16e siècles avec l'avènement du sultanat de l'Aïr. Le centre de la ville, autrefois un carrefour du commerce caravanier, est divisé en onze quartiers aux formes irrégulières. Chaque quartier contient des bâtiments en terre séchée et des structures religieuses, notamment un minaret de 27 mètres de haut, la structure en briques de terre séchée la plus élevée de sa catégorie dans le monde entier.

Il est naturel que des plaques tournantes commerciales historiques telles qu'Agadez soient connues pour leurs coutumes sociales. Au nombre de celles-ci figure la cérémonie touareg du thé. Un jeune homme passant un moment de détente avec des amis dans une rue d'Agadez fait une démonstration de la pratique ancestrale de l'infusion du thé. C'est un rituel tranquille, mais qui prend un peu de temps, idéal pour passer un moment avec des invités ou des êtres chers.

Un préparateur place une petite théière sur des braises pour porter son eau à ébullition. Il verse de l'eau dans des petits verres, dont le contenu est chaque fois transvasé dans la théière. Il ajoute le thé et le sucre ; vient ensuite le moment de délicatement verser le liquide. Le thé se mélange en étant versé du verre à la théière et reversé dans le verre. Tout en versant le contenu, le préparateur lève la théière au-dessus du verre pour obtenir un long jet, et ce cérémonial, au cours duquel le préparateur goûte le thé une fois ou deux pour mesurer la progression, est répété plusieurs fois.

Lorsque tout est prêt, le préparateur verse le thé en un long jet dans de petits verres, déposant ainsi une fine corolle de mousse en surface, et tend les verres à ses amis et invités. Le fait de verser le liquide de très haut fait baisser la température du thé qui peut alors être bu immédiatement. Une fois que les invités ont fini leur thé, les préparateurs collectent les verres vides dans des plateaux d'argent, y jettent de l'eau en bouteille et les nettoient avec leurs doigts. Ils infusent alors une autre théière, et le rituel ancestral recommence.

L'ARMÉE ADAPTE LA FORMATION AUX CHANGEMENTS

LA CONFÉRENCE AFRICAINE DES COMMANDANTS ENCOURAGE LES ARMÉES À APPRENDRE LES UNES DES AUTRES

Les changements spectaculaires au sein de la société étaient autrefois des événements uniques. La fin de la seconde guerre mondiale. L'effondrement de l'Union soviétique. La crise financière mondiale. L'écrivain Joshua Cooper Ramo a résumé les événements du 21e siècle par l'expression « une avalanche de changement sans fin ».

Comme c'est presque toujours le cas, l'armée est appelée à aider à gérer les changements. Désormais, plus que jamais, une armée bien formée est essentielle. Or c'est là qu'entrent en jeu les écoles d'état-major, ou écoles de guerre, des pays africains. Elles forment les officiers de l'armée à la science de la guerre et à la gestion des crises.

En règle générale, la formation de l'officier commence avec l'école militaire, ou école des aspirants à devenir officiers. Cependant, la formation de l'officier s'achève trop souvent à la remise de diplômes. Les écoles d'état-major incorporent cette formation militaire de base et la développent, allant au-delà des compétences fondamentales relatives au combat. Comme l'écrivain Milan Vego l'a suggéré, une éducation militaire professionnelle « devrait encourager le développement de l'initiative, de la flexibilité, de l'esprit de décision et de la disposition à assumer des responsabilités ».

Les écoles d'état-major de l'Afrique ont une longue tradition d'échange d'élèves, d'instructeurs et d'administrateurs. Historiquement, de tels échanges étaient généralement limités aux sous-régions. Les représentants des écoles d'état-major aspiraient à aller plus loin et ont formé la Conférence africaine des Commandants (ACoC) en Afrique du Sud en novembre 2007.

Les organisateurs de la conférence ont étudié le fonctionnement d'organisations similaires telles que la Conférence des Commandants de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, le Collège de défense de l'OTAN et le Centre d'études stratégiques de l'Afrique aux États-Unis.

La conférence s'est régulièrement étoffée. Des représentants de neuf écoles d'état-major ont participé à la première réunion en 2007 en Afrique du Sud, et neuf écoles participeront à la réunion de l'an prochain au Ghana. La troisième réunion, organisée par l'Égypte en 2009, a vu la participation de représentants de 18 des 25 écoles d'état-major de l'Afrique. Les réunions annuelles se sont également tenues au Botswana, en Éthiopie, au Nigeria, en Ouganda et en Zambie.

La liste actuelle des membres actifs inclut des représentants des armées du Botswana, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, de l'Égypte, du Ghana, du Kenya, de la Libye, du Malawi, de la Namibie, du Nigeria, de l'Afrique du Sud, de l'Ouganda et de la Zambie. La composition des membres évolue et peut inclure des représentants d'organisations non gouvernementales. Certains pays, comme l'Égypte et la Libye, ont systématiquement participé à la conférence, en dépit des soubresauts politiques.

Bob Janssen, secrétaire de l'ACoC, colonel à la retraite qui a servi dans la Force de défense nationale sud-africaine, a indiqué que lors de la réunion de planification de 2015, les sujets comportaient la recherche opérationnelle, les simulations de guerre, l'élaboration des programmes d'études, la

À PARTIR DE LA GAUCHE : Les élèves officiers assistent à une réunion d'information à l'Académie militaire Interarmées d'Arta, à Djibouti. La Conférence africaine des Commandants affirme que tous les niveaux de l'éducation militaire doivent être inclus dans la planification des programmes d'études.
SERGENT CARLIN LESLIE/ARMÉE DE L'AIR AMÉRICAINE

Des officiers arrivent au Centre de conférence de l'École militaire des Forces armées du Malawi en août 2014.
ÉTAT-MAJOR UNIFIÉ DES ÉTATS-UNIS POUR L'AFRIQUE

Le général de brigade zambien Dennis Alibuzwi, président de la Conférence africaine des Commandants
CONFÉRENCE AFRICAINE DES COMMANDANTS

réflexion critique, les scénarios, les futures méthodologies et l'analyse coûts-avantages.

« L'ACoC estime que le fait d'avoir des officiers de grand professionnalisme permet d'atteindre la masse critique nécessaire qui incite les sociétés à respecter les valeurs sociétales et à contribuer au développement d'une culture aux normes morales et éthiques rigoureuses », a observé Bob Janssen. « Le développement d'une éthique d'excellence dans le corps d'officiers d'une nation se traduira par une meilleure qualité de missions militaires de maintien de la paix, ce qui est dans l'intérêt de tous les partenaires. La valeur de spécialisation de l'ACoC réside dans la diversité des nombreuses nations et cultures africaines et les diverses histoires militaires qu'elles représentent, qu'elles peuvent partager et dont elles peuvent tirer des enseignements ».

Au cœur de tous les programmes d'études des écoles d'état-major s'inscrivent des principes militaires fondamentaux, notamment :

- Les structures de défense nationale
- Les rôles et les missions de tous les services
- Les opérations militaires et la conduite de la guerre en commun
- Le leadership militaire
- Les connaissances et études régionales
- L'histoire militaire
- La stratégie

Les écoles d'état-major modernes incluent la formation à la guerre conventionnelle, les opérations de maintien de la paix, la maîtrise des problèmes internes et, de façon progressive parmi les nations africaines, le recours à l'armée pour faire face aux problèmes provoqués par les catastrophes environnementales.

Outre ces principes militaires, l'ACoC a des objectifs spécifiques, parmi lesquels :

- Contribuer à la sécurité africaine en développant la formation et l'éducation militaires.
- Améliorer la compréhension et la coordination entre les écoles d'état-major africaines, en vue de renforcer la Force africaine en attente (FAA).
- Développer la coopération entre les écoles en améliorant l'évaluation comparative des performances, l'adoption des meilleures pratiques au regard des programmes d'études, les accréditations relatives au cursus et au corps enseignant et les programmes d'échange.

La FAA revêt un intérêt particulier pour la conférence et a été au centre des travaux de la réunion consacrée à la charte en 2007. Elle reste un élément important des délibérations régulières de la conférence. L'École d'état-major et de commandement interarmes de l'Ouganda, par exemple, offre une formation aux opérations de maintien de la paix, en tenant compte spécifiquement des besoins prioritaires de la FAA.

ENSEIGNER LA RÉFLEXION

Les armées africaines, en ce 21e siècle, sont davantage confrontées à la guerre asymétrique qu'aux formes de combat conventionnelles. Ce type de conduite de la guerre et d'ennemi exige une réflexion et une formation nouvelles. Dans leur ouvrage intitulé *Transforming Strategic Leader Education for the 21st Century* (Transformer l'éducation des responsables de la stratégie pour le 21e siècle), Jeffrey McCausland et Gregg Martin ont fait valoir qu'une éducation militaire moderne enseigne la réflexion disciplinée et la résolution des problèmes.

« L'éducation consiste davantage en la manière de réfléchir aux problèmes et en la manière d'aborder des questions qui pourraient ne pas se prêter naturellement à des solutions indiscutables », ont-ils écrit. « C'est une question d'intellect, de réflexion, d'aptitudes au commandement indirect, de conseils et d'instauration d'un consensus ».

Maren Leed et David Sokolow, dans leur ouvrage intitulé *The Ingenuity Gap: Officer Management for the 21st Century* (Le déficit d'ingéniosité : l'encadrement des officiers pour le 21e siècle), affirment que la mission des officiers modernes est « en partie la lutte anti-terroriste, en partie la lutte anti-insurrectionnelle, et en partie les activités de stabilité et de soutien ».

« Cette diversité, bien qu'elle ne soit pas sans précédent, est apparue de manière relativement soudaine et est survenue dans une période de temps réduite », ont avancé Maren Leed et David Sokolow. Ils ont suggéré que les officiers allaient devoir être formés avec de nouvelles méthodes plus élaborées.

« Tout d'abord, les responsabilités des officiers subalternes continueront à s'étendre au-delà des limites de leurs ensembles de compétences fondamentales traditionnelles. Ensuite, les officiers de tous grades vont être de plus en plus confrontés à des problèmes mal structurés. Ils vont être pris au dépourvu par des informations incomplètes et avec un éventail d'implications si large que les modèles traditionnels de prise de décision ne s'appliqueront plus ».

Les enseignants militaires chevronnés observent qu'une technique uniforme pour l'éducation des officiers n'existe probablement déjà plus, car différentes écoles d'état-major nécessitent différents cours à différents moments. Assurément, la situation actuelle de conflit en Afrique exige de mettre davantage l'accent sur la manière de procéder face à la conduite de la guerre asymétrique. Wendell C. King, de l'École de commandement et d'état-major de l'armée américaine, a affirmé que quiconque conçoit un programme de formation d'une école d'état-major doit se poser trois questions fondamentales :

- Qu'est-ce que les diplômés doivent être capables de faire dans l'exécution de leurs tâches en tant qu'officiers supérieurs ?
- Comment concevoir et diriger un programme d'études pour préparer au mieux les jeunes membres de l'encadrement militaire, sachant que l'on ne sait pas vraiment ce qu'on leur demandera de faire à l'avenir ?
- Comment déterminer si les élèves ont accompli les objectifs de la formation ?

Dans un rapport de conférence de l'ACoC, Wendell C. King a indiqué que, à la différence d'une université civile,

La Conférence africaine des Commandants a adopté un système de troïka, dont les trois membres se réunissent chaque année pour établir l'ordre du jour de la réunion de la conférence annuelle. La troïka 2015 comprend, à partir de la gauche, le général de division aérienne John Chris Ifemeje, du Nigeria, le général de brigade Dennis Alibuzwi, de la Zambie, et le général de brigade Shadrack Moloi, du Botswana.
CONFÉRENCE AFRICAINE DES COMMANDANTS

le changement est une constante dans les écoles militaires. « L'environnement opérationnel est évolutif et il nous appartient d'adapter nos objectifs d'apprentissage afin d'anticiper cette mutation ».

Lorsqu'une école conclut qu'elle n'atteint pas ses objectifs d'enseignement, Wendell C. King avance qu'elle doit changer son programme d'études, ses méthodes d'enseignement, ou prévoir des moyens supplémentaires de perfectionnement pour son corps enseignant.

Dans un rapport paru après la sixième réunion annuelle de l'ACoC, le général de division aérienne nigérian à la retraite, M.N. Umaru, a indiqué que les officiers doivent étudier la stratégie au début de leur carrière militaire et continuer de l'étudier au niveau de l'école d'état-major. En revanche, la formation des écoles d'état-major doit s'élargir pour inclure la stratégie de sécurité nationale et la stratégie militaire nationale. Il a également observé qu'une formation militaire avancée doit mettre l'accent sur les retombées de la technologie et des nouveaux développements à l'échelle mondiale.

« La technologie constitue une menace essentielle aujourd'hui, tout comme la guerre électronique », a-t-il précisé. « Les gens doivent être formés et éduqués en matière de défense contre toute attaque affectant une infrastructure électronique de sécurité. L'armée doit plaider en faveur de la cause du développement technologique et de son impact sur la sécurité nationale ».

UNE APPROCHE RÉGIONALE

L'ACoC a établi les fondements de la collaboration et de la coopération, mais les écoles d'état-major membres ont un calendrier, des ressources et des effectifs limités. Les membres de l'ACoC ont suggéré qu'une approche régionale pourrait surmonter certaines de ces limitations. Il y a quelques précédents à une telle coopération, avec le Kenya et l'Ouganda par exemple, qui collaborent sur des programmes d'échange d'élèves. L'École d'état-major et de commandement interarmes de l'Ouganda offre un exemple à cet égard, en ce sens qu'elle forme des élèves de 10 pays membres de la force de sécurité est-africaine, ainsi que des élèves d'autres pays de l'Union africaine.

La conférence a également examiné l'élargissement de la composition de ses membres pour y inclure d'autres institutions de catégorie supérieure ou inférieure. Au moins six pays ayant de telles institutions ne font pas partie de la conférence. L'apport de ces institutions pourrait permettre le perfectionnement professionnel tout au long de la carrière des officiers.

La conférence est intéressée de manière permanente par l'établissement d'un réseau informatique commun en vue de partager les ressources de la formation. L'établissement d'un réseau informatique joue un rôle clé dans l'exercice militaire conjoint interarmes africain (Combined Joint African Exercise) dirigé par la Communauté de développement de l'Afrique australe au nom de l'ACoC et de l'Union africaine. Bob Janssen a indiqué dans son rapport de 2015 que cet exercice est l'une des façons de développer la coopération entre les écoles d'état-major africaines, avec l'évaluation comparative des performances, l'adoption des meilleures pratiques au regard des programmes d'études, les programmes d'échange d'enseignants et les accréditations relatives au cursus et au corps enseignant.

« Le développement d'un militaire de carrière est un processus impliquant un apprentissage tout au long de la vie et un perfectionnement permanent », a affirmé Bob Janssen. « La finalité de l'ACoC est d'affiner les compétences de cette catégorie particulière d'individus qui possèdent les qualités de l'exercice des responsabilités leur permettant de contribuer à une Afrique plus sûre, plus stable et plus prospère ». ❑

VRAI

ou faux?

LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION DISSIPENT LES RUMEURS DANS LE DELTA INSTABLE DU TANA AU KENYA

PERSONNEL D'*ADF*

Au Kenya, le fleuve Tana coule sur 1.000 kilomètres, depuis sa source dans le massif des Aberdare. Il serpente à travers les villes de Garissa, Hola et Garsen, avant de se jeter dans l'océan indien. C'est le plus long fleuve du pays, autour duquel s'épanouit un delta où abondent des palmeraies, des savanes, des forêts et des lacs.

Riche en rizières et plantations de cannes à sucre, le delta est aussi connu pour sa violence issue de conflits de longue date entre deux groupes ethniques, les Pokomo et les Orma. Peuple d'agriculteurs, les Pokomo vivent de cultures de rapport le long du fleuve. Les Orma sont des bergers semi-nomades, en quête de pâturages pour leur bétail. En Afrique, les agriculteurs et les nomades sont souvent en conflit.

En septembre 2012, un violent conflit a éclaté entre les deux tribus, à Kilelengwani, lorsque des centaines d'hommes ont afflué dans le village, armés de fusils, de lances, de machettes, d'arcs et de flèches. Ils ont mis le feu aux huttes de paille et massacré hommes, femmes et enfants à coups de machette.

« Ils étaient beaucoup », a raconté Ismail Bodole, un habitant du village, à la BBC. « Ils portaient des écharpes rouges autour de la tête. Ils hurlaient 'à mort, à mort, à mort !' C'était leur cri de guerre ».

Jamila Yakobo, 9 ans, a été balafrée par une machette alors qu'elle tentait de fuir une attaque sur son village, Kilelengwani, en septembre 2012. THE ASSOCIATED PRESS

Selon la BBC, plus de 100 personnes ont été tuées des deux côtés, en un mois, et des milliers ont fui leur village. Un an plus tard, selon Deutsche Welle, au moins 10 personnes ont été tuées à Nduru, dans le delta du Tana. Dans les deux cas, des intérêts politiques seraient à l'origine de la violence.

« Ce ne sont que des manœuvres de politique électorale », a affirmé à Deutsche Welle Aggrey Adoli, agent de la police côtière provinciale. « Nous savons qu'un petit groupe de personnes essaye de monter les gens les uns contre les autres uniquement par opportunisme politique ».

Un passé de violence, un avenir dans la technologie

Le delta du Tana s'étend sur plus de 35.000 kilomètres carrés et compte environ 250.000 habitants. Avec son passé de conflits ethniques, cette vaste zone représenterait un défi pour n'importe quelle force de sécurité professionnelle. En septembre 2012, le président Mwai Kibaki a envoyé 1.000 agents de police dans la région, dans l'espoir de mettre fin à la violence.

Les villages sont éparpillés dans tout le delta et n'apparaissent pas tous sur la carte. En raison du passé de la région, les rumeurs de violence sont fréquentes et peuvent s'étendre d'un village à l'autre pour inciter à la violence. Les technologies de l'information et de la communication (TIC) offrent un moyen de couper court aux rumeurs tout en tenant les villageois bien informés de ce qui se passe autour d'eux.

Timothy Quinn, Christopher Tuckwood, John Green Otunga et Christine Mutisya, du Sentinel Project, écoutent les rapports des ambassadeurs de village à Tarassa, en août 2014. THE SENTINEL PROJECT

Les TIC englobent une large gamme d'applications et de matériel comme les téléphones portables, la radio, la télévision, les ordinateurs et le matériel et le logiciel qui les accompagnent. Elles offrent la possibilité d'étendre la portée des instances gouvernementales, de rétablir les activités commerciales, de dépister la violence et de prévenir les tensions causées par les rumeurs et la désinformation. Les TIC peuvent fournir à la police et à l'armée des solutions technologiques bon marché pour traiter des questions de sécurité.

Dans le delta du Tana, le Sentinel Project, une organisation non gouvernementale (ONG) canadienne, a mis sur pied un système, utilisant des téléphones portables, appelé Una Hakika, ce qui signifie « êtes-vous sûrs ? » en swahili. L'ONG a mené une étude dans le delta du Tana, en 2012 et 2013, à la suite de violences électorales et a constaté que les conflits résultaient de la désinformation dans une région déjà encline à la discorde. En réaction, le Sentinel Project s'est associé à iHub Research, au Kenya, pour développer Una Hakika.

« Ce que nous faisons, c'est lutter contre la désinformation en fournissant aux gens la bonne information », a expliqué Christine Mutisya, la coordinatrice des projets de l'ONG, à Nairobi, au Kenya. « Donc, avant d'entreprendre quoi que ce soit, ils peuvent se demander : ' Est-ce que c'est vrai ? '».

Le Sentinel Project a constaté que bien que le delta soit isolé et l'une des régions les moins développées du Kenya, 81 pour cent de ses habitants possèdent un téléphone portable et vivent dans des foyers avec plusieurs utilisateurs, dont 45 pour cent ont accès à Internet. Près d'un tiers des résidents utilisent Internet et Facebook.

Les initiateurs du projet ont décidé de mettre en place un projet pilote, qui a formé 193 « ambassadeurs de village » dans les 17 villages du delta. Les ambassadeurs ont des contacts personnels dans les villages et sont souvent issus de groupes pacifistes, de femmes et de jeunes. Ils ont été interviewés et devaient manifester un « désir de travailler pour la paix dans la région », a indiqué Christine Mutisya.

Les ambassadeurs sont les points de contact pour les villageois qui veulent signaler une rumeur ou se renseigner sur une rumeur. Ils permettent aussi aux équipes du Sentinel Project de retourner l'information sur la validité des rumeurs.

Drew Boyd, à gauche, directeur des opérations du Sentinel Project, bavarde avec les habitants du village d'Hamesa à Garsen, au Kenya, en février 2014. | L'ambassadeur d'Una Hakika, Martin Buna, reçoit un message de rumeur. THE SENTINEL PROJECT

Una Hakika suit trois étapes majeures pour réfuter les rumeurs et la désinformation :

Signalement et classement par ordre de priorité : Una Hakika compte environ 1.200 abonnés qui peuvent signaler les rumeurs par SMS. Ils peuvent aussi le faire par communication téléphonique ou en contactant les ambassadeurs de village. Donc, même si les villageois n'ont pas de téléphone, ils peuvent s'adresser à quelqu'un qui en a un ou parler à un ambassadeur de village.

Les rumeurs sont introduites dans le système WikiRumours conçu par le Sentinel Project.

WikiRumours est un système de gestion de l'information qui organise les rumeurs, les classe par ordre de priorité et en recherche l'origine. « Vous comprenez que tout ce qui concerne la sécurité, que ce soit une attaque imminente, une attaque qui a prétendument déjà eu lieu ou est en train de se produire, ou tout ce qui concerne des groupes armés, etc. se déplaçant dans la région, est placé immédiatement en tête de notre liste », a précisé Christopher Tuckwood, directeur exécutif du Sentinel Project.

Vérification : une fois les rumeurs classées par ordre de priorité, les équipes entreprennent de vérifier leur véracité. Elles peuvent facilement passer par des ambassadeurs de village ou par d'autres sources fiables. « Dans certains cas, les choses peuvent être plus ambiguës, alors nous faisons appel aux autorités, aux chefs de village et à d'autres ONG dans la région. La Croix-Rouge kényane, par exemple, opère assez largement dans la région et peut accéder à beaucoup d'informations que nous n'avons pas », a expliqué Christopher Tuckwood.

Intervention et contre-propagande : si une rumeur a été identifiée comme vraie, l'information peut être transmise à la police régionale et aux abonnés. Si l'information est fausse, les équipes peuvent émettre la bonne information en utilisant les mêmes canaux par lesquels elles reçoivent les messages : SMS, coups de téléphone et ambassadeurs de village.

Quelle que soit la véracité des rumeurs, les résultats et les réactions ne sont renvoyés qu'aux villages qui les ont signalées, a souligné Christopher Tuckwood, afin d'éviter que l'information soit propagée par inadvertance.

Des membres de l'équipe d'Una Hakika John Green Otunga, au centre, et Christine Mutisya à gauche, mènent une session de formation pour les ambassadeurs de village.

ADRIAN GREGORICH/THE SENTINEL PROJECT

Le groupe examine

les possibilités de traiter le problème de la désinformation dans le secteur de la santé, du développement et de la gouvernance. L'épidémie d'Ebola, en Afrique de l'Ouest, est un exemple de la manière dont la désinformation peut transformer un événement sanitaire ou humanitaire en un grave problème de sécurité.

Les organisateurs d'Una Hakika envisagent de déployer des drones humanitaires multirotors et à voilure fixe dans le delta du Tana, tel que celui-ci prêt à effectuer un vol d'essai à Kibusu, dans le comté du fleuve Tana, au Kenya. DREW BOYD/THE SENTINEL PROJECT

Miser sur le succès

Après près de deux ans de fonctionnement, Una Hakika a remporté un succès notable. Les habitants du delta de Tana sont engagés et la police apporte généralement son soutien.

« Les autorités locales ont réagi positivement à Una Hakika parce que, bien sûr, nous pouvons réduire, par exemple, le nombre d'interventions qu'elles doivent effectuer avec leurs moyens limités », a ajouté Christopher Tuckwood.

Utiliser les technologies pour rester en contact avec des zones éloignées ou moins développées permet aux forces de sécurité de ne réagir qu'aux incidents ou au signalement d'actes de violence les plus crédibles et de réaliser ainsi des économies de temps, d'argent et de moyens.

Le programme pilote, qui a démarré au début 2014, devrait s'achever en octobre 2015, mais les organisateurs espèrent pouvoir le prolonger. Les nouvelles se répandent au sujet du programme et des comtés environnants ont fait part de leur intérêt.

« Une chose, par exemple, qui nous préoccupe beaucoup au Kenya, ce sont les prochaines élections en 2017 », avoue Christopher Tuckwood. Le Kenya a un passé récent de violences électorales. D'ici là, le Sentinel Project espère qu'Una Hakika couvrira toute la région côtière, ainsi que d'autres points chauds du pays.

Le groupe s'oriente aussi vers d'autres régions comme la République démocratique du Congo, l'Afrique du Sud et le Soudan du Sud. Il examine aussi les possibilités de traiter le problème de la désinformation dans le secteur de la santé, du développement et de la gouvernance. L'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest, est un exemple de la manière dont la désinformation peut transformer un événement sanitaire ou humanitaire en un grave problème de sécurité. Des agents de santé ont été tués en Guinée à cause de la désinformation et de la méfiance de la population locale.

« Cela a cessé d'être un simple problème sanitaire, et la désinformation l'a transformé en une véritable question de sécurité », a déploré Christopher Tuckwood. « Cela aurait été idéal de pouvoir utiliser un système comme Una Hakika et de l'intégrer dans cette riposte ».

En plus de s'étendre sur le territoire, le programme cherche à compléter la technologie qu'il utilise. En automne 2014, une équipe du Sentinel Project a emmené un petit véhicule aérien sans pilote (UAV), ou drone, dans le delta du Tana pour montrer aux villageois les possibilités de cet outil en matière de sécurité. L'idée est qu'une petite

LES TIC DANS LA SÉCURITÉ

Alors que l'accès à Internet s'étend et que l'utilisation du téléphone portable prolifère en Afrique, les technologies de l'information et de la communication (TIC) ont le potentiel d'améliorer la sûreté et la sécurité de gens à travers le continent. Les TIC peuvent revêtir plusieurs formes :

LA PRODUCTION PARTICIPATIVE

La production participative ou crowdsourcing est le fait d'obtenir des services, des idées ou des informations d'un grand nombre de personnes, généralement par le biais de téléphones portables et d'ordinateurs. Le site web Ushahidi, qui signifie 'témoignage' en swahili, a utilisé la production participative pour réunir des informations sur les violences postélectorales qui ont éclaté en 2008.

CONTRE-PROPAGANDE

Les téléphones portables, les sites Internet et les réseaux sociaux peuvent aider les forces de sécurité à contrer la propagande des extrémistes et autres. La plate-forme Una Hakika du Sentinel Project enregistre les rumeurs de la région du delta du Tana, les classe par priorité, les vérifie et diffuse la bonne information.

SYSTÈMES D'ALERTE PRÉCOCE

Les systèmes d'alerte précoce peuvent informer les citoyens de désastres imminents, d'actions militaires, d'activités d'extrémistes ou de crises sanitaires. Selon *Vanguard*, l'ONU est en train de mettre en place un système, dans le nord-est du Nigeria, pour assurer une riposte rapide contre Boko Haram. Les habitants peuvent envoyer des messages en temps réel par SMS, vidéo ou photo. Une équipe d'opérations alertera la police proche et les postes de sécurité.

SURVEILLANCE

Des satellites, des véhicules aériens sans pilotes ou drones, et d'autres technologies peuvent être déployés pour surveiller des zones isolées ou des éruptions de violence. En 2011, la police nigériane a placé des caméras solaires pour surveiller des quartiers à forte criminalité à Abuja, Lagos, Port Harcourt et Yenagoa. Selon le quotidien nigérian *Daily Independent*, une dizaine de véhicules de police ont été équipés de GPS pour pouvoir intervenir lorsque les caméras détectent des activités criminelles.

Des abonnés d'Una Hakika dans le village Orma de Kipao participent à une session de formation. ADRIAN GREGORICH/THE SENTINEL PROJECT

flotte d'UAV multirotors ou à voilure fixe puisse aller dans les endroits difficilement accessibles, pour des raisons de sécurité ou de logistique. « Nous nous étions attendus à beaucoup plus de scepticisme et nous avons été agréablement surpris par la réaction largement positive. Les gens s'inquiétaient pour leur sécurité, mais cela n'était rien à côté de l'enthousiasme de pouvoir utiliser ces systèmes pour la sécurité humaine », a déclaré Drew Boyd, directeur des opérations de Sentinel Project.

Le Sentinel Project collabore avec les autorités locales et nationales pour obtenir l'autorisation de faire voler des drones. Si l'autorisation est obtenue, des drones multirotors voleraient le long d'un périmètre de sécurité en diffusant des vidéos haute-définition au sol. Des drones à voilure fixe seraient déployés dans des zones de risque sécuritaire éloignées pour déterminer ce qui pourrait se passer en cas d'attaque. Un tel drone aurait été utile lors de l'attaque de l'université de Garissa par des militants d'al-Shebab, en avril 2015, qui a fait 147 morts, a déploré Drew Boyd.

« Lorsque nous avons parlé aux habitants du delta de Tana, non seulement ils ont été très favorables à l'idée, mais ils ont aussi suggéré beaucoup d'autres possibilités d'utilisations auxquelles nous n'avions pas pensé. Comme l'utilisation et la surutilisation des terres, la réalisation de grands projets agricoles qui pourraient avoir un effet néfaste sur les activités agricoles ou pastorales dans la région. Même la perte de têtes de bétail a donné lieu à des combats et à des attaques par le passé ». ❑

C'EST LE MOMENT DE SE PARLER

REPENSER LE DIALOGUE CIVILO-MILITAIRE AU NIGERIA

IDAMWENHOR NAPOLEON ENAYABA

Au Nigeria, la longue crise nationale liée à Boko Haram a été dévastatrice pour de nombreuses raisons. Elle a coûté des milliers de vies innocentes, elle a poussé 1,4 million de personnes à fuir leur foyer, et elle a abîmé l'image de la nation dans le monde entier. Elle a également aggravé la méfiance entre les civils et les forces armées.

La confiance de la population dans l'armée nigériane est passée de 78 pour cent à 57 pour cent entre 2011 et 2014, d'après un sondage Gallup auprès des Nigérians. La confiance dans la police est passée de 49 pour cent à 33 pour cent.

Restaurer cette confiance sera un long processus et pourrait exiger une réforme du secteur de la sécurité (RSS) englobant tous ses aspects. L'une des facettes importantes du processus de reconstruction ne doit pas être sous-estimée : le dialogue. Le Nigeria a besoin d'un dialogue civilo-militaire à l'échelle de tout le pays, dans lequel les civils et les membres des forces armées peuvent librement et ouvertement s'exprimer pour instaurer une compréhension mutuelle.

UNE HISTOIRE DIFFICILE

Avec l'émergence des groupes terroristes et d'autres acteurs violents non étatiques dans de nombreuses régions de l'Afrique, les forces de sécurité civiles traditionnelles telles que la police se sont trouvées démunies de ressources et dépassées. De nombreux pays ont réagi en déployant des forces militaires au

Des policiers en faction près de la Commission électorale nationale indépendante à Kano, au Nigeria, en mars 2015.
REUTERS

milieu de la population civile dans le but de rétablir la sécurité. Au Nigeria, on peut régulièrement apercevoir les troupes gouvernementales dans pratiquement toutes les régions du pays. Les résultats de l'armée, dans cet environnement, dépendent de la coopération civile.

Le problème est que la méfiance s'est installée entre l'armée et la société civile. Dans plusieurs régions de l'Afrique, cette méfiance est la résultante d'années de domination militaire, qui s'est accompagnée d'une culture d'intimidation et d'un mépris flagrant à l'égard des droits de l'homme. Dans de nombreuses jeunes démocraties, on considère que l'armée agit davantage en tant que force d'occupation qu'en tant que corps apportant la sécurité. Les civils sont las de la culture de l'impunité de la conduite de l'armée et de l'absence véritable de responsabilité et de transparence dans l'action des hauts gradés, sous le prétexte de sécurité nationale.

Au Nigeria, cette méfiance a une longue histoire. Durant l'ère coloniale, les forces armées, formées par les Britanniques, n'étaient pas destinées à être au service des Nigérians. La violence et les tactiques consistant à diviser pour régner ont été employées pour subjuguer la population. Sir Ahmadu Bello, un premier ministre de la région nord du pays, et une figure majeure de l'histoire du Nigeria, s'exprimait au nom de nombreux civils lorsqu'il évoquait les forces de l'époque coloniale : « Nous n'aimons pas les soldats ; issus de notre peuple, ils nous ont conquis pour le compte d'étrangers ». Le système militaire qui a fait son apparition au Nigeria après l'indépendance a suivi un modèle similaire. De 1966 à 1999, le pays a été en proie à une série de coups et contrecoups d'État militaires.

Le traumatisme psychologique dont les Nigérians ont une expérience commune ne s'est pas effacé. Il n'est guère surprenant que, lors du déclenchement de la crise impliquant Boko Haram, de nombreux habitants du nord, y compris les souverains traditionnels de l'État de Borno, étaient contre le déploiement militaire. Ils craignaient que l'armée ne fasse plus de mal que de bien. Ce sentiment n'a été que renforcé par des signalements de conduite arbitraire de l'armée et de violations des droits de l'homme.

Ces perceptions et ces suspicions sont parfois mutuelles. Les militaires considèrent que la société civile n'accueille pas toujours favorablement leur mission et pensent que certaines organisations de la société civile (OSC) n'attendent que l'occasion de critiquer l'armée.

Des soldats nigérians défilent pendant la cérémonie d'investiture du président Muhammadu Buhari le 29 mai 2015. AFP/GETTY IMAGES

L'IMPORTANCE DU DIALOGUE

Le dialogue est une forme de communication entre des personnes qui recherchent la vérité ensemble. Le dialogue implique clairement qu'aucun des deux camps n'a le monopole de la vérité, et qu'ils doivent s'efforcer de la trouver ensemble. En résumé, le dialogue est une conversation à deux sens entre des personnes ou des groupes dont les vues diffèrent sensiblement, mais qui veulent apprendre les uns des autres. C'est l'une des manières permettant à des parties en désaccord de trouver la paix.

Le dialogue ne doit pas être confondu avec le débat, étant donné que le principe sous-jacent du débat est que l'un des deux camps pense qu'il peut persuader l'autre d'adopter une nouvelle position. Le dialogue doit être un processus partagé. Par ailleurs, le dialogue est profondément enraciné dans l'histoire africaine. Les assemblées villageoises et la discussion ouverte et publique font partie depuis longtemps de la résolution des conflits dans les sociétés africaines traditionnelles. Un symbole de ce dialogue est le baobab, qui est parfois l'emplacement des discussions du village.

Dans de nombreux pays, les OSC sont à l'avant-garde de la valorisation du dialogue pour développer des relations de travail entre l'armée et les civils. Les OSC sont devenues une source permettant d'établir un lien entre le gouvernement, ses institutions et la population civile. Ceci les place dans une situation privilégiée pour promouvoir le dialogue entre les divers groupes concernés du secteur de la sécurité et de la société civile.

FAIRE EN SORTE QUE LA DISCUSSION S'ENGAGE

Une façon importante de s'assurer de la réussite du dialogue est d'organiser des réunions préalables. Ces réunions peuvent être utilisées pour informer les partenaires de la société civile avant les dialogues directs, afin d'examiner des questions axées sur les principes de la sécurité des citoyens, la gestion de la sécurité et les RSS. Ces consultations améliorent la sophistication de la contribution des OSC à ces dialogues. La coordination entre les divers acteurs de la RSS est cruciale pour la crédibilité

Un groupe de civils et d'officiers supérieurs des Forces armées nigérianes discutent lors d'un dialogue organisé par Partners for Democratic Change et la Fondation CLEEN. PARTNERS FOR DEMOCRATIC CHANGE

et la viabilité des programmes de RSS. Les interventions coordonnées de RSS contribuent par ailleurs à accroître la rentabilité, éviter les doubles emplois, gérer les interactions avec divers groupes concernés et à placer au cœur du débat des questions transversales telles que l'égalité entre les sexes et les droits de l'homme.

Le dialogue avec les dirigeants des organismes de sécurité représente un autre niveau de consultation. Eu égard à l'influence déterminante des responsables des organismes de sécurité, les OSC doivent mobiliser l'adhésion de ces dirigeants d'une manière évitant la confrontation. Les responsables de ces organismes doivent approuver le dialogue. Le fait de commencer lentement en se concentrant sur le développement de relations, plutôt que de se lancer immédiatement dans des sujets se prêtant à des divergences de compréhension, peut atténuer l'inflexibilité des opinions de chaque côté. Les dialogues ne sont pas fructueux dans une atmosphère tendue ou inégale. Les parties doivent être toutes disposées à chercher un terrain d'entente.

Le dialogue entre l'armée, les corps de l'État et les groupes concernés de la société civile constitue un mécanisme permettant de surmonter les méfiances. Pour ancrer durablement les principes de la responsabilité et de la transparence dans l'armée et d'autres institutions du secteur de la sécurité, il convient d'établir un dialogue où chacun a sa place et qui aboutit à une relation entre la société civile et l'armée.

Le dialogue permet à la société civile de formuler un programme de RSS en collaboration avec les forces de sécurité. Au Nigeria, aujourd'hui, des voix s'élèvent pour une réforme inclusive, la responsabilité et la transparence des institutions du secteur de la sécurité. Par exemple, la Commission nationale des droits de l'homme du Nigeria a enquêté sur des méfaits allégués de l'armée dans la ville de Baga et le quartier d'Apo à Abuja. De même, plusieurs organisations de la société civile suivent et contrôlent les dépenses engagées pour le secteur de la sécurité. L'armée devrait se rallier à ces initiatives entreprises par les OSC et collaborer avec elles pour élaborer une marche à suivre en vue d'une réforme visant à améliorer la transparence et mettant l'accent sur les droits de l'homme. Le succès ne sera possible que si les groupes concernés au sein de l'armée affichent leur engagement.

La Fondation CLEEN, une organisation non gouvernementale promouvant la sûreté, la sécurité et la justice, a pris l'initiative en matière de dialogue civilo-militaire. Avec l'appui de National Endowment for Democracy, la Fondation CLEEN cherche à renforcer les relations civilo-militaires en encourageant un dialogue et une compréhension durables en vue d'améliorer la responsabilité, la sécurité et les droits de l'homme. Une liste de questions à aborder sera développée conjointement. Dans chacune des six régions géopolitiques du Nigeria, un État a été sélectionné pour que les OSC locales organisent des rencontres de dialogue et pour que les formations militaires dans ces États mettent en œuvre les mesures décidées. Par le dialogue, la société civile doit comprendre que la méfiance est mutuelle. Dans certains cas dans lesquels l'armée est confrontée à une guérilla interne et externe, elle a accusé les civils de s'efforcer délibérément de saper ses efforts. La société civile a également accusé l'armée de faire excessivement usage de la force, de pratiquer la corruption et de manquer de transparence. La sécurité du pays exige que les deux camps viennent à la table des discussions et développent une compréhension mutuelle.

Il s'agit d'un processus permanent. Pour obtenir une large adhésion et promouvoir une appropriation locale, nous devons coordonner une série d'événements de diffusion stratégique publique pour informer le public. Cette coordination pourrait être effectuée à travers des groupes à plusieurs niveaux afin de mettre en place des mécanismes de contrôle de la conformité et de l'exécution du plan. Elle donne également au public l'occasion de poser des questions et de recevoir des réponses immédiates. La sensibilisation du public à un plan d'action donne aux parties l'occasion de recueillir des informations pour examiner ce plan et l'améliorer.

Le Nigeria peut compter sur une économie en plein essor, une démocratie florissante et un avenir prometteur. Nous pouvons tous contribuer à assurer la sécurité du pays en nous rejoignant à travers le dialogue. ❑

Idamwenhor Napoleon Enayaba est un praticien du développement expert en résolution des conflits, bonne gouvernance, contrôle public, responsabilité, sûreté et sécurité. Il est titulaire d'un diplôme d'histoire de l'Université du Bénin et d'un diplôme en conflit, sécurité et développement de l'Académie de défense du Nigeria. Idamwenhor Napoleon Enayaba a auparavant travaillé à la Fondation CLEEN en tant que responsable de programme pour la sûreté et la sécurité publiques. Il a activement participé à la réforme du secteur de la sécurité au Nigeria et a mis en place à la Fondation CLEEN un domaine programmatique axé sur les relations civilo-militaires.

MISE EN PLACE D'UNE

POLICE PROFESSIONNELLE

PERSONNEL D'*ADF*

La qualité des formations et des institutions prévaut sur la quantité

Le Kenya se remettait à peine de l'attaque sanglante du centre commercial Westgate, à Nairobi, en 2013, lorsque les extrémistes d'al-Shebab lancèrent une autre attaque très médiatisée, sur le pays.

Le 2 avril 2015, les militants, basés en Somalie, ont pris d'assaut le campus de l'université de Garissa, tuant immédiatement deux gardes de sécurité et ont ensuite tiré aveuglément sur les étudiants.

« C'était horrible ; cela tirait de partout », a déclaré à la BBC Augustine Alanga, étudiante.

Eric Wekesa, lui aussi étudiant, a raconté à Reuters qu'il s'était enfermé dans sa chambre. « Tout ce que j'ai pu entendre de ce qu'ils disaient c'était 'Nous sommes venus pour tuer ou finir par être tués'. C'est ce qu'ils ont dit ».

Selon la BBC, quatre terroristes encerclés dans un dortoir ont été tués lorsqu'ils ont déclenché leur gilet explosif. Un cinquième terroriste a été arrêté. Lorsque les tirs ont cessé, au moins 147 étudiants avaient été tués et plus de 500 d'entre eux avaient réussi à s'enfuir, dont 79 blessés.

Dans les jours qui ont suivi le massacre à l'université, le président kényan, Uhuru Kenyatta, a annoncé que le gouvernement allait accélérer le recrutement de 10.000 agents pour la police nationale afin de renforcer la sécurité dans le pays. L'inspecteur général de police Joseph Boinett a déclaré plus tard au quotidien *The Star* of Nairobi que la durée de la formation passerait de 15 à 9 mois pour rationaliser le processus.

Les 10.000 nouvelles recrues du Kenya seraient réparties en 6.000 policiers et 4.000 agents administratifs. En avril 2015, une foule enthousiaste a commencé à se présenter dans les 290 postes à travers le Kenya. « Jusqu'à présent la participation est très satisfaisante », s'est félicité Rashid Mohammed, commandant de police du quartier Dagoretti à Nairobi, auprès de World Bulletin. « Nous avons reçu plus de 1.400 candidats ».

« Le recrutement de cette année vient à point nommé », a déclaré Rashid Mohammed. « Notre pays a besoin de policiers pour pouvoir contrer efficacement les attaques d'al-Shebab. Nous avons actuellement une pénurie d'environ 30.000 agents de police. »

La réaction du Kenya aux attaques est compréhensible. Plus il y a de policiers, plus ils peuvent couvrir de terrain, intervenir dans plusieurs endroits immédiatement et riposter plus fermement en cas de catastrophe. Toutefois, établir un équilibre entre la prévention de situations de plus en plus dangereuses sur le terrain et la compétence technique et pédagogique est une tâche ardue.

LE PROFESSIONNALISME D'ABORD

Le Kenya n'est pas le seul pays africain à faire face aux menaces des extrémistes. Le Nigeria est sous la pression constante de Boko Haram, qui a étendu son rayon d'action, à travers la région du lac Tchad, au Cameroun, au Tchad et au Niger. Les terroristes ont attaqué la Tunisie et al-Shebab continue de mener des attaques dans son propre pays, la Somalie.

En raison de la montée de ces menaces et de la criminalité ordinaire et des patrouilles de circulation, la police est la force de sécurité la plus susceptible d'interagir quotidiennement avec le public. Ces contacts n'augmenteront que lorsque des pays comme le Kenya se mettront à consolider leurs forces. Établir une police professionnelle qui respecte l'État de droit et fait de la protection du public sa priorité sera essentiel.

Le Dr Sayibu Gariba, commissaire adjoint de la police nationale du Ghana, termine une mission de sept ans auprès de l'Union africaine à Addis Abeba, en Éthiopie, où il a servi comme instructeur en chef de la police pour la Force africaine en attente. Il était chargé de contrôler et programmer des cours et de « concevoir, mettre en œuvre et coordonner des exercices » pour des événements tels que l'exercice sur terrain Amani Africa II, prévu pour octobre/novembre 2015, en Afrique du Sud.

Un policier kényan monte la garde à l'entrée du centre commercial Westgate à Nairobi, en 2015. Le centre a rouvert ses portes près de deux ans après l'attaque d'al-Shebab, qui avait fait 67 victimes. AFP/GETTY IMAGES

Sayibu Gariba a expliqué à *ADF*, qu'en matière de professionnalisme au sein de la police, il convient

de souligner quelques points : le travail de la police doit toujours viser les fonctions fondamentales de sûreté et de sécurité ; la police doit rendre des comptes au peuple et au gouvernement et les agents de police doivent faire preuve d'innovation et être soumis à une formation continue parce que « le savoir n'est jamais statique ».

Les agents doivent aussi connaître le travail de la police. La profession a défini un corps de connaissances qui comprend les enquêtes, les patrouilles, le maniement des armes, le contre-terrorisme et autres. « Vous ne pouvez pas vous réveiller un matin et vous dire : 'je suis agent de police' », a expliqué Sayibu Gariba. « Avant d'être agent de police, il faut pouvoir maîtriser des compétences et comprendre certaines choses ».

Les policiers doivent aussi pouvoir réagir aux changements de situation dans la sécurité en actualisant leurs compétences. « Alors, si la police possède les compétences pour pouvoir agir en respectant la déontologie, nous pouvons dire que l'organisation policière est professionnelle, mais si elle n'en est pas capable, alors je ne pense pas que ce soit le cas », a-t-il ajouté.

Selon le Dr Gariba, l'un des problèmes de l'Afrique est que, parfois, les politiciens manipulent ou ignorent les critères d'entrée dans la police, en particulier en ce qui concerne l'éducation. Parfois les recrues commencent une formation avec un niveau d'éducation inférieur à la moyenne ; certains sont même illettrés, ce qui nuit à une formation adéquate. Le problème découle de la faiblesse des institutions gouvernementales. « Une organisation professionnelle devrait avoir des principes clairement établis selon lesquels quelqu'un peut entrer dans une profession », a insisté le Dr Gariba.

Toutefois, au final, ce ne sont pas les qualifications qui importent le plus pour être policier. « Le plus important c'est l'engagement envers son métier. La volonté de servir les gens, de leur apporter la sûreté et la sécurité, de leur fournir des services de police de manière responsable et transparente », a conclu le Dr Gariba.

« Mais ce que j'ai constaté c'est que certaines personnes, qui viennent du niveau le plus bas, ne sont pas dévouées à leur travail, parce que le plus important pour elles c'est d'avoir un travail. C'est l'un des problèmes que nous rencontrons. Ces gens-là ne se sentent pas concernés par leur travail ».

Parfois ce manque d'engagement peut attirer les gens vers le système, parce qu'ils croient qu'ils peuvent s'enrichir par la corruption. Le Dr Gariba cite l'exemple d'agents qui demandent à être affectés à la division de la circulation pour pouvoir extorquer de l'argent aux automobilistes.

LE DR SAYIBU GARIBA

LES BÉNÉFICES DE LA POLICE DE PROXIMITÉ

Une approche qui demande un sérieux engagement envers les idéaux du métier de policier est la police de proximité (PP). C'est une philosophie et une façon d'organiser le travail de police de sorte que les agents s'associent aux communautés pour apporter la sécurité et résoudre les crimes. En 2003, Saferworld, basé à Londres, a commencé à travailler avec PeaceNet, un réseau national d'organisations non gouvernementales kényanes, pour établir une police de proximité dans deux zones pilotes : Makina, un village du quartier très peuplé de Kibera, à Nairobi et Bulla-Pesa dans le comté d'Isiolo, dans l'ancienne province de l'est du Kenya.

Saferworld a collaboré avec diverses institutions gouvernementales et éducatives pour élaborer un programme de formation de la police de proximité. Selon son rapport de 2008, « La mise en place d'une police de proximité au Kenya », la PP englobe les principes de base suivants :

- Les services de police sont consentis et non imposés.
- Les agents de police doivent faire partie de la communauté et non se mettre à l'écart.
- Les agents de police collaborent avec la communauté pour en déterminer les besoins.
- La police s'associe au public et à d'autres instances.
- Les services de police seront adaptés aux besoins de la communauté.
- La police est responsable des services qu'elle fournit.
- Les agents fournissent un service de la plus haute qualité.

Les activités à chaque site pilote étaient différentes en fonction des besoins locaux, mais comprenaient la conscientisation de la police et des communautés sur la PP, l'établissement de centres d'information et de sécurité communautaire, un soutien au projet et des boîtes à idées anonymes pour encourager le partage d'informations sur la sécurité communautaire. Ces actions ont permis d'établir la confiance et de réduire la criminalité.

« La police a mené des campagnes de conscientisation et des journées portes ouvertes par lesquelles nous interagissons avec eux », a déclaré à Saferworld un membre du comité directeur de la PP. « Cela réduit la peur de la police et nous permet de nous sentir libres de signaler des activités criminelles au Kenya ».

Dans au moins un cas, le taux de criminalité a baissé de 40 pour cent et les écoles et commerces ont rouvert leurs portes. « Cela s'appuie sur une confiance accrue entre les agents de police et les habitants et sur la responsabilité de la police à l'égard des communautés participantes », a souligné le rapport.

Selon le Dr Gariba, la PP est utilisée à divers endroits à travers le continent, y compris au Ghana et dans l'opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour. Bien qu'il souscrive à la philosophie sous-jacente à la PP, l'approche peut, selon lui, présenter certains problèmes.

« Vous savez, au Ghana il y a une langue que nous appelons akan, qui est twi. Ils appellent un policier 'aban' ce qui, en twi, signifie gouvernement », a-t-il expliqué. « Les gens perçoivent la police comme une antenne du gouvernement ».

Si la police veut changer cette perception et pénétrer dans les communautés dominées par la loyauté aux clans, où les relations sont fortes, elle devra faire en sorte d'être

Des policiers armés patrouillent sur la plage de Marhaba, à Sousse, en Tunisie, en juin 2015, après une attaque terroriste qui a fait 38 victimes. AFP/GETTY IMAGES

Des policiers sud-africains effectuent des contrôles d'identité et des fouilles à Johannesburg en 2015. AFP/GETTY IMAGES

considérée comme faisant partie de la communauté et pas seulement du gouvernement.

DES INSTITUTIONS SOLIDES SONT ESSENTIELLES

Depuis plus de 10 ans que le programme PP a été lancé, le contexte des services de police a énormément changé au Kenya. Fin 2014, le gouvernement a dépensé plus de 655 millions de dollars pour la police, contre 264 millions de dollars en 2004, selon un rapport de Saferworld. Pendant cette période, le nombre de policiers est passé de 44.000 à 89.000, et le nombre de postes de police est passé de 340 à 547.

Un certain nombre de réformes ont été mises en place, incluant des changements dans la manière dont la police nationale est structurée et contrôlée. La police du Kenya et la police administrative ont fusionné pour créer la police nationale, placée sous l'autorité d'un inspecteur général de police. Selon Saferworld, cela a accru son indépendance et l'a libérée de toute ingérence politique dans le recrutement. La création d'un organe indépendant de surveillance de la police a renforcé la responsabilité.

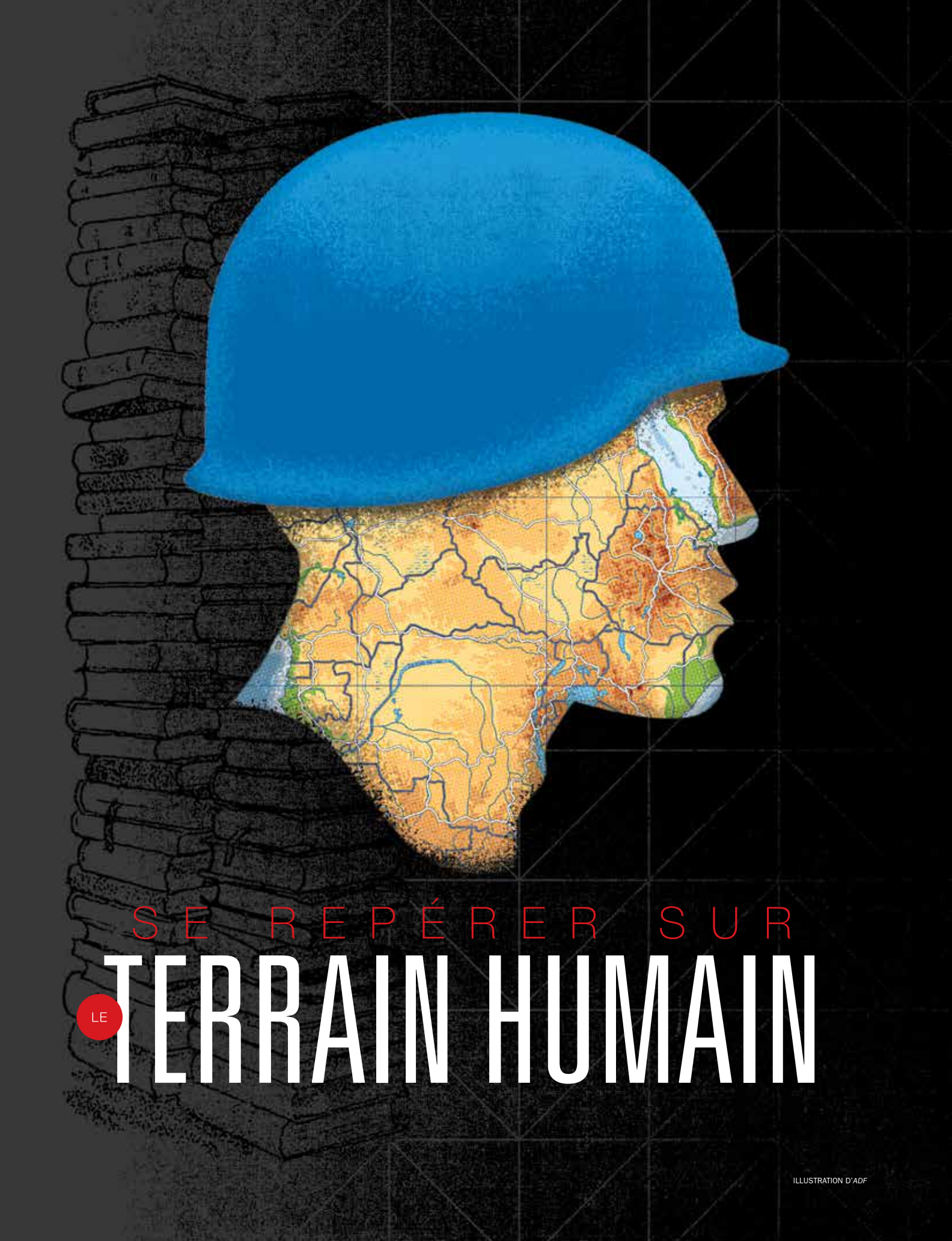
Pour améliorer la sécurité, certains pays devront augmenter leurs effectifs de police. Mais la quantité n'est pas toujours la solution. Sans formation adéquate, la quantité ne résoudra pas les problèmes de sécurité. Les pays devront optimiser l'efficacité de leurs forces de police existantes. Les questions à considérer sont : les agents peuvent-ils être déployés de manière plus efficace ? Les centres de formation peuvent-ils être agrandis ? De nouveaux centres peuvent-ils être construits pour héberger le nombre croissant de recrues ? Le contre-terrorisme et d'autres compétences peuvent-ils être ajoutés au programme de formation ?

Le Dr Gariba estime que parfois la solution est aussi simple que d'avoir des chefs bien formés pour diriger les policiers, « parce qu'un bon chef est celui qui utilise les ressources dont il dispose pour atteindre ses objectifs ».

Dans certaines zones rurales, les habitants utilisent une police locale non officielle, parce que la police nationale n'y est pas présente. Cela entraîne toutefois le risque que des criminels, des barons de la drogue ou d'autres individus louches prennent le contrôle de la sécurité.

En fin de compte, une bonne police trouve ses bases sur de solides institutions. Les institutions sont solides lorsque les politiciens et les dirigeants manifestent la volonté politique nécessaire pour les bâtir et les maintenir.

« Si les gouvernements africains accomplissaient bien leur travail et respectaient la demande du peuple de fournir davantage de services de police, je pense qu'ils pourraient les étendre et couvrir tous les besoins de leur pays », a conclu le Dr Gariba. ❑



SE REPÉRER SUR

LE TERRAIN HUMAIN

ILLUSTRATION D'*ADF*

POUR LES SOLDATS, LE SUCCÈS DOIT INCLURE L'ÉDUCATION EN PLUS DE LA FORMATION MILITAIRE DE BASE

PERSONNEL D'*ADF*

Un soldat africain déployé avec la Mission des Nations Unies en République centrafricaine devra en savoir beaucoup plus que les frontières de sa zone de patrouille ou la méthode de nettoyage de son fusil.

S'il est originaire, par exemple, d'Afrique du Sud ou du Ghana, il devra faire face à une barrière linguistique immédiate. La plupart des habitants du pays s'expriment en français ou en sangho, une variété de créole africain. D'autres parlent divers dialectes tribaux disparates.

Le soldat de la paix va rencontrer plus de sept groupes ethniques importants, trois religions majeures et un grand nombre de systèmes de croyances autochtones, ainsi que des cultures locales et régionales trop nombreuses pour être mentionnées. Il ne va pas connaître les responsables locaux. Concernant la culture, il est peu probable qu'il sache quoi que ce soit.

Tout cela le pénalise, lui et les autres soldats de la paix. Il va arriver dans le pays avec des compétences spécialisées qui sont testées et fiables. Et pourtant, à certains égards, il est probable qu'il soit extrêmement mal préparé pour la tâche qui l'attend.

Des soldats de la paix patrouillent dans Zam, une localité du nord du Darfour, en mars 2015. L'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour est déployée dans un environnement religieux et ethnique complexe. MINUAD

Pour les soldats de la paix, la formation de prédéploiement comporte généralement quatre à six semaines de tâches et compétences administratives ou relatives à une situation de combat, comme l'a expliqué Nana Odoi dans un article préparé pour le Centre international Kofi Annan de formation au maintien de la paix au Ghana. Néanmoins, pour la plupart des pays africains, « la composante culturelle dans le cadre de cette formation de prédéploiement tend à être négligée, car l'essentiel des quatre semaines est consacré à des tâches d'administration générale et d'entraînement au combat, et donc à la formation aux compétences spécialisées », ajoute Nana Odoi. « Aussi semble-t-il y avoir un manque de compréhension, au sein de l'armée, du fait que les compétences culturelles, appelées « compétences non techniques » appuient effectivement la mise en œuvre fonctionnelle des « compétences spécialisées ».

QU'EST-CE QUE LE TERRAIN HUMAIN ?

Le terrain est une préoccupation quotidienne pour les soldats dans tout déploiement, dans le pays même ou à l'étranger, dans des zones de conflit ou en temps de paix. Les camions et les chars doivent se repérer sur les routes efficacement. Les soldats doivent savoir ce qu'ils peuvent attendre du climat et où il convient le mieux d'établir les bases et les campements. Tout ceci constitue la substance même de la formation et des opérations militaires de base.

Par contre, il y a un deuxième type de terrain que l'on ne peut pas voir sur une carte ou une image satellite. Le Dr Lindy Heinecken, professeur de sociologie à l'Université Stellenbosch en Afrique du Sud ainsi que d'autres spécialistes l'appellent le « terrain humain ». Ceci englobe les aspects légaux, politiques, sociaux et économiques, ainsi que les relations entre les hommes et les femmes. Lindy Heinecken a fait valoir, à l'occasion de la conférence Land Forces Africa en 2012, que la compréhension de ces questions aidait les soldats à considérer les choses à partir d'une perspective locale. C'est seulement de ce point de vue qu'ils sont en mesure de comprendre « la culture, les traditions, les pratiques [et] les structures de pouvoir du pays hôte auquel ils s'efforcent d'apporter leur assistance en essayant de ne pas être considérés comme une force d'intervention tenant d'imposer son agenda à la population ».

La guerre est « non conventionnelle, irrégulière et centrée sur la population », a ajouté Lindy Heinecken. « Ceci implique donc que le personnel doit opérer dans des contextes largement civils, tout d'abord, et ensuite qu'il y a un besoin accru de comprendre les structures de pouvoir locales et les considérations socio-économiques qui ont une incidence sur ces missions ».

La différence entre les deux terrains met en relief les différences entre la formation et l'éducation. « La formation est la manière de le faire », a expliqué Lindy Heinecken à *ADF*. « La formation militaire confère des compétences particulières et qui concernent directement la conduite des opérations militaires, telles que le maniement des armes, les stratégies de conduite de la guerre et ce qui est exigé ».

« L'éducation correspond réellement au pourquoi plutôt qu'au comment », a-t-elle ajouté. Elle cherche à susciter la réflexion critique et à inculquer les aptitudes à résoudre un problème. La difficulté survient lorsque l'on essaie de l'intégrer dans la formation.

LA TOPOGRAPHIE DU TERRAIN

Le terrain humain englobe plusieurs questions épineuses. Bien que celles-ci occupent une place importante dans les conflits et les missions de maintien de la paix à travers tout le continent, les efforts visant à montrer aux soldats comment les traiter ne sont pas toujours communément entrepris. Telles sont quelques-unes des catégories majeures de ces questions :

Les femmes : L'un des exemples utilisés par Lindy Heinecken tiré de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) est le contexte sexospécifique des opérations militaires, notamment la façon dont le conflit affecte différemment les hommes et les femmes.

« Dans mes conversations avec les soldats de la paix, tous m'ont dit qu'ils n'avaient reçu qu'une formation militaire pure », a constaté Lindy Heinecken. « On ne leur a pas donné la formation permettant de comprendre pour quelles raisons les femmes sont si gravement affectées par ces guerres. Ils ne comprennent même pas réellement comment le viol comme arme de guerre peut être utilisé si efficacement. … Ils ne comprennent pas comment fonctionne le patriarcat. … Ils ne comprennent pas non plus, par exemple, comment ces types de guerres, en visant les femmes pendant les opérations, peuvent défaire le tissu social d'une société et jusqu'à quel point cela est efficace pour détruire les communautés ».

Des femmes accueillent les forces gouvernementales dans le village de Tabit, au nord du Darfour, en 2014. Un procureur spécial est arrivé pour enquêter sur le viol de 200 femmes et filles dans cette localité. REUTERS

Les Nations Unies ont déployé des efforts concertés pour accroître la représentation des femmes dans les opérations de maintien de la paix. Les femmes soldats constituent 3 pour cent du personnel, les policières 10 pour cent, et parmi les civils servant dans le cadre des missions, les femmes sont près de 30 pour cent, d'après les chiffres de 2012 publiés par l'Université des Nations Unies. En 2014, le général de division Kristin Lund, de l'armée norvégienne, est devenue la première femme à occuper un poste de commandant de force dans une opération de maintien de la paix des Nations Unies, lorsqu'elle a été affectée au commandement de la force de maintien de la paix à Chypre.

La race et la religion : Au sein de la MINUAD, un manque de compréhension des raisons pour lesquelles les habitants du Darfour combattaient a entraîné des bévues. De telles erreurs peuvent compromettre les opérations tactiques. Lindy Heinecken évoque une situation au cours de laquelle les soldats de la paix ont envoyé un musulman noir à une réunion avec des représentants des Janjaweed, une milice nomade arabe qui est en conflit avec les agriculteurs du Darfour. Bien que le conflit du Darfour soit souvent schématisé à l'excès comme un simple conflit entre Noirs et Arabes, il repose largement sur des affrontements entre les agriculteurs à la peau plus foncée et les éleveurs arabes à la peau plus claire. Elle a expliqué qu'il aurait été plus judicieux d'envoyer un musulman arabe, ou même un chrétien, parce que le conflit a essentiellement son origine dans des différences ethniques plutôt que religieuses. Au premier abord, toutefois, les commandants ont pensé, à tort, que le fait d'envoyer un musulman pour engager des discussions avec d'autres musulmans était la solution la plus appropriée.

Ces problèmes ne sont pas particuliers aux missions de maintien de la paix. Ils peuvent survenir à tout moment où des soldats sont déployés dans un endroit où ils doivent établir des contacts avec les populations civiles et d'autres groupes tels que les organisations non gouvernementales.

L'histoire et la culture : Pour les troupes déployées à l'extérieur de leur pays, la connaissance et la maîtrise de l'histoire régionale et de la culture locale

Des musulmans manifestent à l'extérieur du quartier général de la Mission intégrée multidimensionnelle de stabilisation des Nations Unies en République centrafricaine à Bangui, suite au décès de deux musulmans. Les soldats servant dans d'autres pays se retrouvent souvent au milieu d'environnements religieux et culturels complexes. MINUSCA

sont des facteurs importants. La compréhension des racines d'un conflit est cruciale pour sa résolution. À titre d'exemple, les soldats de la paix des Nations Unies opérant au Mali ont tout intérêt à savoir que la population touareg du pays cherche depuis longtemps à obtenir son indépendance du gouvernement de Bamako. Au Soudan, un soldat de la paix doit savoir comment le pays a été fondé ainsi que l'histoire des relations tendues entre le gouvernement central de Khartoum et les régions périphériques.

Le manuel du bataillon d'infanterie des Nations Unies recommande que « l'ensemble du personnel du maintien de la paix ait une compréhension approfondie de l'histoire, des coutumes et de la culture dominantes dans la zone de mission, ainsi que la capacité d'évaluer les intérêts évolutifs et la motivation des parties. »

INTÉGRER L'ÉDUCATION ET LA FORMATION MILITAIRES

La liste des cours d'un programme de formation des recrues met en lumière l'élément central de l'essentiel de l'instruction militaire de base : cours avancé sur les exercices d'entraînement et les devoirs, éléments essentiels des exercices d'entraînement et des devoirs, cours avancé de maniement des armes, éléments essentiels du maniement des armes, et formation militaire générale des recrues.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de possibilités d'éducation pour les militaires de carrière africains qui abordent les questions du terrain humain. L'Académie militaire du Kenya offre « d'excellents cours », indique Lindy Heinecken, et l'International Peace Support Training Centre affirme viser à « assurer une formation et prodiguer des conseils en matière d'opérations de maintien de la paix à toutes les forces armées, à la police et aux établissements civils du Kenya ». L'Académie militaire sud-africaine est également en train de réaménager ses cours. Souvent, toutefois, ces services sont plus particulièrement disponibles à un corps de soldats d'élite. Il n'est pas facile de déterminer quel volume de connaissances parvient aux subalternes.

Le Dr Abel Esterhuyse, professeur agrégé de stratégie à l'Académie militaire sud-africaine, a indiqué à *ADF* que lorsqu'il s'agit d'éducation, il valait mieux faire le plus possible dès que possible. « Si vous ne favorisez pas l'ouverture d'esprit des militaires avant qu'ils entament leur carrière, il n'y a pas de base de départ sur laquelle on peut s'appuyer pour assurer cette éducation », a affirmé Abel Esterhuyse. « Et il est très difficile d'éduquer un esprit ayant déjà reçu une formation. … il vous faut favoriser l'ouverture d'esprit de quelqu'un avant de pouvoir le former. Si vous le formez, si vous formatez son esprit avant de l'avoir éduqué, il est alors vraiment très difficile d'assurer cette éducation contextuelle que vous évoquez ».

Ce dont manquent les pays africains, estime Abel Esterhuyse, est une « boucle de rétroaction » à travers laquelle les officiers ayant de l'ancienneté et expérimentés peuvent revenir de déploiements et partager leurs connaissances, leurs expériences et les enseignements qu'ils ont tirés avec des soldats plus jeunes, moins expérimentés.

« Ils sont éduqués, ils ont servi à des postes de haut commandement, et ils disparaissent », regrette-t-il. « Nous ne faisons pas revenir les officiers dans le système, alors qu'ils pourraient à nouveau faire profiter les autres de leur enseignement. Nous ne disposons donc pas d'un processus éducatif refermant le cercle ; c'est une voie unidimensionnelle. Nous les éduquons, et nous les retirons progressivement du service. Et je pense que c'est un problème crucial pour les armées africaines ».

Un tel processus comblerait les lacunes laissées par la formation militaire conventionnelle. Lindy Heinecken a estimé que les armées fonctionnent sur un mode hiérarchique : les ordres sont donnés, puis exécutés. La culture ne favorise pas la prise de décision latérale, la réflexion critique, la résolution des problèmes ou l'analyse. « Or il nous faut développer davantage tous ces éléments aux niveaux subalternes, de telle sorte que lorsqu'ils voient qu'ils se trouvent confrontés à un problème, ils puissent le comprendre, en voir la logique, s'inspirer des enseignements tirés, obtenir des renseignements et prendre des décisions intelligentes et éclairées ». ❑

L'Éthiopie PRÉSENTE SON PREMIER FILM À CANNES

A.D. MCKENZIE/IPS

Un petit garçon, un mouton et un impressionnant paysage de montagne. Ce sont les trois vedettes de *Lamb*, un film poignant dirigé par un cinéaste de 36 ans, Yared Zeleke. En mai 2015, ce film est devenu le premier film éthiopien à être sélectionné pour le prestigieux Festival international du film de Cannes, en France.

Tourné dans les hauts plateaux et les forêts de l'Éthiopie septentrionale et centrale, *Lamb* raconte l'histoire d'Ephraim, un petit garçon de 9 ans, et de son animal domestique bien-aimé, un mouton du nom de Chuni. L'animal suit Ephraim partout comme un chien dévoué et joue le rôle de son meilleur ami.

Lorsque le film commence, Ephraim a perdu sa mère durant une famine persistante, et afin d'assurer sa survie, son père décide de l'emmener rester chez des parents dans une région reculée, mais plus verte de leur pays. Ephraim devra rester là-bas pendant que son père cherche du travail en ville, ne sachant pas quand il pourra revenir.

Le film met subtilement en relief la question des relations entre hommes et femmes, les ravages de la sécheresse et l'isolement qui vient du sentiment de non-appartenance. *Lamb*, son premier long-métrage, est un succès retentissant pour Yared Zeleke, qui a grandi dans le centre d'Addis-Abeba et a par la suite fait des études cinématographiques à l'Université de New York, après avoir obtenu un diplôme de gestion des ressources naturelles dans une université norvégienne.

« J'ai toujours voulu travailler avec des paysans éthiopiens et aborder le plus grand enjeu auquel le pays est confronté, mais en fin de compte, j'ai réalisé un film sur eux à la place », explique-t-il.

SLUM KID FILMS

Des athlètes kényans marchent pour la paix

AGENCE FRANCE-PRESSE

Des athlètes kényans de haut niveau, notamment les anciens détenteurs de records mondiaux du marathon Wilson Kipsang et Tegla Loroupe, ont organisé une « Marche pour la paix » de 22 jours contre la violence ethnique.

Le vol de bétail et les règlements de compte entre les communautés rivales sont monnaie courante dans les régions reculées et défavorisées du nord du Kenya, une zone où les armes automatiques sont légion. La marche de 836 kilomètres a été organisée par l'ancien champion du marathon aux Jeux du Commonwealth, John Kelai, qui a marché en souvenir de trois de ses oncles qui ont été tués lors de razzias de bétail lorsqu'il était adolescent. La marche a commencé en juillet 2015.

Le Kenya a une frontière commune avec l'Éthiopie au nord du pays, et les éleveurs de bétail armés font des incursions de chaque côté de la frontière poreuse. La marche a commencé au nord du Kenya dans la ville de Lodwar, dans la région volatile de Turkana, et s'est dirigée vers le sud, avançant de 40 kilomètres chaque jour à travers la vallée du Rift jusqu'au lac Bogoria.

WALK FOR PEACE

Les athlètes ont porté une torche de style olympique transmise de marcheur à marcheur à mesure qu'ils avançaient vers le sud à travers quelques-unes des régions les plus volatiles du Kenya.

Les athlètes, qui encourageaient les gens à se joindre à leur marche, espéraient lever plus de 250.000 dollars pour financer un programme de consolidation de la paix, désigné Aegis Trust, qui s'efforce de rebâtir des communautés déchirées par le conflit, notamment au Rwanda après le génocide de 1994.

Aegis Trust a aidé à organiser la marche, déclarant que le programme « mobiliserait au moins 10.000 jeunes gens risquant d'être entraînés dans la violence ethnique, sauvant ainsi des vies ».

En mai 2015, 75 personnes ont été tuées suite à des vols de bétail et à des règlements de comptes en seulement quatre jours. En 2014, au moins 310 personnes ont été tuées, et plus de 220.000 habitants ont fui leurs foyers suite à des conflits intercommunaux attribués à des rivalités portant sur les ressources foncières et hydriques, le vol de bétail et des luttes fondées sur des enjeux de représentation politique.

THE ASSOCIATED PRESS

UN COUREUR ÉRYTHRÉEN
est le « roi de la montagne »

PERSONNEL D'*ADF*

Un coureur cycliste érythréen de 26 ans a remporté le Grand Prix de la montagne pendant la sixième étape du Tour de France en juillet 2015.

Daniel Teklehaimanot a fièrement endossé le maillot à pois rouges symbolisant sa victoire durant cette étape. Il a porté ce maillot après avoir surgi en tête du peloton au sommet des trois côtes lors de l'étape de 190 kilomètres rejoignant Abbeville au Havre.

« Quel moment pour le cyclisme africain ! Quel moment pour l'Érythrée, et quel moment pour Daniel Teklehaimanot qui lève les pouces en signe de succès ! », s'est exclamé un présentateur de la BBC au moment où Daniel Teklehaimanot est monté en haut du podium.

Plus tard, pendant une conférence de presse, le cycliste a affirmé que sa victoire d'étape était une victoire pour l'Afrique.

« Je suis fier d'être africain et je suis fier d'être érythréen », a-t-il déclaré. « C'est un jour que je n'oublierai jamais. C'est vraiment important pour nous, pour l'Érythrée, et pour mes équipiers, et pour toute l'Afrique ».

Daniel Teklehaimanot a été le premier Africain noir à porter un maillot de leader durant le Tour de France, et il a couru avec la première équipe africaine participant à cette épreuve, l'équipe sud-africaine MTN-Qhubeka. L'équipe a fini cinquième au classement global du Tour.

Qhubeka est un mot de nguni qui signifie « continuer » ou « aller de l'avant ».

Daniel Teklehaimanot, qui a fini 49e au classement du Tour, est l'un des coureurs les plus accomplis de l'histoire de l'Afrique. Il a remporté le Tour du Rwanda et le Kwita Izina Cycling Tour lors de l'UCI Africa Tour 2010-2011. Il a été le premier coureur érythréen à participer aux Jeux olympiques d'été 2012. La même année, il a été le premier Érythréen à participer à La Vuelta, l'une des trois épreuves cyclistes majeures d'Europe.

Des musiciens se dressent contre l'extrémisme

BBC NEWS AT BBC.CO.UK/NEWS

Le festival Gnaoua du Maroc attire des centaines de milliers de personnes — mais il signifie davantage de choses que la musique et les couleurs. Il en est venu à symboliser la lutte contre l'EI et l'extrémisme.

Chaque groupe Gnaoua, ou « fraternité islamique », revêt des tenues différentes, très élaborées, riches en couleurs. Les Gnaoua chantent, s'arrêtant pour exécuter des pas de danse en tournoyant, accompagnés aux sons de tambours et de castagnettes métalliques assourdissantes. Les Gnaoua sont de pieux musulmans, mais leur religion, tout comme leur musique, participe d'une fusion. Leur croyance en un monde des esprits et dans le pouvoir de guérison par la musique, à travers un cérémonial de transes, nous renvoie à leurs liens avec l'Afrique de l'Ouest.

Lorsque le festival a commencé, le but était simple — aider les Gnaoua et stimuler le tourisme. On estime que 250.000 visiteurs ont assisté au festival d'une durée de quatre jours, en juin 2015. Le gouvernement assure près d'un tiers du financement de cette manifestation gratuite, le restant provenant de parrainages des milieux d'affaires et de particuliers. « Chaque euro consacré au parrainage génère 17 euros dépensés à Essaouira — et le tourisme a rapporté encore plus d'emplois » a déclaré la directrice du festival Neila Tazi.

AFP/GETTY IMAGES

Un musicien du groupe Maalem Reda Stitou joue de son instrument durant le Festival Gnaoua et Musiques du Monde.

Toutefois, en 2015, le festival a revêtu une nouvelle signification, en montrant que la musique et l'islam pouvaient coexister à un moment où l'EI et ses partisans ambitionnent de détruire les manifestations musicales. Dans tout le Sahara, au nord du Mali, le renommé Festival dans le désert a été reporté depuis 2012 pour des raisons de sécurité à la suite du soulèvement islamiste. Cette année, le long de la Méditerranée en Libye, les extrémistes de l'EI ont brûlé des instruments de musique — tambours, cuivres et bois — qu'ils avaient confisqués au nom de leur interprétation de la sharia.

Les Gnaouas étaient horrifiés. « Ils sont ignorants », affirme Maalem Abdelslam Alikkane, un facteur d'instruments de musique de la région. « Ils ne savent pas ce qu'ils font. Ils sont stupides. L'islam, ce n'est pas cela. C'est la paix, la musique, la couleur, le respect … c'est le respect des autres religions ».

Neila Tazi voit la situation à partir d'une perspective plus large. Née aux États-Unis, elle produit des manifestations musicales et cinématographiques, et pour elle, le festival Gnaoua et des événements similaires en sont venus à symboliser le Maroc contemporain et sa place dans le monde islamique.

« Les gens ont peur de l'islam », explique-t-elle. « Mais ce genre de manifestation montre le véritable islam au Maroc, l'islam positif. Lorsque nous avons commencé il y a 18 ans, nous avons été critiqués par les islamistes au Maroc ; ils n'aimaient pas la façon dont les jeunes étaient habillés, ou encore la danse. Mais à présent certains d'entre eux sont au gouvernement, et ils soutiennent ce que nous faisons. C'est une manifestation appréciée des gens ».

LES USA ET L'UA CREENT ENSEMBLE
UN CENTRE DE PREVENTION DES MALADIES

REUTERS

Le 13 avril 2015, les États-Unis et l'Union africaine ont signé un accord visant à créer le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies.

Le secrétaire d'État américain, John Kerry, et le Dr Nkosazana Dlamini Zuma, présidente de la Commission de l'Union africaine, ont signé un accord de coopération formalisant la collaboration entre l'UA et le Centre américain de contrôle et de prévention des maladies (CDC), l'agence de haut niveau pour l'étude et la lutte contre les maladies.

La présidente de la Commission de l'Union africaine Nkosazana Dlamini Zuma et le secrétaire d'État américain John Kerry célèbrent la signature d'un accord de coopération pour la création d'un Centre africain de contrôle et de prévention des maladies. DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS

« L'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest a réaffirmé le besoin d'un institut de santé publique pour soutenir les ministères de la Santé africains et d'autres agences sanitaires dans leurs efforts de prévention, de dépistage et de riposte à toute flambée de maladie », a déclaré Thomas Frieden, directeur du CDC américain dans un communiqué.

Le CDC africain doit être lancé en 2015 avec l'ouverture d'une unité de surveillance et d'intervention qui fournira une expertise technique et aidera à coordonner les ripostes aux urgences sanitaires.

Dans le cadre de l'accord, le CDC américain enverra deux experts en santé publique qui serviront de conseillers techniques à long terme auprès du CDC africain. Les États-Unis offriront également 10 bourses à des épidémiologistes africains qui travailleront dans les cinq CDC africains régionaux établis pour surveiller les maladies sur le continent.

Le roi du Maroc Mohammed VI, à droite, et Carlos Tavares, président du directoire de PSA Peugeot Citroën, se serrent la main au palais royal à Rabat. REUTERS

DES PEUGEOT
SORTIRONT D'UNE USINE MAROCAINE EN 2019

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le géant automobile français PSA Peugeot Citroën a annoncé la construction d'une usine automobile de 632 millions de dollars, au Maroc, qui produira 90.000 véhicules par an.

L'usine, qui doit ouvrir ses portes en 2019, au nord de Rabat, « répondra aux besoins de la région et des clients marocains », a indiqué un communiqué de l'entreprise. Le président du directoire de PSA, Carlos Tavares, a signé un accord officiel avec le ministre marocain de l'Industrie, Moulay Hafid Elalamy, en présence du roi Mohammed VI, à son palais, dans la capitale.

Le groupe a indiqué que l'usine assemblera des voitures compactes et moyennes, le cœur du marché automobile marocain.

« Avec une capacité initiale de 90.000 moteurs et véhicules, cette unité industrielle atteindra une production de 200.000 unités à terme, lorsque la demande commerciale le justifiera », a précisé le communiqué.

M. Alamy a affirmé que la nouvelle usine fournirait 4.500 emplois à plein temps et 20.000 emplois indirects. Peugeot a déclaré qu'elle « préparait dès aujourd'hui les conditions de réalisation de l'ambition commerciale de production d'un million de véhicules sur la région Afrique - Moyen-Orient, à l'horizon 2025 ».

Des paniers de sardines fraîchement pêchées sont vendus au port de Nouakchott, en Mauritanie. REUTERS

LA MAURITANIE *Signe un accord de pêche historique avec l'UE*

AGENCE FRANCE-PRESSE

La Mauritanie et l'Union européenne (UE) ont annoncé, en juillet 2015, la signature d'un accord de pêche « gagnant-gagnant », après 16 mois d'âpres négociations.

L'UE fournira une contribution de 112 millions de dollars par an à l'industrie de la pêche mauritanienne, contre les 120 millions de dollars prévus dans un accord précédent. Mais le quota de la flotte européenne passe de 300.000 tonnes à 225.000 tonnes de poisson pour la durée du contrat de quatre ans.

Stefaan Depypere, directeur des affaires internationales et des marchés à la Direction de la Pêche de l'UE, à déclaré, au cours de la cérémonie, que l'accord profite aux deux parties. Le négociateur mauritanien, Cheikh Ould Baya, a estimé que les droits exclusifs de pêche au poulpe et à la sardinelle créeraient des emplois pour les pêcheurs locaux.

Les deux parties sont convenues que le quota de marins mauritaniens sur les bateaux européens resterait fixé à 60 pour cent. Selon des données officielles mauritaniennes, le secteur de la pêche représente plus de 20 pour cent des recettes budgétaires et emploie plus de 36.000 personnes dans le pays.

Des pêcheurs tirent un bateau à terre près de Nouakchott. REUTERS

LE MAROC ÉLIMINE UNE CELLULE TERRORISTE

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le Maroc a démantelé une cellule terroriste de sept membres liée à l'État islamique en Irak et en Syrie (EI), qui projetait d'enlever et d'assassiner des touristes, a annoncé le ministère de l'Intérieur.

Les suspects, dont les identités n'ont pas été révélées, avaient fait allégeance à l'EI, a précisé le ministère dans une déclaration reprise par l'agence de presse MAP. Ils projetaient « d'enlever et de liquider physiquement » des touristes dans des stations balnéaires, poursuit la déclaration.

Les suspects avaient suivi « une formation paramilitaire intensive » dans une région montagneuse du Maroc, selon le ministère de l'Intérieur. Les arrestations du 11 juin 2015 ont été effectuées par le Bureau central des investigations judiciaires (BCIJ), inauguré en mars dans le cadre du renforcement de la guerre que mène le royaume contre l'extrémisme.

Le Maroc a à maintes reprises annoncé l'arrestation de cellules terroristes et a signalé avoir saisi de l'armement de groupes qui selon les autorités ont fait allégeance à l'EI. Selon le Centre international pour l'étude de la radicalisation du King's College au Royaume-Uni, on estime qu'environ 2.000 Marocains combattent avec l'EI en Irak et en Syrie.

Un garde des forces spéciales marocaines en faction à l'extérieur du Bureau central des investigations judiciaires à Rabat. AFP/GETTY IMAGES

LE KENYA VA METTRE UN FREIN À LA CONTREBANDE DE SUCRE

QUI FINANCE L'EXTRÉMISME

REUTERS

Lorsque la police kényane a arrêté six hommes dans le vaste camp de réfugiés de Dadaab près de la frontière somalienne en avril 2015, son but était de démanteler un commerce illicite de sucre de contrebande installé depuis des dizaines d'années et qui à présent finance les extrémistes somaliens qui font la guerre au Kenya.

Les arrestations, qui interviennent des semaines après que quatre individus armés du groupe al-Shebab ont massacré 148 personnes à l'université de Garissa à proximité, faisaient partie de la nouvelle stratégie de Nairobi qui est d'assécher les flux financiers parvenant aux extrémistes dont les incursions transfrontalières ont frappé le Kenya et son industrie du tourisme.

Même si les sommes d'argent tirées de la contrebande de sucre ne s'élèvent qu'à quelques millions de dollars, les experts affirment que de telles sommes sont suffisantes pour des attaques qui ne nécessitent que quelques fusils d'assaut, moyens de transport et exécutants prêts à mourir.

« C'est comme si le gouvernement se réveillait », a déclaré un haut responsable kényan de la sécurité de la région de Garissa, ajoutant que les autorités avaient auparavant souvent « fermé les yeux sur toutes ces choses parce que beaucoup de gens en bénéficiaient — mais au détriment de la sécurité ».

Toutefois, de l'avis de diplomates et de membres des forces de sécurité, si des conséquences doivent s'imposer dans la durée, il faut aller plus loin. Ceci inclut la nécessité d'éradiquer la corruption existant au sein de la police et de s'attaquer aux chefs du cartel de la contrebande, en plus des intermédiaires détenus jusqu'à présent.

Des ouvriers sont juchés sur des sacs de sucre dans l'usine sucrière de Mumias, dans l'ouest du Kenya. La contrebande de sucre a financé l'extrémisme dans la région. REUTERS

« À moins de parvenir à endiguer les sources de revenus d'al-Shebab, on ne verra pas la fin de l'instabilité dans la Somalie du Sud et dans la région », a observé Rashid Abdi, un expert de la Somalie basé à Nairobi.

Selon des sources d'organismes de sécurité, le gouvernement du Président Uhuru Kenyatta a pris des mesures pour mettre fin au trafic de sucre pratiqué à partir du port somalien de Kismayo jusqu'à la frontière du Kenya, et une unité spéciale a été créée à cet effet au sein du Service national de renseignement afin de démanteler les cartels de la contrebande.

LES ÉTATS-UNIS ENVOIENT

DES ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION

AUX SOLDATS DE LA PAIX ZAMBIENS

PERSONNEL D'*ADF*

Les États-Unis ont remis à la Zambie des équipements militaires d'une valeur de 850.000 dollars, pour aider à protéger les soldats de la paix du pays durant leur déploiement en République centrafricaine.

Le quotidien *Times of Zambia* a précisé que l'équipement comprend des uniformes, des casques, des bottes et d'autres équipements de protection. Le don a été remis par l'ambassadeur des États-Unis en Zambie, Eric Schultz, lors d'un événement qui s'est tenu en mars 2015 dans la caserne Arakan à Lusaka.

« L'engagement de la Zambie à l'égard de la paix en Afrique est admirable, et les États-Unis saluent la décision de la Zambie de se joindre à la mission des Nations Unies pour la protection des civils, femmes et enfants innocents en République centrafricaine », a déclaré Eric Schultz, selon le site mwebantu.com.

En mai 2015, la Zambie a détaché 750 soldats de la paix auprès de la mission des Nations Unies dans ce pays africain en proie à de graves difficultés. La RCA est plongée dans la violence depuis 2013, lorsqu'une coalition de groupes rebelles connus sous le nom de Seleka a renversé le gouvernement. En réaction, une autre milice du nom d'anti-Balaka a commencé à lancer des attaques. La violence a déplacé environ un quart de la population, selon les chiffres des Nations Unies.

L'ambassadeur des États-Unis en Zambie, Eric Schultz, au centre, et le vice-ministre zambien de la Défense, Christopher Mulenga, à droite, inspectent le matériel militaire donné par les États-Unis. ZAMBIA DAILY MAIL

LE NIGERIA

installe le quartier général de son armée

SUR LE FRONT

Des soldats sont transportés à Maiduguri, dans l'État de Borno, le 14 mai 2015. REUTERS

BBC NEWS AT BBC.CO.UK/NEWS

L'armée du Nigeria a déménagé son quartier général dans la ville de Maiduguri, au nord du pays, à proximité du centre de l'insurrection islamiste de Boko Haram.

Cette décision « imprimera un élan supplémentaire et conduira à une reprise en main vigoureuse » dans la lutte contre le terrorisme, d'après une déclaration de l'armée en juin 2015. Une équipe de préparation de l'armée a commencé à travailler à Maiduguri dans le cadre de plans visant à déménager le centre de commandement et de contrôle depuis Abuja.

À son entrée en fonction au mois de mai, le président Muhammadu Buhari s'est engagé à vaincre Boko Haram. Lors de son discours d'investiture du 29 mai 2015, il a annoncé que l'armée déplacerait son quartier général à Maiduguri, dans l'État de Borno, au nord-est du pays.

Le but est de centraliser les opérations près de l'action, de réduire la bureaucratie et d'accélérer la prise de décision. Les services de politiques et d'administration de l'armée ont été accusés d'être détachés de la réalité vécue par les soldats sur la ligne de front.

Par exemple, les autorités ont souvent nié, minimisé ou ignoré les plaintes de soldats concernant des insuffisances ou déficiences en matière de fournitures, de matériels et de conditions de travail. À cause de cela le mécontentement s'est répandu parmi les soldats, certains refusant d'aller se battre et allant même jusqu'à ouvrir le feu sur leurs propres chefs de corps.

Ce déménagement devrait dynamiser la campagne contre Boko Haram, connue sous le nom d'Opération Restauration de la Paix, sans créer « un autre niveau dans la structure de commandement », a précisé la déclaration. Une structure de commandement similaire est en cours d'établissement à proximité de la ville de Yola, d'où devraient être lancées des opérations de l'armée de l'air.

UN TANZANIEN REMPORTE UN PRIX DE L'INNOVATION POUR UN FILTRE À EAU

BBC NEWS AT BBC.CO.UK/NEWS

Un filtre à eau qui absorbe tout, du cuivre au fluor en passant par les microbes, virus et pesticides, a remporté un prestigieux prix de l'innovation.

Son inventeur, Askwar Hilonga, un ingénieur chimiste tanzanien, utilise la nanotechnologie et le sable pour purifier l'eau. Il a assuré à la BBC que son invention pourrait aider 70 pour cent des ménages tanzaniens qui n'ont pas d'eau potable salubre. Une marque a déjà été déposée.

Le Prix africain pour les innovations en matière d'ingénierie, d'une valeur de 38.000 dollars, a été le premier en son genre à être fondé par l'United Kingdom's Royal Academy of Engineering. Le président du jury, Malcolm Brinded, a déclaré : « Son invention pourrait changer la vie de beaucoup d'Africains et de gens partout dans le monde ».

« Je filtre l'eau dans du sable pour retenir les déchets et les microbes. Mais le sable ne peut pas retenir des polluants comme le fluor et d'autres métaux lourds, alors j'utilise des nanomatériaux pour éliminer les polluants chimiques », a expliqué Askwar Hilonga.

Le filtre coûte 130 dollars, mais après avoir remporté le prix, il achètera les matériaux en vrac, ce qui fera baisser le coût. « Pour ceux qui ne peuvent pas se permettre d'acheter des filtres à eau, nous avons mis en place des stations d'eau où les gens peuvent acheter de l'eau à un prix très très bon marché », a-t-il ajouté.

Pendant son enfance dans une zone rurale de Tanzanie, la famille du Dr Hilonga était régulièrement atteinte de maladies transmises par l'eau. Alors, après avoir obtenu son doctorat en nanotechnologie, en Corée du Sud, il a commencé à chercher des nanomatériaux capables de purifier l'eau.

Askwar Hilonga, lauréat du Prix africain pour les innovations en matière d'ingénierie. GEORGINA GOODWIN

LES SMARTPHONES CHANGENT L'AFRIQUE

MEDIA CLUB AFRIQUE DU SUD

Il a été largement prouvé que les pauvres en Afrique utilisent maintenant Internet. En Afrique du Sud, beaucoup de nouveaux utilisateurs vivent dans la pauvreté.

La baisse des coûts alimente la tendance. La plupart des Africains se connectent à Internet avec leur téléphone portable dont le prix baisse de plus en plus. Nokia, par exemple, a lancé, en 2015, un smartphone à 29 dollars. Dans beaucoup de pays africains, l'accès aux données sans abonnement peut être acheté en petits forfaits, parfois par plages de 10 cents.

L'étude la plus fiable, menée dans 11 pays en 2011 et 2012, a révélé qu'un Sud-Africain sur trois, un Kényan sur quatre et un peu moins d'un Éthiopien sur vingt utilisent Internet. Cependant, il est évident que lorsque des réseaux sont disponibles et que les prix sont abordables, les gens utilisent les services d'Internet.

Les utilisateurs à revenu faible sont de plus en plus conscients des avantages que présente l'accès à Internet. Une étude, réalisée en 2015 sur ces utilisateurs a révélé que beaucoup d'entre eux connaissaient et utilisaient des outils en ligne sophistiqués.

Pour beaucoup de nouveaux utilisateurs en Afrique, Internet signifie l'accès à la messagerie instantanée, limitée et lente, mais qui remplace avantageusement les SMS chers et certains médias sociaux par téléphone portable.

Cette étude et d'autres travaux, soulignent le fait que, pour les pauvres en Afrique et ailleurs, Internet est un monde centré sur le téléphone portable. Ainsi, les gens à faible revenu peuvent bénéficier de l'accès à Internet. Mais l'expérience est encore loin de la perspective du haut débit pour tous, auquel se sont engagés plus de 20 pays africains.

Un guerrier masaï utilise un téléphone portable dans son village au Kenya.

AFP/GETTY IMAGES

Tutu soutient
UNE CAMPAGNE EN FAVEUR DES PERSONNES ÂGÉES

LA VOIX DE L'AMÉRIQUE

L'archevêque Desmond Tutu, aujourd'hui retraité, apporte son soutien à une campagne visant à garantir les droits des personnes âgées. Le prix Nobel de la paix souhaite que cette question soit incluse dans les nouveaux objectifs de développement durable de l'ONU, qui doivent être fixés fin 2015.

Selon Help Age International, près de 900 millions de personnes sont âgées de 60 ans et plus, ce qui représente 12 pour cent de la population mondiale. Desmond Tutu, 84 ans, s'est joint à la campagne de l'organisation Action 2015.

« En vieillissant, notre corps change. Nous perdons de notre dextérité et de notre force physique, mais nos droits ne changent pas. Même si nous perdons nos dents, nous n'en sommes pas moins humains. Nous ne sommes pas et nous ne devons pas devenir invisibles », a-t-il dit.

Desmond Tutu AFP/GETTY IMAGES

Desmond Tutu a publié un message vidéo, en soutien à la campagne, visant à influencer les Objectifs de développement durable qui remplaceront les Objectifs du millénaire pour le développement et s'appliqueront pendant les 15 prochaines années.

Help Age International a déclaré que la courbe démographique des plus de 60 ans était en hausse. D'ici 2030, cette tranche d'âge devrait représenter 1,3 milliard de personnes et 16 pour cent de la population mondiale.

« Nous voulons dire au monde que nous comptons. Que les personnes âgées comptent partout. Et que les personnes de tous âges doivent être prises en considération lorsque nous fixons nos Objectifs de développement durable », a insisté Desmond Tutu.

Desmond Tutu, l'un des chefs de file de la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud, a rappelé « qu'aucun objectif de développement futur ne peut être considéré comme valide ou durable s'il n'inclut pas les personnes de tous âges ».

Des clients retournent au centre commercial Westgate, au Kenya, nouvellement rouvert, 22 mois après l'attaque terroriste qui y a eu lieu. THE ASSOCIATED PRESS

LE CENTRE COMMERCIAL KÉNYAN ROUVRE SES PORTES
Presque 2 ans après l'attaque

BBC NEWS AT BBC.CO.UK/NEWS

Le centre commercial Westgate, à Nairobi, où 67 personnes ont trouvé la mort dans une attaque d'al-Shebab, a rouvert ses portes.

En septembre 2013, les terroristes ont pris d'assaut le centre commercial et ont tiré sur les clients, puis ont tenu un siège de quatre jours. À la mi-juillet 2015, la moitié des boutiques étaient à nouveau ouvertes, après d'importants travaux de réparation.

« Il y a exactement 22 mois, nous avons connu le jour le plus triste de l'histoire du Kenya », déplore le gouverneur du comté de Nairobi, Evans Kidero. « Notre pays a été endeuillé et a pleuré, mais Westgate est de retour ».

Certaines parties du centre commercial ont été ravagées par le feu et sont restées inaccessibles aux journalistes qui ont visité le centre à sa réouverture. On ne sait pas encore si ces parties seront rouvertes.

Ce fut l'un des attentats les plus effroyables perpétrés par des terroristes contre des étrangers, aussi bien que des Kényans, mais la direction du centre commercial assure que la sécurité a été considérablement améliorée.

Deux enfants kényans regardent depuis un niveau supérieur du centre commercial Westgate, nouvellement rouvert, 22 mois après l'attaque terroriste qui y a eu lieu. THE ASSOCIATED PRESS

DES PAYS AFRICAINS CRÉENT

UNE ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE

BOTSWANA GAZETTE

Vingt-six pays africains ont lancé un cadre pour la création d'une zone de libre-échange, en intégrant trois communautés économiques, pour stimuler le commerce et les investissements.

La zone tripartite, annoncée en juin 2015, comprendra la Communauté d'Afrique de l'Est, la Communauté de développement d'Afrique australe et le Marché commun de l'Afrique de l'Est et australe. Elle représentera un PIB combiné de plus de 1 billion de dollars. Certaines des plus grandes économies d'Afrique comme l'Afrique du Sud et le Kenya sont parmi les 26 pays.

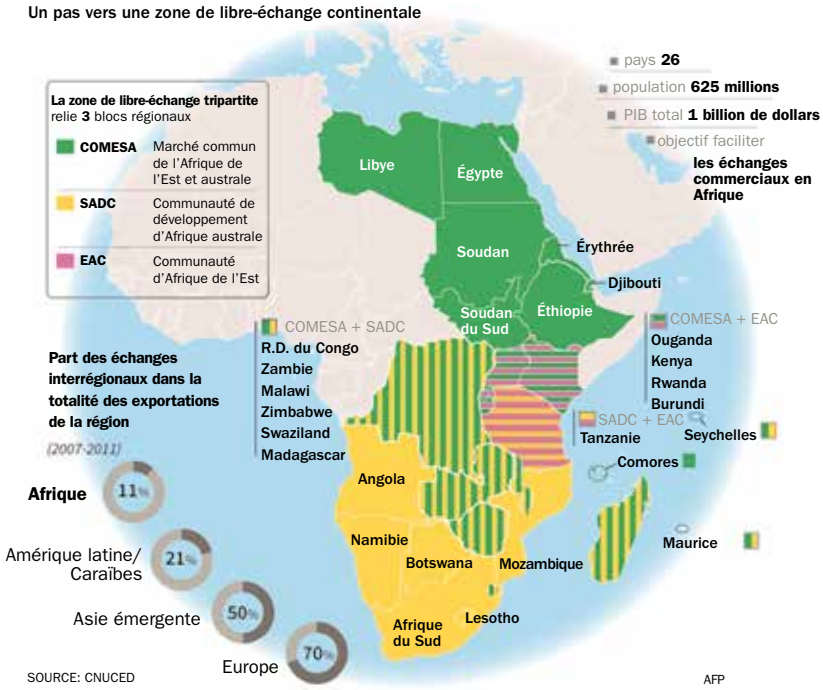
Des négociations officielles ont aussi été lancées pour créer une zone de libre-échange qui engloberait la totalité des 54 pays du continent, ouvrant un marché de 1,3 milliard d'habitants avec un PIB combiné de plus de 2 billions de dollars.

La tripartite, appelée Zone de libre-échange africaine, avait été envisagée lors d'un sommet économique, en octobre 2008. Elle avait pour objet de faciliter l'accès aux marchés au sein de la zone et de mettre fin aux problèmes que présentaient les pays de la zone appartenant à plusieurs groupes régionaux. Elle renforcera aussi le pouvoir de négociation du bloc dans les transactions internationales.

Les pays membres d'une zone de libre-échange conviennent de réduire ou d'éliminer certaines barrières, mais restent libres d'établir leur propre politique commerciale dans leurs échanges avec des pays extérieurs à la zone.

Un marché commun couvrant la moitié de l'Afrique

Un pas vers une zone de libre-échange continentale



SOURCE: CNUCED

AFP

UNESCO

Le retour du café au Congo

LA VOIX DE L'AMÉRIQUE

Au milieu des années 80, la République démocratique du Congo (RDC) exportait officiellement jusqu'à 130.000 tonnes de café par an, mais en 2012, ce chiffre avait chuté à 8.000 tonnes, en raison de la guerre, des maladies du café, des prix bas et de la contrebande.

Mais les acheteurs de cafés de spécialité de haute qualité se sont rendu compte qu'ils rataient une bonne occasion. En effet, en 2012, après avoir mené une étude sur les deux provinces du Kivu dans l'est de la RDC, l'Institut de recherche mondiale sur le café a qualifié la région de « paradis du café ».

La même année, une coopérative de café congolaise a fait son entrée sur le marché des cafés de spécialité, avec l'aide de l'organisation britannique de commerce équitable Twin. En juin 2015, des experts internationaux ont tenu un concours de dégustation de cafés de spécialité à Bukavu, dans l'est du pays, auquel 30 coopératives ont participé.

Selon les organisateurs, ce concours de cafés de spécialité a été le premier jamais tenu en RDC. La coopérative gagnante, comme plusieurs autres candidats, avait bénéficié de l'aide de consultants de l'organisation non gouvernementale Eastern Congo Initiative. Des organisations à but non lucratif sont impliquées dans le secteur parce que le café de l'est de la RDC est produit dans des conditions difficiles par de petites exploitations.

L'une des actions entreprises par Eastern Congo Initiative pour aider les producteurs est d'intercéder pour eux auprès du gouvernement. Les producteurs de café souhaitent, en particulier, des allégements d'impôts. La taxe d'exportation de café en RDC est de 12 pour cent, contre un pour cent dans les pays voisins.

AFP/GETTY IMAGES

LA LIGNE FERROVIAIRE ENTRE DJIBOUTI ET L'ÉTHIOPIE EST ACHEVÉE

AGENCE FRANCE-PRESSE

Djibouti et l'Éthiopie ont achevé une ligne ferroviaire reliant leurs deux capitales, avec l'espoir qu'elle sera prolongée jusqu'à l'Afrique de l'Ouest.

En juin 2015, le président djiboutien Ismail Omar Guelleh et le premier ministre éthiopien Hailemariam Desalegn ont participé à la cérémonie de pose du dernier rail de cette ligne de 752 kilomètres, reliant le port de Djibouti à la capitale éthiopienne enclavée, Addis-Abeba.

Le premier train devrait rouler en octobre 2015, réduisant la durée de transport entre les deux capitales à moins de 10 heures, alors qu'il fallait compter deux jours en camion par une route montagneuse déjà surchargée.

« Environ 1.500 camions empruntent chaque jour la route entre Djibouti et l'Éthiopie. Dans cinq ans, ce chiffre s'élèvera à 8.000. Ce n'est pas possible ! C'est pourquoi nous avons besoin de ce chemin de fer », a expliqué Aboubaker Hadi, le président de l'Autorité portuaire de Djibouti.

Avec une capacité de 3.500 tonnes — sept fois la capacité maximale de l'ancienne ligne — la nouvelle ligne électrifiée sera principalement dédiée au transport de marchandises vers le deuxième pays le plus peuplé d'Afrique.

L'économie de l'Éthiopie est en pleine expansion et près de 90 pour cent de ses exportations passent par Djibouti. Les deux pays profitent de l'intégration économique, l'Éthiopie bénéficiant de l'accès à la mer et Djibouti ayant accès au marché émergent que représentent les 95 millions d'Éthiopiens.

« L'Éthiopie est un pays important pour nous. C'est le principal client de nos installations logistiques et cette nouvelle ligne de chemin de fer va permettre de renforcer encore davantage nos échanges » s'est félicité le ministre des Transports de Djibouti, Ahmed Moussa Hassan.

Plus petit État de la Corne de l'Afrique, Djibouti s'est lancé dans de vastes projets d'infrastructures avec la construction de six nouveaux ports et deux aéroports, et l'espoir de devenir la plateforme commerciale de l'Afrique de l'Est.

SAMORY TOURE

Leader de la résistance

PERSONNEL D'*ADF*

Samory Touré était un grand guerrier, un leader né et un bâtisseur d'empire. Mais il s'est distingué et on se souvient de lui avant tout, pour son rôle dans ses dernières années — son attitude intraitable à l'égard de ceux qui voulaient envahir son pays. Près de 60 après sa mort, son petit-fils fut tout aussi intraitable.

Samory Touré naît aux environs de 1830 à Miniambaladougou dans l'actuelle Guinée. Comme son père, il devient un marchand. Cette situation prend fin lorsque, alors qu'il a vingt ans, sa mère est enlevée dans une incursion à la recherche d'esclaves. Le jeune, mais déjà talentueux, marchand-négociant recherche alors un arrangement avec son ravisseur, offrant de servir dans son armée en échange de la libération ultérieure de sa mère. L'offre est acceptée, et la vie de Samory Touré est changée pour toujours, car il révèle d'exceptionnels talents militaires et de leadership. Après quelques années, le roi Séré-Burlay, au service duquel il était, le relève de ses obligations et libère sa mère.

Samory Touré a pleinement conscience que son peuple, les Malinké, manque de discipline et a besoin de leadership. Il n'y a alors pas un seul chef ayant l'autorité suffisante pour assumer la charge du pouvoir. Il se déclare donc indépendant du roi Séré-Burlay et commence à mettre sur pied une armée relevant de son autorité. Ses soldats sont bien disciplinés, et il commence à élargir son territoire, employant ses talents considérables de négociateur — parallèlement à des menaces de guerre.

Il établit un nouvel empire du nom de Mandinka, s'en déclarant le roi et le commandant en chef. Ses opposants le surnomment le « Napoléon du Soudan » au moment où il établit sa capitale, dans ce qui est maintenant la Gambie, et continue d'élargir son empire. Si cet empire existait encore aujourd'hui, il engloberait des parties de la Guinée, du Liberia, du Mali et de la Sierra Leone.

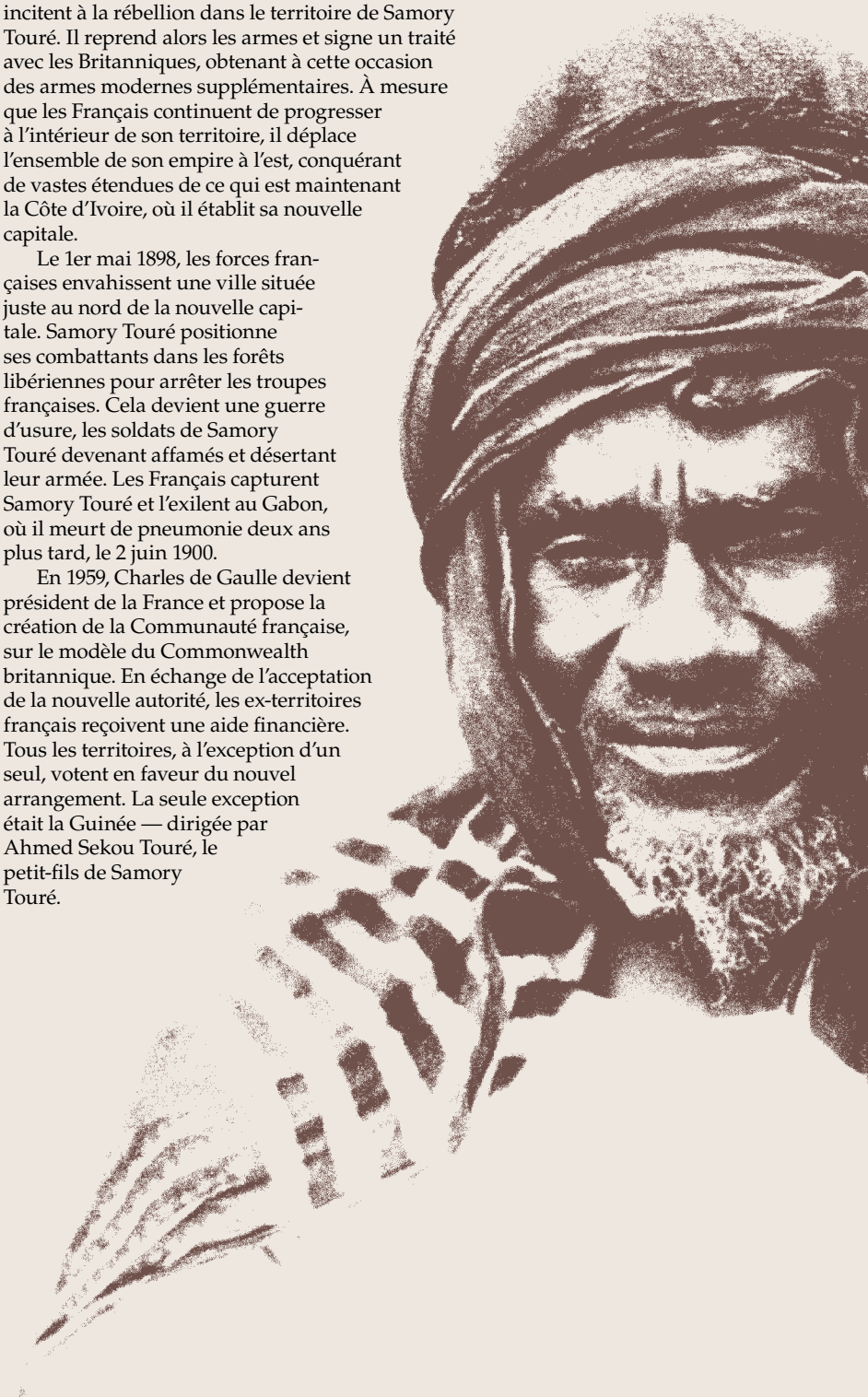
Après la partition de l'Afrique en 1884, les puissances européennes commencent à coloniser l'Afrique de l'Ouest. Elles ne tolèrent pas qu'il y ait des souverains forts tels que Samory Touré et elles ne reconnaissent pas son autorité. Lorsqu'il refuse de se soumettre, elles entreprennent des actions militaires.

L'armée de Samory Touré, environ 35.000 guerriers expérimentés équipés d'armes modernes européennes, parvient initialement à arrêter la progression des envahisseurs français. La France réagit en envoyant des renforts, y compris des combattants sénégalais. Après d'autres batailles, Samory Touré signe des traités avec les Français en 1889.

En deux ans, les Français violent les traités et incitent à la rébellion dans le territoire de Samory Touré. Il reprend alors les armes et signe un traité avec les Britanniques, obtenant à cette occasion des armes modernes supplémentaires. À mesure que les Français continuent de progresser à l'intérieur de son territoire, il déplace l'ensemble de son empire à l'est, conquérant de vastes étendues de ce qui est maintenant la Côte d'Ivoire, où il établit sa nouvelle capitale.

Le 1er mai 1898, les forces françaises envahissent une ville située juste au nord de la nouvelle capitale. Samory Touré positionne ses combattants dans les forêts libériennes pour arrêter les troupes françaises. Cela devient une guerre d'usure, les soldats de Samory Touré devenant affamés et désertant leur armée. Les Français capturent Samory Touré et l'exilent au Gabon, où il meurt de pneumonie deux ans plus tard, le 2 juin 1900.

En 1959, Charles de Gaulle devient président de la France et propose la création de la Communauté française, sur le modèle du Commonwealth britannique. En échange de l'acceptation de la nouvelle autorité, les ex-territoires français reçoivent une aide financière. Tous les territoires, à l'exception d'un seul, votent en faveur du nouvel arrangement. La seule exception était la Guinée — dirigée par Ahmed Sekou Touré, le petit-fils de Samory Touré.



OÙ SUIS-JE ?

INDICES

Cette attraction fait partie de la plus importante réserve naturelle de l'Afrique.

Le nom de cette zone signifie littéralement « marais mort ».

Une rivière voisine remplit le vaste bassin de sel et d'argile durant les saisons des pluies exceptionnelles.

Les dunes environnantes peuvent atteindre une hauteur de 400 mètres, ce qui en fait certaines des dunes les plus élevées du monde.

RÉPONSE : le désert de sel de Sossusvlei, dans le Parc national du Namib-Naukluft, en Namibie

AFP/GETTY IMAGES

partagez votre expertise

Vous désirez être publié ? *Africa Defense Forum (ADF)* est un magazine militaire professionnel qui sert de cadre international d'échanges aux spécialistes militaires et de la sécurité en Afrique. Le magazine est publié tous les trimestres par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et traite des rubriques suivantes : stratégies de lutte contre le terrorisme, opérations de défense et de sécurité, criminalité transnationale, ainsi que les problèmes affectant la paix, la stabilité, la bonne gouvernance et la prospérité. Ce cadre d'échanges permet une discussion et des échanges d'idées en profondeur. Nous voulons entendre le point de vue de personnes qui se trouvent dans nos pays partenaires africains et qui comprennent les intérêts et les défis du continent. Soumettez un article pour publication à *ADF* et faites entendre votre voix.

directives à l'attention de l'auteur concernant une soumission à *ADF*

EXIGENCES RÉDACTIONNELLES

- La préférence est donnée aux articles d'une longueur approximative de 1.500 mots.
- Les articles peuvent être remaniés pour des questions de style et d'espace. Mais, *ADF* collaborera avec l'auteur sur les changements finaux.
- Incluez une courte biographie de vous-même avec vos coordonnées.
- Si possible, incluez une photographie haute résolution de vous-même ainsi que des images liées à votre article avec une légende et une mention de l'auteur de la photo.

DROITS D'AUTEUR

Les auteurs conservent les droits à leur texte original. Cependant, nous nous réservons le droit de revoir et corriger les articles pour qu'ils soient conformes au style de l'Associated Press et s'intègrent dans l'espace disponible. Le fait de soumettre un article ne garantit pas sa publication. Votre contribution à *ADF* signifie votre acceptation de ces modalités.

SOUMISSIONS

Envoyez vos idées de sujet d'article, vos contenus et vos questions à la Rédaction d'ADF à l'adresse électronique : ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com. Ou par courrier à l'une des adresses suivantes :

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
Unit 29951
APO AE 09751 USA

OU

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
KELLEY KASERNE
GEB 3315, ZIMMER 53
PLIENINGER STRASSE 289
70567 STUTTGART GERMANY

RESTEZ CONNECTÉ

Suivez *ADF* sur Facebook et Twitter et rendez-nous visite sur le site adf-magazine.com

adf
AFRICA DEFENSE FORUM